BERNARD CHARBONNEAU

NOTRE TABLE RASE

essai

DENOËL

BERNARD CHARBONNEAU

Notre table rase

essai

DENOËL

DU MÊME AUTEUR

AUX MÊMES ÉDITIONS

Dimanche et lundi

L'hommauto

Le paradoxe de la culture

Teilhard de Chardin
prophète d'un âge totalitaire

Tristes campagnes

Au lecteur

La grande nouveauté de ce millénaire, en France et en Europe, c'est la fin de la campagne : des paysans, donc des pays et des paysages. S'agit-il de la moderniser ou de la détruire ? Malheureusement il semble bien que la société industrielle occidentale, comme sa rivale orientale, n'ait qu'un moyen de résoudre son problème agraire : liquider, au besoin par la force, l'agriculture et les agriculteurs. Le problème de la modernisation des campagnes n'est pas résolu parce qu'il n'a même pas été posé, à l'Est à cause de l'idéologie politique, à l'Ouest en raison des mythes et des intérêts qui se camouflent, comme au temps du libéralisme, sous de prétendues « lois économiques ». Dans tous les cas la question sera réglée lorsque le dernier paysan aura disparu du dernier pays transformé en combinat agricole. Mais ce sont les citadins qui paieront la note : en fruits, en jambons, en bocages et en villages. Condamnés à une ville, ou plutôt à une banlieue, dont on ne sort pas. Ils vivront sans pain, sans maison dans les frondaisons, sur leur table rase.

Quelle que soit l'opinion qu'on ait de l'actuelle mue des campagnes, un fait n'en demeure pas moins : la

nouveauté et l'énormité du changement, le plus important que l'espèce humaine ait subi depuis la découverte du feu. Il n'y a pas de « problème paysan », le passage de la société « agro-pastorale » (en réalité il y en a mille) à la société industrielle et « urbaine », (et on n'en connaît guère jusqu'ici que deux variétés, orientale et occidentale et leurs bâtards), est *le* problème de notre génération. Et toute la suite dépendra de son aptitude à le résoudre. Ce qu'elle fera en ce domaine concerne le bonheur des générations à venir, peut-être même la survie de l'espèce.

Or la plus grave de toutes les révolutions : sociale, culturelle, et même biologique, écologique, s'opère pour des raisons purement économiques, ou plutôt en fonction de l'idée intéressée que la caste dirigeante d'une société se fait de l'économie. Le plan Mansholt — Vedel ou Durand — n'a même pas provoqué le débat qui s'est engagé à propos des coûts sociaux entraînés par la naissance de la première société industrielle, celle de la vapeur. Maints auteurs ont dénoncé l'exploitation du prolétariat, aucun n'a dit le drame de la liquidation des paysans. L'évacuation du village s'est opérée à la sauvette avec la bénédiction du curé et de l'instituteur : l'ère quaternaire a succédé à l'ère tertiaire, et c'est tout. Mais si le village est rayé de la carte, il n'en subsiste pas moins dans le cœur des hommes, donc dans la propagande des promoteurs qui le détruisent, comme l'arbre, l'eau, la campagne. Ainsi que d'autres biens, elle ne peut être niée qu'en son nom.

Pourquoi s'interroger ? Il va de soi qu'aujourd'hui l'exploitation familiale de polyculture n'est plus rentable, et que si la grosse industrie succède à l'artisanat agricole, là comme ailleurs les producteurs autant que les consommateurs en profiteront, du moins ceux qui resteront. Malheureusement cela n'est qu'un facteur économique d'une équation qui en comporte cent : biologiques, esthétiques, culturels et, pourquoi pas ?

spirituels. Même si l'on s'en tient aux produits, les statistiques laissent échapper un élément qualitatif essentiel pour les aliments : leur goût. Comment ose-t-on identifier, au nom du kilo de porc, la viande de la bête vivant au grand air sous les chênes et celle de la larve d'usine, concentrée dans ses déjections, gavée de granulés indéfinissables, et bientôt de protéines de pétrole ? Si l'on comptabilise la saveur du jambon, les pollutions olfactives et autres, il se pourrait bien que ce soit l'élevage industriel multiplié à coups de subventions au profit de Sanders qui ne soit pas rentable. L'agriculture avait des rendements plus faibles, mais elle produisait des légumes et des fruits, du poulet, du porc, tandis que l'agrochimie n'en produit que l'apparence. Parce que la productivité augmente, les prix baissent, au moins à la production, mais ce que l'on nous vend ne vaut pas cher. L'industrialisation aveugle de l'agriculture signifie la fin des nourritures. Ou plutôt on aboutira, comme l'a annoncé le docteur Pons, sous-secrétaire d'Etat à l'agriculture, à une stricte dichotomie : au peuple la quantité, la viande au pétrole en attendant le rosbif chimique, et à l'élite la qualité : les produits des fermes du parc régional.

L'économique ne fonctionne pas dans le vide comme le présuppose l'économiste, mais dans de la chair vive : du bocage et du village. Pour concentrer les terres, on rase les haies et l'on vide les fermes ; et avec le paysan, le pays s'en va : l'« environnement », puisque ce terme américain est aujourd'hui de rigueur ; car en Europe pour faire un *Middle West*, il faut détruire une Alsace ou une Toscane.

Des tuiles et des chênes on fait de l'ordure. Qui produit du quintal sans autre considération, produit

du néant : du terrain vague. Et quand les terrasses et les murs s'écroulent, que les haies volent en cendres, partout bourgeonne la lèpre rosâtre ou rose vif de la banlieue automobile et pavillonnaire, quand ce n'est pas la rouille du bidonville. Il n'est pas de paysage sans paysans ; la campagne n'est que le tissu vivant d'une société, quand celle-ci meurt, celle-là pourrit avant de tomber en poussière. Que restera-t-il des sites les plus fameux si leurs habitants les désertent ? De la Trouée Héroïque quand les terrasses des vignobles auront croulé ? De l'Ombrie si la monoculture remplace la *coltura promiscua ?* — Rien — de la pierraille ou du vert. Que restera-t-il de ce miracle fragile : un ruisseau bordé d'aulnes, lorsque les bulls auront arraché les arbres et l'auront rectifié ? Que deviendra ce rêve : l'orée du bois, si nulle faux ne vient raser l'herbe ? Au sortir de la ville, le citadin ne retrouvera plus que la zone ; des pistes de karting ou bien des parcs nationaux sous cellophane.

Tant bien que mal, la ville peut croire qu'elle progresse, tandis qu'à la campagne la montée du chaos crie sous le ciel qu'on l'a pillée sous prétexte de la développer. Et demain sera pire si l'obsession économique continue de régner. Tout ne se ramène pas au quintal ; la mécanisation est aussi un fait social, la fin d'un pays et de ses paysans. Que deviennent-ils ? Nul sociologue pour nous le dire. On mène l'eau, l'électricité, la route à un million de fermes, puis on les vide et on les laisse crouler : la rentabilité avant tout ! Comme les vieux bahuts, les promoteurs recueilleront un jour les dernières pour les vendre au prix fort.

Et avec les agriculteurs, ce sont des cultures, des façons de vivre et de penser, qui disparaissent. Comme les paysages, il y en avait mille, il n'y en aura plus

qu'une, qui est pour l'instant dans les limbes. On croyait moderniser ; faute d'y penser on a méthodiquement pratiqué l'ethnocide, sous le couvert d'un folklore figé pour touristes. On fait l'Europe du veau de batterie, mais que sera l'Europe sans Bourgogne et sans Campanie ? La terre sans Ifugaos ou Dogons ? Une prison, si une prison c'est un endroit dont on ne sort pas.

Ce vert Tanezrouft vidé de ses paysans, on prétend le remplir de touristes. On l'équipe, on l'aménage à cette fin ; on fait venir le gaz, le bistrot, les masses, le lotissement, la police : la banlieue. Mais s'il n'y a plus de campagnes, où iront les gens des villes ? Voir la Bretagne ou sa dépouille au village-musée ? La bagnole implacable leur démontrera seulement qu'on tourne en rond dans ce tunnel d'asphalte et de ciment zébré de signes qui va de feu rouge en feu rouge. Il n'y aura plus qu'un paysage : celui, imaginaire, qui hante les écrans de la T.V. Pour sortir, à défaut de Sologne, nos fils auront la drogue. Mais grâce à la croissance, notre enfer aura le chauffage central.

Il est moins cinq si l'on veut sauver ce qui reste de la campagne : avant vingt ans elle ne sera plus qu'une décharge ou un décor. Et alors prendront fin non seulement le bocage et le village, mais cette greffe des hommes et du lieu qui fait la diversité et la saveur de la terre. Ce qui est en cause, c'est l'habitat et l'habitant : le mariage de l'homme et du pays qui fait la maison, le mets, le paysage. Peut-être faut-il changer, mais alors que nous propose-t-on à la place ? Quel ersatz de vin, de gibier, de soleil ou de mer ?

Ce qui est en jeu, ce n'est pas un folklore que l'on met en bocal pour le vendre aux touristes le long des autostrades, mais l'essentiel de la vie : ses nourritures, ses plaisirs et son sens, — casser la croûte, boire à la

source, s'en mettre plein la vue et les poumons. Surtout, changer, sortir de son trou, qui est aujourd'hui de béton, pour aller voir ailleurs. La cause des paysans est aussi celle des gens des villes condamnés sans campagne à périr peut-être d'étouffement et sûrement d'ennui. Si l'on n'en préserve qu'un coin, il faudra faire la queue au tourniquet. Il est vrai que les riches auront toujours leur Deauville à quelques heures d'avion. C'est aux citadins de rappeler aux gens de finance et de pouvoir que la grande aventure du millénaire : le passage de la société agro-pastorale à ce qui suivra, ne se ramène pas à un simple calcul de rendement à l'hectare. Si l'on évalue les gains et les coûts, que l'on tienne au moins compte de tous. C'est-à-dire : a) *de la saveur des produits de la terre* — b) *de l'entretien de « l'environnement » et de la variété des ethnies et des cultures rurales.*

S'il y a vraiment progrès, enrichissement de la vie, c'est moins le rendement à l'hectare que la qualité et la diversité des pays, de leurs fruits, de leurs paysages et de leurs mœurs, qui augmentera. Pourquoi le progrès (?) agricole serait-il forcément celui de la monoculture ? C'est la machine et ses fabricants qui l'imposent, et non l'homme. S'il en est le maître, il le démontrera en faisant l'Europe des paysans, et non celle de la gelée au mazout. Ainsi les peuples auraient pour parc le seul qui soit assez vaste pour qu'ils puissent y vivre joyeux en liberté : l'Italie, la France...

Mais pas de crime parfait sans le couvert de l'hypocrisie. Le jour où le ravage de « l'environnement » est devenu évident, il fallait que sa protection soit prise en charge par ceux qui le détruisent. La société qui dévastait jusqu'ici sans remords la nature et la campagne s'avise des effets de son action. Il lui faut bien en tenir compte si elle veut continuer de produire et de détruire. Elle prend les devants, s'indigne de la pollution qu'elle entretient et crée des ministères de l'En-

vironnement. Qui dénonce son pillage par l'obsession de la production et réclame une limitation de la croissance industrielle ? Le prête-nom de la liquidation des campagnes d'Europe : M. Mansholt. Ceci, il le découvre en 1972 en lisant le rapport du MIT au Club de Rome. Sans doute cet homme pressé, occupé à survoler l'Europe, n'avait-il pas eu l'occasion de jeter un regard sur les effets de son fameux plan, qu'il avait partout sous les yeux. Il révèle aujourd'hui les méfaits du DDT, du rendement à tout prix ; à qui les doit-on ? Que M. Mansholt nous parle plutôt du plan Mansholt, du vrai, de celui qui est en train de dévorer les dernières campagnes et les derniers paysans. S'il est sincère, qu'il proclame son erreur et use de ce qui lui reste d'autorité pour adjurer les milieux agricoles de renoncer aux méthodes qu'il leur a imposées.

Les paysans et les paysages seront-ils sauvés par ceux qui les détruisent : technocrates, industriels ou politiciens ? J'en doute, car ce n'est pas la nature ou l'homme qu'ils défendent, mais leur pouvoir. La défense de l'« environnement » telle qu'ils la pratiquent ne peut être qu'un rideau de fumée verbale ou l'occasion d'un raffinement du contrôle technocratique et politique. Qu'importe à M. Mansholt et à tous ses pareils ! Ils resteront présidents ; c'est le seul point sur lequel ils n'ont jamais varié.

La défense de « l'environnement » ne sera pas l'œuvre de la caste dirigeante de la société qui le détruit, mais celle des environnés eux-mêmes : de vous, de moi. Si j'en parle, ce n'est pas pour avoir lu un rapport ou consulté quelque oracle mécanique. Ces nourritures, ces paysages, je les connais parce que j'en vis, et de leur ruine je meurs. Je ne parlerai pas de la campagne en économiste ou en agronome, car je n'ai qu'à jeter un coup d'œil par la fenêtre pour juger des fruits de leur science. Je n'ai pas connu le plan Mansholt dans les statistiques du *Monde,* mais parce qu'il est venu me

trouver jusque devant ma porte et dans mon assiette. Je n'en parlerai donc pas en spécialiste, même pas de l'écologie ; j'userai moins du langage des chiffres que de la parole qui depuis toujours tente de dire les travaux et les jours de la terre. Je m'en tiendrai au gros des faits ; on ne discute pas sur des dixièmes quand on liquide 80 % des paysans d'Europe.

J'ajouterai que si j'ouvre, et tente de faire ouvrir les yeux, sur tant de ruines, c'est parce que je pense que le phénomène n'a rien de fatal. Je ne suis pas un paysan de l'ère industrielle qui camoufle au nom du progrès son sentiment d'être écrasé par l'avalanche économique et technique, je suis un citadin, dégagé de sa glèbe d'asphalte pour retourner à la terre. C'est pourquoi en dépit de tout, je crois à la liberté de l'homme et à son pouvoir d'infléchir le destin, surtout quand il s'agit d'un destin économique et sociologique. Et c'est pourquoi, bourgeois des collines, je parle pour les paysans qui se taisent, et j'en appelle à la jeunesse des villes. Car c'est elle qui cueillera les fruits de l'arbre que la génération de Mansholt, qui fut celle d'Hitler et de Staline, aura planté. Les statistiques mentent, elle est libre. Qu'à son tour elle fasse d'une jungle une campagne.

PREMIÈRE PARTIE

LA FIN DU DOUBLE JEU

L'événement du millénaire, c'est le passage d'un monde où les villes elles-mêmes étaient enracinées dans la terre à un autre où l'univers humain sera totalement dominé par l'activité intellectuelle, industrielle et commerciale des centres urbains. Mais ce dernier qualificatif, hérité du passé agraire, ne doit pas nous tromper sur la nature de ce monde à venir, aujourd'hui encore dans les limbes ; il sera bien plus loin des vieilles cités que celles-ci ne l'étaient du plat pays dont les protégeaient leurs remparts.

Tout aujourd'hui se ramène à cette mutation dont se multiplient autour de nous et en nous les effets : la politique, l'économie, la culture, la religion ; et j'en oublie. Mais ce passage de l'espèce humaine du stade « agro-pastoral » au stade « industriel et urbain » — pour employer les termes dont cette société se qualifie — s'est opéré en deux phases dont le dernier conflit planétaire fut la charnière. La première, très brève au regard des millénaires qui l'ont précédée, a été cependant longue au regard de la seconde dont nous commençons tout juste à réaliser les effets. Je me contenterai de définir en gros ces deux moments de la grande mue, les bons auteurs étant à peu près d'accord sur l'essentiel.

Pour coller des étiquettes, on peut dire que la première phase, qui a pris fin en 1939, se caractérise par le règne de la vapeur, de la

métallurgie lourde et de l'industrie textile, le développement du capitalisme plus ou moins libéral, le début de l'explosion des banlieues à partir des vieilles cités. La seconde phase prolonge l'élan imprimé par la mobilisation de la dernière guerre et de la reconstruction ; elle se caractérise par l'emploi de nouvelles sources d'énergie encore plus centralisées, mais autrement souples : les hydrocarbures, l'électricité, qui favorisent la domination des industries chimiques et électroniques, et l'industrialisation de l'agriculture. Bien plus souple aussi le néo-capitalisme, qui a relevé le défi de la crise, de la guerre et de la révolution. La prise en charge de l'économie par l'Etat entraîne, avec l'accélération de l'expansion économique, un redémarrage, autrement rapide et puissant qu'au premier stade, de l'explosion urbaine. Et cette fois celle-ci, la mécanisation de l'agriculture et le tourisme aidant, tend à engloutir l'espace rural dans la ville — ou plutôt la banlieue — totale.

La grande différence entre ces deux phases du progrès, ou du déluge, industriel et urbain, c'est que dans la première deux mondes coexistent, tandis que dans la seconde il n'y en a plus qu'un : un cosmos, une nature, cette fois humaine et sociale ; comme il n'y en avait qu'un avant que l'anthrope n'allume un feu et ne dresse des murs.

1. Jouer sur les deux tableaux

1. *La France agro-industrielle.* Jusqu'en 1950 en France la ville s'inscrit dans la campagne ; c'est son originalité à la différence des pays anglo-saxons en voie d'industrialisation totale. Les seules agglomérations urbaines perceptibles sur la carte à petite échelle sont Paris et la région du Nord. Paysans et villageois forment la moitié de la population et l'espace rural couvre 90 % du territoire. Vingt millions de citadins disposent de 500 000 km² d'espace vert agréable à voir et à vivre. Tandis qu'au train où va la banlieue, les soixante millions de Français et leurs bagnoles de l'an 2000 ne disposeront que de 20 000 km² de parcs nationaux où ils trouveront des paysages et des poissons, — ne parlons pas du gibier qui sera tabou. Faites le calcul : au lieu de 25 000, même pas 400 m² pour le citadin motorisé. C'est aussi cela le progrès.

Et dans cet espace rural l'industrie et la ville ont à peine pénétré. Sauf au Nord et dans quelques secteurs de monoculture l'agriculture n'est guère spécialisée ni mécanisée. Elle ne produit qu'en partie pour le marché. Elle ne bénéficie donc pas de la prospérité ni des crises ; on n'imagine pas que la ferme puisse être mise en faillite. Et si depuis un siècle la campagne perd son sang — ses hommes — il arrive qu'à la périphérie de la

nation, comme en Alsace ou en Bretagne, elle demeure étonnamment peuplée et habitée, et que le voyageur y vive la fête parée et bariolée de la tradition. La ville macule çà et là l'espace hexagonal, elle ne le recouvre pas. Si un réseau diaphane de routes l'enserre à partir des villes et de Paris, le paysage se voit partout à travers les platanes. Il suffit de franchir le fossé fleuri pour aller casser la croute à l'ombre des chênes. Et à la sortie des grands ponts en pierre de taille, il n'y a qu'à garer la bagnole près de la cale dallée qui descend dans l'eau transparente où rôdent les chevesnes. On y pique une tête, et l'on repart ragaillardi. La grand-route n'est qu'un trait fragile tiré sur la nature ; à plus forte raison le mince lacis des chemins vicinaux, qui enserre tant bien que mal de vastes îles où la campagne et les paysans restent ce que les siècles en ont progressivement fait.

Même la société urbaine française d'avant 1939 demeure profondément engagée dans la glèbe. La ferme ou le moulin d'origine n'est jamais qu'à deux ou trois générations du bourgeois parisien ou bordelais, une du prolétaire ; et dans bien des provinces l'ouvrier n'est qu'un paysan qui regagne le soir sa ferme. D'où le malentendu de gauche au sujet du peuple : les vertus qu'on lui suppose tenant à la terre qu'il vient juste de quitter et non au progrès. Par bien des traits la ville n'est qu'une campagne ; toute une faune de chiens et de chats hante les trottoirs et les toits. A Paris sur Seine les mœurs, les marchés, les plaisirs des quartiers sont ceux des bourgades : le bistrot n'est qu'une auberge. La France d'alors est paysanne par ses vertus et surtout ses vices ; sitôt qu'elle prend corps dans l'esprit d'un Français ou d'un étranger elle prend corps de paysanne : Paris vu par Miller ou Hemingway n'est rien d'autre qu'une fédération de villages. Même dans sa culture de cour persiste cette odeur de foin que nous avons respirée dans les fables de La Fontaine.

La France de la Troisième République reste surtout paysanne par son mépris de la nature et de la campagne, sa capacité à s'illusionner comme on le fait au village sur les splendeurs de la ville et du progrès. La monarchie fut amenée par des Gascons emperruqués qui rêvaient dans leurs châteaux d'un cosmos tiré au cordeau, d'allées raclées et de buissons taillés en cube, où serait poussée jusqu'au bout la victoire de l'écobueur sur la forêt et les tribus gauloises : le peuple-roi poursuit le rêve de Louis XIV dans d'innombrables mini-Versailles. La république française est faite d'un peuple de paysans encadrés par leurs notables et dirigé par une élite de provinciaux montés à Paris. De droite ou de gauche elle s'appuie sur les campagnes de l'ouest ou du midi, le prolétariat formant corps étranger, moins parce qu'il menace le capital que parce qu'il appartient déjà à l'inconcevable : à la banlieue. La droite mène de front la protection des trusts et celle des petits agriculteurs, elle recrute son infanterie dans les écarts, et plus elle est paysanne, plus elle est sûre et solide : la France éternelle est défendue par des chasseurs alpins ou lorrains, et ses régiments d'élite parlent un patois allemand ou breton, sinon berbère. La campagne, qui fournit sa main-d'œuvre à l'ordre et à l'office, c'est le capital de nature et de vertus que célèbre la poésie bucolique, nécessaire à une élite citadine décomposée par la culture et l'argent, qui renonce de plus en plus à sa maison de campagne pour la villa, ou pour errer à travers le monde. Pour la gauche, qui est à la fois pour le progrès industriel et la petite propriété, la campagne c'est la nature chère à Jean-Jacques ; il ne lui vient pas à l'esprit qu'en Europe elle est le fruit des civilisations. Le peuple tel qu'elle l'imagine est toujours tant soit peu engagé dans la glèbe dont il porte la marque sur ses mains calleuses autant que celle de l'outil. C'est pour lui que Jules Ferry a créé l'école laïque afin d'enraciner solidement la Républi-

que dans le cadre immémorial des quarante mille paroisses. Avec elle la ville s'installe à la campagne ; le premier pavillon du village sera l'école. Petite gare en brique vers 1900, on la bâtira ensuite toute blanche comme un élément d'hôpital ou de maternité : car c'est ici que Bécassine doit accoucher de Chantal.

L'école a pour mission d'entreprendre le défrichement culturel des campagnes, sans quoi l'autre n'eût pas été possible. Mais pour les déraciner de la terre l'école a dû s'y engager. L'instituteur retourne au village et au canton dont il est un notable, et l'enseignement primaire porte la marque du milieu pour lequel il fut conçu. Dans ses manuels, les symboles du progrès : usines ou locomotives, se détachent sur un fond bocager que le bull n'a pas encore raclé. Après l'implacable grammaire ou l'insipide morale, la « leçon de choses » ouvre la classe sur la mare et l'enclos voisin. C'est la magie de ce cosmos villageois, fleuri, peuplé de bêtes familières que décrit l'œuvre de l'inspecteur Bourliaguet, écrite pour les derniers écoliers qui auront appris à lire, à écrire et à compter quelque part entre le bois et le ruisseau, dans des classes où retentissaient l'aboi des chiens et le cri du coq. Haie, moulin, lavoir où mène un chemin creux ; microcosme paisible où l'enfant pauvre pouvait librement cueillir les fruits splendides et gratuits de la nature : vairons et fleurs de toutes couleurs, sureau dont on fait maints jouets, mûres pour la dînette. Ce n'était pas encore l'école active mais déjà l'école buissonnière. Aujourd'hui, avant d'entasser les petits dans le car qui les ramène au village, Madame les fait mettre en rang sur le trottoir. Car le chemin où l'on joue est devenu la route où l'on meurt.

2. *Paris, aller-retour.* Alors en France, Rome règne sur le désert ; mais comme elle ne songe guère à le mettre « en valeur » il n'est pas encore devenu une

banlieue. Il n'y a guère qu'une ville au centre de l'espace social : Paris. Toulouse par exemple n'est qu'une sorte de grosse bourgade aux briques encore dorées par le soleil et aux rues dépourvues de « circulation ». Le pouvoir, le modèle sont ici, Bordeaux ou Lyon ne sont que des ombres de villes. La Ville lumière brille tel un phare dans la nuit silencieuse de la France rurale. Comment ne pas aller vers ce feu qui fait signe ? Qui choisit la province campagnarde choisit la nuit contre le jour : le concept, la présence. L'individu exigeant ou ambitieux n'a qu'une issue : en sortir. Ce que ressasse, de Balzac à Flaubert et à Mauriac toute une littérature de Tourangeaux, de Normands ou de Landais devenus bourgeois de Paris. Y renoncer pour retourner sur ses terres c'est refuser la société : faire retraite au désert comme Dominique. Jamais le contraste de la ville et de la campagne et le caractère décisif du choix n'ont été soulignés comme dans ce roman. Ce récit psychologique d'un impossible amour est aussi sociologique, et il nous parle d'une société où non seulement le mariage réglé par les convenances était sacré, mais où l'existence, comme l'espace, était rigoureusement partagée entre la ville et le pays. Et celui de Saintonge où Dominique se retire après le dénouement soudain du drame est plus plat et plus gris que tout autre. Qu'y faire, quand renonçant à l'amour et à la carrière on revient à la terre de ses pères ? Prendre femme et lui donner des enfants, se consacrer à la gestion du bien familial. Parcourir les champs, fusil à la bretelle ; donner des ordres, écouter patiemment les radotages d'un vieux serviteur ; assumer ses devoirs de chef de village, renoncer pour trouver le bonheur. Vie sans éclat qui n'est pas sans drame ni fêtes secrètes. Qu'il est vaste, lourd de sens, le silence brumeux que rompt un coup de feu ! On ramasse un perdreau qui frémit dans la gibecière. Puis on revient en paix à la maison où l'on mourra.

Jusque vers 1955 la campagne et la ville coexistent et s'opposent. Mais le rapport est presque toujours le même, il va de celle-ci à celle-là. C'est la ville qui connaît la campagne, et par conséquent, sur tous les plans, peut en tirer profit : jusque dans la sympathie que le colonisateur éprouve pour ces contrées exotiques et leurs indigènes la relation reste coloniale. C'est la ville qui va à la campagne et non l'inverse, sauf séisme historique : de Paris le paysan français ne connaît guère que la gare de l'Est. S'il prend l'express, c'est pour quitter à tout jamais le village. Sauf l'école et la caserne, les ruraux restent à l'écart du progrès. L'électricité, l'adduction, la route, le médecin progressent lentement. Seule la poste, distributrice du courrier et des ordres de mobilisation, à vélo ou à pied, pénètre jusqu'au fin fond des montagnes.

La population rurale baisse, mais ce qui en subsiste reste enraciné. Sédentaire ou transhumant, pris dans le cycle des saisons ou des remues, le paysan tisse et retisse autour de lui le paysage où il passe et repasse. Il tire l'essentiel de sa vie d'une île que bornent d'invisibles rives : un horizon de crêtes ou le fossé d'une gorge, l'orée d'un bois ou le vide d'une plaine. Sorti de l'île il n'y a plus que le large chaotique et redoutable, où armé de pied en cap, pépin en main, béret sur le crâne, il se risque les jours de marché. Il y fête au bistrot sa plongée dans l'économie générale qui le fournit en linge et en quincaillerie depuis le second Napoléon. Mais ce n'est là qu'un extra, à la campagne « vivre du travail de ses mains » conserve son plein sens. Le paysan use d'outils qui prolongent les membres, l'engrais ne fait que compléter le fumier et le compost. Les traitements parce que peu nombreux sont efficaces et peu nombreux parce que efficaces : le cycle infernal de l'agrochimie n'est pas déclenché. A plus forte raison dans cette agriculture agricole n'est-il pas question d'agriculture biologique. Si le paysan ignore la journée de huit

heures, son travail n'est pas minuté. Il reste en marge aussi bien du système culturel que du système économique de la ville ; il n'y a guère que l'Etat, la politique et l'Armée, qui aient réussi à récupérer ce matériau solide parce que inerte. La grande presse ne l'atteint guère. La messe lui tient lieu de cinéma, la Sainte Vierge de star, les saints et les esprits remplacent les mirages de la TV. Et ce n'est pas la paysanne qui le poussera à s'intégrer, la mode urbaine ne s'impose guère à elle, et la jeune fille qui la copie maladroitement, sitôt mariée redevient l'éternelle fermière sur laquelle se referment les mâchoires de la maison.

A ce stade la campagne abandonnée par le système industriel se survit, en dépit de l'importance que la Troisième République donne à l'électorat rural. Sauf à la périphérie, elle se dépeuple, elle vieillit ; le style et les fêtes se figent. Les bâtiments s'encrassent ou s'écroulent, et seul le paysage semble en gros intact. Plus que jamais le paysan reste seul, muet, isolé dans son univers. Pour lui les peines et les joies de la campagne forment un tout où il reste englobé. Il ne faut pas oublier que chaque fois qu'il est question de nature, de campagne ou de paysans, c'est un citadin qui parle.

Car il en va tout autrement pour celui-ci, surtout s'il est bourgeois. Celui-ci a déjà son auto qui le mène partout où il veut, parmi les vaches. Des trains commodes partent des villes vers tous les azimuts. Et le vélo, cette machine économique et silencieuse, unique prototype d'un tout autre machinisme, permet à ses fils, s'ils en ont l'idée, de jouir de la France. Le dimanche il mène le peuple au bord de la Marne, où il l'attend couché dans les marguerites et non sur de l'asphalte huileux. Sur des routes qui sont à eux, les copains peuvent alors blaguer côte à côte ou rouler en silence, voyant venir de loin plaines et montagnes. Pas de tire-fesse à moteur, le remonte-pente à pieds écrasant les pédales vous hisse en haut de la côte où le pano-

rama déploie soudain ses richesses, jusque-là tenues secrètes. Et l'on s'y plonge, dans le vent et dans la vue. Salut, vélocipède démocratique et républicain, qui prolonge directement le mollet du citoyen, le rendant aussi rapide et souple que l'antilope !

En 1936 les congés payés étendent le privilège des vacances bourgeoises à l'ensemble du peuple des villes qui, en tandem ou chez le cousin de Bretagne, tel Antée, se ressource à la terre. Or, il ne faut pas l'oublier, la quantité et la qualité de nature à la disposition des Français sont bien plus grandes aujourd'hui. Les côtes ne sont pas encore aménagées en banlieue touristique. Sauf entre Menton et Saint-Raphael, le campeur peut choisir, à la carte, la plage où il rêve d'enraciner sa tente. Et cela est encore plus vrai des montagnes qui restent des campagnes, et partout ailleurs les rivières et les étangs d'eau douce sont en vente libre, pour rien. Une vie d'errances ne saurait épuiser le trésor des campagnes : auvergnate ou catalane, normande ou provençale, à chacun sa chacune.

La génération de citadins français qui devait faire ou laisser faire la « révolution » agricole a donc passé sa jeunesse dans deux univers ; deux milieux, deux civilisations violemment contrastées qui s'opposent aussi bien dans l'espace que dans le temps : la ville et la campagne, le travail et les loisirs où l'on « se met au vert ». Ainsi s'explique, en même temps que la richesse en expériences de notre époque, ses contradictions et ses conflits. A elle le progrès et la nature, la bombe atomique et les Bororos, l'aérodrome et la clairière, l'auto et la pêche à la truite, l'athéisme et la messe, la magie et la science... On pourrait allonger indéfiniment la liste, en passant en revue tous les contrastes de ces deux mondes, de ces deux ères qui se heurtent dans l'homme, suscitant en lui l'angoisse, l'éveil et la nostalgie du sommeil.

La coexistence de la ville et de la campagne permet

alors de jouer sur les deux tableaux, et la stabilité millénaire de celle-ci peut faire croire que cet instant précaire sera éternel. Aux portes de la ville commence l'autre monde, l'antithèse. L'obscurité, mais aussi la nuit reposante ; l'inconfort, mais aussi l'effort où le corps et la main s'exercent. La nature où l'on se ressource, d'autant plus qu'il s'agit d'une nature défrichée, enrichie d'œuvres humaines. La campagne et la ville se mettent mutuellement en valeur. Si le prestige de la ville et du progrès brille de tout son éclat pour le paysan engagé dans la glèbe, celui de la campagne est tout aussi grand pour le citadin ; car elle continue de lui offrir des biens d'autant plus précieux qu'ils commencent à se raréfier.

L'organisation urbaine, en assurant au citadin un minimum vital de sécurité et de confort, lui permet de profiter d'une nature à peu près intacte bien que maîtrisée ; à la différence du campagnard qui ne peut prendre ses distances parce qu'il lutte encore corps à corps avec la terre. C'est pourquoi la ville qui détruit la nature et domine la campagne se prend d'affection pour elles. Le « sentiment de la nature » se répand, de la bourgeoisie dans la masse urbaine[1]. Mais comme les Français des villes restent plus proches de la terre que les Anglais, la conscience qu'ils ont de la nature et de la campagne demeure superficielle. Le « sentiment de la nature » de leur classe bourgeoise est un produit social dont on ne sait s'il est passion sincère ou signe de culture, c'est-à-dire de standing. Sous un vernis littéraire, romantique et bucolique se dissimule une société parisienne qui continue d'ignorer la nature et la campagne qu'elle célèbre en paroles. Un auteur connu, parle à propos de De Gaulle de « ces chênes qu'on abat ». Mais il n'est pas question de ceux des campagnes de France que les sous-offs de ce général passent

1. *Cf.* B. Ch., *Le Jardin de Babylone,* (Gallimard).

à la tondeuse. Dans ce cas nous quittons le secteur de la poésie, qui est celui des mots, pour celui de la pratique, qui relève de Polytechnique.

Plus qu'ailleurs, la nature en France c'est la culture. Comme ces « paysages » dont les bourgeois décoraient leurs salons bien clos. D'où, se contentant de l'apparence, leur aptitude à reconstituer la ville, ou plutôt la banlieue, partout où ils s'installent à la campagne. Et leur inaptitude en ce domaine à passer des jeux de la théorie aux risques et aux choix de la pratique. Mais peut-on aimer vraiment à la fois la ville et la campagne, jouer sur les deux tableaux, entre deux sociétés ? Peut-être est-ce trop demander, surtout à des Français habitués à suivre les rails du discours et de la logique. En tout cas, au rythme où vont les choses, nous le saurons bientôt.

2. Les nourritures terrestres et célestes du citadin campagnard

Que signifiait, et que signifie encore, la campagne pour le Français de l'ère industrielle et urbaine ? Il faut le dire, bien qu'il soit difficile d'inventorier les richesses d'un univers si proche devenu soudain si lointain.

D'abord des éléments : de l'espace, de l'air plein les poumons, de l'eau jusqu'à plus soif, où l'on se plonge et même où l'on pêche. Des nourritures, qui apportent jusqu'aux Halles et sur la table le sel et les parfums de la terre, et non celui du DDT. Si elles ne sont pas toujours hygiéniques, elles ont du goût et elles sont innombrables comme les paysages. Car à la campagne le citadin vient aussi se rincer l'œil embrumé par le smog. Il va, de paysage en paysage, et à chaque pas découvre quelque merveille : château fort ou cagouille, offerte dans le plus bel écrin vert qui soit. Dans celui-là plus besoin d'avancer sabre d'abattis à la main et le doigt sur la détente ; la campagne n'est plus la forêt vierge, mais pas encore le jardin public. On peut rentrer dans le paysage sans crainte du loup ou du gardien de square pour cueillir librement les fleurs du massif et les carpes du lac. Mais le paysage n'est si beau que parce que les paysans l'ont édifié comme les citadins leur cité ; s'il nous parle c'est parce que des hommes

y ont inscrit leur signe. Le voyageur ne va pas seulement chercher à la campagne la nature, mais d'autres sociétés, encore enracinées dans l'origine et le lieu. Dans le semblable il vient quêter la différence, un style et des mœurs : de pays en pays sans cesse ils varient. Les fruits de la polyculture sont innombrables. La monoculture n'en produit qu'un, c'est pourquoi l'on dit qu'elle augmente le rendement.

1. *Des éléments.* En France qui dit nature et campagne dit superflu bucolique. Alors que les fils de la terre y retrouvent les éléments nécessaires à toute vie. Hors du monde dense et clos de la ville s'ouvre une porte sur un autre, où l'on peut se mouvoir sans buter sur des murs ou des hommes. Et de l'espace ici déployé naît ce bruit étrange, si plein, parfois si angoissant : le silence, que brise le moindre carillon ou aboi. On comprend, les nuits d'insomnie à l'auberge. Là, reprenant ses distances, on se situe, et un beau jour on s'enracine en un lieu, se nourrissant du sol tel un arbre, mais un arbre qui bouge et transporte son terroir avec lui. Pourtant cet espace surabondant qui se vend à l'hectare et que l'on arpente en tous sens en dépit du cadastre n'est pas vide, à la différence de celui de la banlieue, déserte bien que bourrée à éclater et vendue au mètre. Tout élément de l'espace rural : arbre montagne ou maison, est uni à l'ensemble par toutes sortes de liens dont la plupart sont humains. Tout se tient, et pourtant chaque chose a son site qu'on ne peut confondre avec nul autre. On peut aller de l'avant, rien n'y est étrange bien qu'à chaque pas tout soit neuf. Et dans cette campagne, aussi vaste et changeante que le ciel qui l'embrasse, le temps lui aussi se déploie. Le citadin y trouve un autre rythme, lent et puissant, qui est celui des astres et non de l'horloge. Et cette lenteur qui écrase le paysan, lui, le délivre.

Les éléments : le ciel et la terre, ici s'opposent et

s'épousent. Qu'il est bon de reprendre pied sur cet appui souple et varié, et s'il se peut de le contacter du talon et des orteils ! Qu'il est agréable à fouler, qu'il colle ou se brise sous la botte. C'est la terre, pas l'asphalte parfumé au gas-oil et au cancer, la terre vivante dont monte après la pluie une odeur de bonheur. La nature prévenante la recouvre en général d'une moquette dont le substrat rembourré d'humus se revêt du poil délicat de l'herbe, qu'ornent maintes violettes, boutons d'or, ancolies, etc., au goût du client et de la saison. Notons en passant pour l'économiste que ladite moquette repousse et produit, outre de la viande et du lait, de la beauté. Parfois çà et là le dos du mammouth, le roc fondamental, émerge du pré dont il fait un jardin zen avec mégalithe : l'art brut, le voici. La terre... ici le passant la voit encore plus brune, plus verte et plus bleue qu'Armstrong, et en cent mètres s'il ouvre l'œil, il découvre plus de vivantes merveilles qu'Aldrin sur la Lune. Mais elles ne sont pas telles pour nous parce qu'elles sont là tous les jours à portée de la main.

Le citadin qui reprend pied à la campagne vient aussi y prendre l'air. Qui aurait l'idée d'en gonfler ses poumons en ville ? Autant ne pas y penser — du moment qu'on n'y étouffe pas encore. Tandis qu'ici le fluide vital se déguste à la source, elle aussi transparente et dorée, ou bleu de gave dans le gouffre des nimbus ; elle aussi courant mugissant où de grandes algues ploient dans le vent. Car il y a aussi l'eau : je dis bien l'eau comme je dis l'air — de source. On peut la boire ici jusqu'à la noyade. Elle est partout, secrète, miroir ou miroitante, ou frétillante et scintillante sur les cailloux blancs et noirs. Sombre ou bleue comme l'œil dans les gouffres, mais toujours de cristal sur le sable, la naïade dans les bras de laquelle on se jette et qui vous saisit. Le sang d'argent vif et clair de la terre qui tinte sous les feuilles : c'est la fête au vallon, une grosse truite est mise en loterie, allons tenter la chance !

Car la campagne n'est pas souillée, à la différence de la ville qui s'est toujours élevée et s'élève plus que jamais sur un tel tas de déchets. Nous avions la campagne, nous aurons sa charogne ; et quand elle sera détruite, une des choses les plus difficiles sera d'imaginer un monde intact, sans souillure, sans carcasses ni ronces dans l'herbe, sans crasse dans l'air ou dans l'eau. La campagne reste nette parce qu'elle vit pour l'essentiel en état d'équilibre et en cycle fermé, l'agriculture réutilisant la plupart des déchets. Il faudra bien qu'un jour avec d'autres moyens nous fassions de même à l'échelle de la terre, si nous ne voulons pas vivre dans un déluge d'ordures en attendant de nous y noyer.

2. *Des nourritures.* Aller à la campagne c'est boire à la source de vie ; mais pas forcément besoin de prendre le train, grâce au progrès qui a développé la tradition, les fruits de la société « agro-pastorale » s'accumulent sur les bancs des marchés de la ville. Et si l'on a quelques francs et que l'on veuille faire un tour en Auvergne, on peut acheter une fourme dont la croûte exhale l'odeur de paille moisie des burons et dénicher dans un bistrot arverne une bouteille de chanturgue couleur du soleil levant sur la Limagne ; avec une tourte de pain voici la Cène. Je ne dis pas qu'aujourd'hui ce soit impossible, mais cela le devient de plus en plus.

Nettement distincte de l'industrie, l'agriculture productrice des nourritures alimente alors les villes. Presque partout, directement au marché du lundi, ou indirectement par le commerce, l'exploitation familiale de polyculture y déverse ses excédents, aussi différents de jardin à jardin que de cru à cru et de saison en saison. Venant de la ferme, les nourritures n'ont pas besoin du label « produit fermier ». La productivité, les rendements ont augmenté ; mais s'ils sont plus bas qu'aujourd'hui, les produits n'ont guère changé, les

mots qui les désignent depuis des siècles ne trompent pas. C'est bien du pain, du lait, des pêches ; quand on y met la dent on ne crève pas une apparence. La courbe du progrès n'a pas encore commencé à s'infléchir : le lait toujours crémeux commence a être plus propre, la saveur et la variété n'ont pas encore été sacrifiées à l'hygiène et à la montre. Là aussi la lenteur relative de l'évolution de la campagne a permis à la ville de jouer sur les deux tableaux : sauvée de la famine elle ne l'est pas encore de l'appétit. La symbiose a pu s'opérer ; en accumulant les produits de tous les pays, les transports rapides ont encore accru la variété des étalages des villes. Les Halles d'avant Rungis ne sont guère propres ni rationnelles, mais quelle caverne d'Ali Baba obstruée par le trésor des viandes rouges, des légumes verts et des oranges orange ! L'œil d'aigle, la main agrippant le cabas, la ménagère quête sa proie. Comment distinguer la sienne dans la cataracte des pommes de toutes les variétés dans tous les états ? Aujourd'hui il n'y en a qu'une ou deux sortes enrobées et ensachées dans du plastique qu'on jette — eh hop ! dans le caddy ; la corvée — le choix — est autrement vite expédiée. La production agricole n'est pas encore standardisée comme aux Amériques. Et les Français s'étonnant qu'il n'y ait que sept espèces de poires dans ce pays déshérité, chipotent devant les belles pommes rouges et vernies d'Oregon. La France se croit raffinée alors qu'elle n'est qu'en retard, elle ne fabrique pas encore une golden tricolore. Il y a encore autant de pommes que de paysans et de paysages. Pourquoi, au nom de la productivité, l'industrialisation, c'est-à-dire la monoculture et la standardisation, nous ramènerait-elle à la monotonie : à la pauvreté ?

Tant que les monopoles n'auront pas réussi à nous faire passer le goût du pain, célébrons les nourritures. Quand on les aura liquidées, comme pour les paysages il sera trop tard : qui ne connaît que la fraise peinte

ne peut imaginer le goût de fraise. Commençons donc — à tout seigneur tout honneur — par la France : le pain. Au sortir du fournil respirons-en l'odeur, et du doigt faisons craquer la croute, antithèse de la mie ; dans la tourte rassie, trois jours après taillons une tranche. Essayez de le faire aujourd'hui dans le polyéthylène cartonné qui sort de l'usine à « pain ».

Parlons du vin, il délie la langue, et il y en a toujours, il suffit d'y mettre le prix. Le pain est quotidien, le vin est une noce, même s'il sort d'un pichet dont il fait un hanap. Qui en parle trinque, nécessairement communie avec son prochain ; que viennent foutre ces histoires de sucre ou de degré, de rendement à l'hectare en pareille affaire ? C'est propos de chimiste ou d'économiste et non de buveur ; je sais ce que j'ai, sitôt que je l'ai dans mon verre et sur ma langue. Sang, aube ou crépuscule, je n'ai qu'à le lever vers le soleil dont il participe pour annoncer la couleur et m'unir au cosmos et à mon prochain. Rome, prudente, faisait communier ses brebis sous les espèces d'un pain plastique, précurseur de celui de l'Eglise de la chimie, elle réservait le sang du Christ, qui est celui de la terre, à ses prêtres : car la pourpre du vin confère le pouvoir. Que chacun se lève et tende son gruaud-larose vers la lumière ! S'il n'y en a pas, le vin du pays dans un verre à gros cul fera l'affaire du peuple-roi !

La merveille du vin — des vins — c'est sa diversité, qui est celle des années et des terroirs. Rappelez-vous cet été fameux déjà brûlé par les feux de la guerre, il est encore là dans mon verre de sauternes et j'en hume le souffle jaune d'or, chaud et poissé. Le vin c'est aussi le cru, l'esprit du lieu, extrait des ténèbres du sol et distillé au soleil par la vigne ; il n'y en a qu'un, pour la joie de l'univers. A chaque saison, canton, « climat », château ou maison, sa vendange. Quel dommage de les mêler dans le fourre-tout de la Coopé ! Le vin c'est le

vignoble, le jardin qui embellit le pays et dont s'enorgueillit son jardinier : le vigneron, dont la peine fait d'un ravin de la forêt hercynienne un coin de Provence. Félicitez-le, ce vin c'est lui, c'est l'homme. S'il est un produit du sol dont la variété reflète celle des sociétés et de leur roman, c'est bien le vin, ici robuste campagnard coulant de source, là longuement médité dans les ténèbres de quelque chai bourgeois[1].

Le vin c'est le lieu, le site. Ce riesling, l'or d'Alsace à l'ombre des Vosges, ce haut-médoc la plaine basse sous un ciel gris où la vigne distille paradoxalement ses éthers subtils, et ce terrible gigondas couleur d'apoplexie, midi en août dans la pierraille. Boire — mais prenez votre temps — du vin c'est aller de colline en terrasse, de clocher en donjon. Voyager de morgon en tokay, passer de Saône en Danube ; et l'on comprend que dans la brume glacée de Londres ou de Hambourg le vin soit vraiment du soleil — de la Gascogne ou de l'Andalousie — en bouteille.

Le vin c'est l'âme du pays pourrait-on dire, si ce terme n'évoquait l'eau filtrée. Bon ou mauvais, car le vin c'est la qualité qui est vice et vertu ; le pire c'est quand il n'en a aucune. Il ne demande pas a être aimé pour sa beauté ou sa bonté, son degré d'alcool ou de sucre, mais pour lui-même. S'il n'est pas de cru, il est de pays ou de propriétaire, et tant qu'il y aura des campagnes il le sera forcément. Tout vin de l'endroit et de quelqu'un mérite qu'on le boive, même s'il faut se cramponner à la table. Acre ou délicieux, innombrable, le vin de pays échappe à la malédiction du produit industriel : l'impersonnabilité, la fadeur. Le vin de cru, hélas ! n'est pas seulement du vin, c'est aussi du standing que se paient de riches imbéciles. Mais dans les campagnes de 1930 la dichotomie de la qualité et de la

1. Voir à ce sujet le livre de R. Dion, *Histoire de la vigne et du vin en France*.

quantité n'est pas encore organisée et sanctionnée par le prix, il n'y a pas de VDQS et d'appellation contrôlée. A chacun de contrôler le jus de vigne que verse au litre l'auberge médocaine, s'il n'est pas piqué il a un arrière goût de château-lafite.

L'agriculture qui mérite son nom offre aux citadins d'innombrables légumes et fruits, car leur saveur varie elle aussi selon l'espèce et le cru ; la qualité — et pas seulement la quantité — abonde. Comme on use moins du frigo et de la chimie, quand ils ne sont pas pourris ils sont frais : les carottes, les pommes de terre sont de terre et non de cave. Sur l'étal on trouve des petits pois tels que sur les rames, conditionnés dans un emballage en forme de cosse, long à écosser mais qui leur conserve leur vert parfum de mai. On les déguste bébés, tout vifs, et non extraits d'un cercueil de métal qui les dégueule d'un coup noyés dans la poêle. La corvée de cuisine va ainsi plus vite, il reste seulement à expédier celle du repas.

Tout venant au bon moment à qui sait attendre, les primeurs sont des primeurs : le petit miracle, la fine pointe délicatement bouquetée de la poussée, et non l'ordinaire fadasse qu'on retrouve à longueur d'année, telles ces tomates, fruits blêmes d'un août de butane sous un ciel de nylon. Dans la salade il y a parfois des limaces mais pas de limatox ; et si la chicorée est amère c'est son goût. Si les fruits ne sont pas calibrés ils ne sont pas standardisés. A la saison leurs variétés sont innombrables ; elles ne sont pas rentables, mais combien délectables ! Ils « présentent » mal, mais leur apparence ne trompe pas, bien au contraire : ce qu'ils sont c'est le nez, parent de la bouche et non l'œil qui le décèle. Comme ils ne sont pas irrigués, s'ils ont des vers ils ont un parfum qui n'est pas celui de l'égout à l'antibiotique. La campagne produit les viandes : la chair des bêtes vivantes, et non celle des bêtes survivantes immobiles dans le noir qu'on pique pour les

rendre boulimiques. Là aussi il y en a de toutes les origines et de toutes les qualités : du gigot de brebis sauvage au goût de suint à celui de pré-salé dont la tendre innocence appelle celle des pommes nouvelles. A l'acheteur de distinguer la vérité de l'erreur. Saluons aussi — démonstration qu'un mot peut tout désigner — le porc, mine de charcutailles. Dédaignons le tas de graisse et de flotte qu'on élève dans le Nord développé, et attachons-nous à la bête libre et rude qui erre sous les châtaigners des montagnes du Midi. Autant que le vin, le jambon, salé ou fumé, est un produit du sol et de la société : de la ferme, ou plus rarement de la charcuterie de village. Comme pour les confitures, comment peut-on oser comparer les fruits de l'art avec ceux de l'industrie ? Ceux-ci reviennent moins cher paraît-il ? Alors pourquoi les compter au même prix ?

Le temps des famines est fini, et le peuple peut mettre de la graisse — pas de la margarine — dans son pot. Les huiles sont d'olive ou d'arachide pas encore « de table ». La crème et le beurre sont frais ou rances en dehors du pays, car la technique frigorifique et chimique n'est guère au point. Et il y a surtout les fromages, orgueil et richesse d'une France que Paris n'a pas encore ici réussi à planifier. Comment parler du vin sans eux ? Ces enfants du pays vont ensemble. Fromages de montagnes, maigres et secs comme les biques ou les brebis qui les fournissent. Fromages des plaines fertiles et crémeuses ; et même fromage des villes ou de leurs banlieues, produit d'un art subtil de la pourriture. On l'achetait à la crémerie du coin ; aujourd'hui nous te courons après pour te chercher jusque dans une boutique spécialisée, dernier microcosme d'un monde riche en formes et en saveurs. Mais la plupart du temps nous allons au supermarché chercher ta momie surgelée dans un linceul de polychlorure de vinyle.

La campagne restant pour une part nature, landes,

forêts et rivières continue d'offrir les nourritures les plus nobles ; le progrès agricole ayant sauvé l'homme de la faim, il se fait désormais une joie de ce qui était une nécessité : la chasse, la pêche, la cueillette. En France la chasse est banale et la pêche libre dans la plupart des campagnes : il y a moins de gibier et de poisson qu'ailleurs, mais nous savons maintenant que ce peu était beaucoup. A plus forte raison la cagouille de haies, la fraise ou le cèpe des bois sont à qui sait les trouver. On revient le soir de l'ère paléolithique avec sa prise que l'on déguste avec ses copains de chasse : qu'il fait bon vivre en 1950 à Cro-Magnon ! Adieu écrevisses, adieu cagouilles et grenouilles, elles nous viennent maintenant toutes pétrifiées des pays sous-développés où ces fabuleuses richesses existent encore[1]. Il nous reste la mer et ses produits, tant que le rouget n'aura pas pris goût de mazout et que l'on n'aura pas inventé la rascasse de batterie nourrie par Sanders. Mais, signe des temps, déjà l'huître se fait rare.

3. *Des paysages.* La campagne fait vivre le citadin, non seulement parce qu'elle lui donne à manger, mais à voir. Le plus beau don que lui font ses paysans, c'est l'inépuisable trésor des paysages, reflet de la diversité des sociétés et des cultures. Chaque pays a le sien comme son fromage et son vin, dont l'harmonie dit le pacte de l'homme et de la nature. Aussi, de Béarn en Alsace, de Saintonge en Bavière, qu'il fait bon changer : voyager ! Qu'aurait signifié le tourisme s'il n'y avait eu le cours mouvant des paysages ? Minerve dans sa garrigue foudroyée, dont on ne sait si elle est falaise ou rempart, ou bien le vert labyrinthe vendéen dont les toits de schiste brillent entre deux averses.

Mais alors le citadin ne voit que des sites, pas le

1. En 1973 les grenouilles sont en voie de disparition dans les pays de l'Est.

paysage ; il faut quelque roc de forme étrange ou quelque monument pour lui accrocher l'œil. Nous qui bientôt n'aurons plus que quelques sites classés sans paysage tout autour pour les situer, nous commençons à aimer la campagne pour elle-même, comme la disparition du pain apprend à le goûter. Nous découvrons ce qui est et forme encore la plus grande partie de l'espace français : la campagne, bientôt inconcevable si l'évolution se poursuit, qui n'est ni la forêt vierge ni le parc, mais la terre entretenue embellie et enrichie par le labeur des paysans. La diversité des paysages combine en effet celle des terroirs avec celle des sociétés locales, et la polyculture raffine encore cette diversité. Mais divers, le paysage reste un : le panorama confirme ce que l'œil a saisi dans le détail. Car une loi secrète règle en tout l'accord de l'homme et du milieu et de l'homme avec l'homme.

Obstinons-nous à dire ce qui va de soi : la nature, mais qui n'est en réalité que la campagne : une œuvre humaine sans cesse à reprendre, qui disparaîtrait en quelques semaines si elle n'était vivante : habitée[1]. Pour dire les paysages des campagnes françaises, il faut recourir aux mots les plus ordinaires qui expriment un quotidien éternel, aujourd'hui menacé.

Par exemple le champ, les parcelles. Si c'est une champagne, d'où est tiré son nom, vue d'une côte les assolements en feront une peinture abstraite brune, jaune et verte, ou plutôt de bien des verts selon la poussée, qu'étoileront les taches sombres des villages d'où partent des routes. Car ils s'entourent de jardins et de vergers (encore un mot à retenir, il se pourrait qu'il fasse archaïque). Si les champs ne sont pas cloisonnés de levées où se dissimulent les bornes, mais par des haies (dépêchez-vous d'aller voir la dernière), il

1. Pour ce qui est du paysage, j'abrège et je complète ayant déjà traité de ce sujet dans mon *Jardin de Babylone* (Gallimard) et mes *Tristes Campagnes* (Denoël).

s'agit d'un bocage : d'un labyrinthe de verdure comme il y en a dans certains parcs. Celui qui s'étend en 1950 de Fontenay-le-Comte à Brest eût mérité lui aussi qu'on le classe. Des millions de jardiniers l'entretiennent, qui taillent les chênes têtards et les haies bien carrées sur quelques milliers de kilomètres : cela met en valeur le tapis vert : le pré qu'elles encadrent. Dans ce labyrinthe-là un peuple, et non seulement un duc, peut s'amuser à se perdre. Sans compter que le vert bocage est varié par la lande rousse ; le citadin qui a lu *les Hauts de Hurlevent* se figure qu'elle est un désert, alors qu'elle est brûlée, pacagée et fauchée chaque année ; c'est pour cela qu'elle est lande et non fourré d'épines.

Mais la plus belle lande est celle qu'un vieux chêne met en valeur — non, il ne s'agit pas de la valeur des économistes. Il faut rappeler l'évidence : que si la campagne est une forêt défrichée, elle ne sera plus campagne quand les bulls l'auront défrichée à son tour. Les écobueurs ont fait pénétrer la lumière dans les ténèbres de la forêt gauloise, il s'agit maintenant de préserver un minimum d'ombre : d'arbres contre le désert motorisé. L'arbre — un terme à retenir tant qu'on peut en trouver ailleurs qu'au Jardin des plantes — fait le bois (mais non pas celui qu'on vend tant le mètre cube). Celui-ci est constitué de chênes, de hêtres, et pas forcément de sapins de Douglas. S'il est très vieux, ou simplement adulte parce qu'il a un siècle, il forme une futaie : une colonnade. Une absurdité, dirait le marchand de bois économiste, quelle est la rentabilité d'une colonnade de trois cents ans ? Et celle de Karnak ? Nous sommes riches, nous pouvons maintenant nous payer le luxe de l'abattre ; ne pleurez pas, s'il n'y a plus de haute futaie près de chez vous, votre bagnole vous permet d'aller à Tronçais voir la dernière.

Le bois engendre l'orée du bois : la falaise qui déli-

mite le large des champs, ou bien la clairière : la trouée de lumière soudain ouverte dans la nuée de feuilles. Mais il n'est de clairière que de pré dont il faut combattre les ronces. Plus petit, le bois fait le bosquet dont se coiffe le mamelon ; plus civilisé il devient garenne, qui exige elle aussi qu'on la fauche pour que ses buissons se transforment en tapis. Ne croyez pas que le gros chêne dans l'herbe à l'ombre duquel vous vous étendez se soit fait tout seul.

Le paysage forme un tout parce qu'il est solidement enchaîné aux maisons et aux villages par le lacis des arbres qui souligne les chemins et les cours d'eau ; et partout où il y a un calvaire ou un toit, un orme lui donne la réplique. Toute ligne d'eau est une ligne d'arbres. Ainsi la rivière n'est rivière qu'encadrée de peupliers ; elle n'était qu'un cours, elle devient une allée d'eau. Et que l'on ne se figure pas qu'il s'agisse d'un luxe pour le plaisir de M. Sisley, ces vivants totems végétaux dont les frissons répliquent à ceux du courant ancrent les berges contre la crue. A la campagne tout ce qui est beau est utile.

En France l'ombre suit partout l'eau alanguie au soleil sous des saules têtards en Bresse, ou pétulante sous le couvert des frênes en Vercors. Le ruisseau n'est jamais loin, qui s'en douterait si la procession des aulnes ne le signalait, tenant les truites au frais ? La source alimente le lavoir dont la crasse attire les goujons ; Bendix n'empoisonne pas encore la Loire. Et l'eau stagnante n'est pas moins vive, le marais grouille de vie, la mare de grenouilles. Tout plan d'eau s'entoure d'arbres qui en accusent la forme ; le moindre étang porte les siens comme une couronne. Même la route n'ose aller nue et les ingénieurs l'ont habillée de platanes.

Et le tout : le paysage, est solidement fixé à quelque toit, bourg ou clocher, planté au centre de la vue. Car poursuivant l'inventaire, il faudrait maintenant dire

le mur, le toit, la maison, le village... Je m'en tiens là. L'homme et sa terre... Pourquoi en arriver à l'écrire, en usant de termes qui sont moins mots que pierres taillées, tuiles cuites au four, dalles polies par des générations ? Comment imaginer que le pain, la fontaine puissent disparaître ? Et pourtant tel est le cas.

4. *Des villages.* A la campagne, le citadin qui vient chercher la nature rencontre l'homme : d'autres sociétés. Quand la campagne reste peuplée cela ne se voit pas du premier coup d'œil, au contraire comme en Armor elle est encore plus campagnarde. Mais quand la densité est de 50 au lieu de 50 000 habitants au km^2, le rapport de l'homme avec le cosmos et de l'homme avec l'homme, diffère radicalement. Il est plus seul dans l'espace, chaque maison porte un nom, pas un numéro. Mais il est aussi plus lié à autrui, les moindres faits et gestes sont enregistrés de loin par la caméra du voisin. C'en est fait de cette indifférence qui est à la fois le bonheur et la malédiction des villes : de la solitude dans la foule on passe à l'intégration dans le petit groupe. Cela vaut ce que ça vaut, pas très cher. Ici le roi — l'homme — est nu ; qu'il baise ou qu'il crève, tout se sait. La scène est vide, pas de ténors, pas de chœurs avec grand orchestre, même si la grande voix du vent sert de fond sonore aux chamailleries d'écart. En tout cas pour l'étranger des villes habitué à vivre en troupe, cela change d'être invité à boire un coup, s'il n'a pas les chiens aux trousses. Et dans les vraies campagnes c'est rare, car on n'a pas souvent l'occasion de se distraire.

La base sociale de la campagne, c'est le plus ancien groupement qui soit avec la famille : le village, la paroisse millénaire. Depuis des siècles que ses frontières n'ont pas bronché et qu'il puise les sucs du lieu, il a eu le temps de se constituer une personnalité propre. Aussi rassemblé sous l'enseigne de son clocher (mur,

roman, pseudo-gothique), pas de village qui n'offre un intérêt. Chacun est un microcosme à découvrir. Que sera une France — une Europe — sans villages ? En tout cas, à voir l'aptitude des citadins à s'en inventer de mythiques, il faut croire qu'ils ont du mal à concevoir leur disparition.

Autre différence capitale par rapport à l'univers urbain : une autre base économique, l'agriculture. Quel que soit le progrès, jusqu'à la révolution récente, c'est la terre, le climat, les plantes et les bêtes qui commandent à la campagne. L'agriculteur est d'abord soumis au cosmos, à la différence de l'industriel ou du commerçant qui l'est à la conjoncture économico-sociale. Ce qui comporte des peines, et des joies. S'il n'est pas le maître de son temps (mais pour d'autres raisons le citadin ne l'est guère), il reste en rapport direct avec son matériau, et il accomplit son œuvre depuis A jusqu'à Z. La « dichotomie du travail manuel et intellectuel », le paysan l'ignore ; il est à la fois chef d'entreprise et ouvrier, artisan et commerçant. L'autogestion, plus ou moins réussie, il la pratique depuis longtemps sans le savoir à ses risques et périls. *O fortunatos nimium*... continue de penser hypocritement l'habitant de l'*urbs* qui s'accommode de fonctions plus spécialisées et moins astreignantes. Cependant travailler en plein air sur sa terre par les temps qui courent, cela vaut bien Robinson édifiant son île. Un tel métier, avec la liberté, la dignité qu'il confère, eût mérité qu'on le valorisât par une instruction poussée. Le paysan fût devenu un savant, un artiste ; il le démontre depuis des siècles.

Face à l'économie urbaine fondée sur la spécialisation, la concentration, le marché, l'exploitation familiale de polyculture l'est sur la totalité, l'autonomie, l'autoconsommation. L'économiste dira qu'en cela consiste précisément sa faiblesse : la médiocrité de ses rendements. On peut lui répliquer que l'exploita-

tion familiale de polyculture avait réussi à les faire considérablement progresser au XIXe siècle tout en conservant la nature et les sols, la qualité et la diversité des nourritures, des paysages et des pays. N'oublions pas qu'elle a su faire la première révolution agricole, celle qui a mis fin aux famines, en pratiquant l'assolement céréales-prairies artificielles et en combinant les cultures et l'élevage. Cette révolution mérite effectivement le qualificatif d'agricole, car comme le dit justement le géographe Daniel Faucher, elle fut une « révolution par les plantes » et non par la chimie et la mécanique. Et loin d'enlaidir le paysage, elle l'a embelli : planté, diversifié. Même le caractère autarcique de l'exploitation familiale de polyculture n'est pas seulement un facteur de pauvreté économique ou culturelle, il détermine une originalité locale sans laquelle il n'y a pas de pluralisme social. Et en maintenant tant soit peu le paysan en dehors du système industriel, l'agriculture assure le maintien du capital écologique, une réserve en temps de crise pour la société et les individus ; on l'a bien vu en 1939-1945.

Régner dans son île... On comprend que lorsqu'il est propriétaire le paysan ait la passion de sa terre, et lorsqu'il ne l'a pas qu'il rêve de l'avoir. Mais la propriété paysanne n'est pas la propriété bourgeoise, qui est absolue et se ramène à l'argent. L'économie agricole n'est que pour une part monétaire, le rapport du paysan et de l'argent reste magique, il l'aime pour lui-même plutôt que pour ses virtualités : si les billets ne pourrissaient pas il continuerait de les enterrer. La campagne reste pour l'essentiel le domaine de la nature, de ce qui est donné et non comptabilisé et tarifé. Bien que plus approprié que tout autre, l'espace rural est ouvert, et l'étranger peut y glaner des biens dont le prix n'est pas codifié par le marché ou le règlement d'Etat. Il peut traverser les clôtures, glaner certains fruits de la terre : chose impensable dans l'espace

urbain ou suburbain. Les biens de la campagne — et ce ne sont pas forcément les moins précieux ni les moins nécessaires — sont souvent gratuits. Même les produits agricoles sont relativement peu coûteux, comme si les fruits du labeur du cultivateur participaient de la générosité de la nature. Sauf pour quelques denrées de luxe, la qualité est offerte en prime, et une simple omelette, faite d'œufs et de patates qui en sont, arrosée d'un petit vin de pays, est un mets de roi. Et le paysan de la mer vous vend pour rien ses sardines qui, si elles sortent de l'eau, valent bien le caviar. C'est pourquoi la campagne reste une fête populaire dont les congés payés aidant, le peuple a pu faire son bien, la bourgeoisie de l'époque se réservant les paysages de grand standing de Cannes ou de Davos. Mais dans l'optique de l'économiste bourgeois ce que l'on ne paie pas n'a pas de valeur ; serait-ce l'air qu'on respire. La campagne et les paysans ne vendant pas leurs plus belles richesses tant de francs, ils ne produisent donc rien.

Cette économie, pour une part familiale et locale sert de base à des traditions originales — le citadin dira un folklore — qui n'ont pas préfabriqué Philips ou l'ORTF. Elles tiennent d'abord au peuple du lieu ; c'est pourquoi elles sont prodigieusement inventives, variées, bien qu'ordonnées. De canton à canton la culture : la forme des toits, le goût de la soupe et les chansons, varie. La différence — l'Armor ou plutôt le pays de Léon, la Lorraine ou plutôt la Vôge — voilà à quoi il faut toujours revenir quand, citadin, on pense à la campagne.

Le folklore, la « culture populaire », la vraie, celle du terroir et de son peuple et qui n'a pas besoin « d'animateurs culturels », c'est d'abord celle des campagnes. Certes, en France à la veille de la « révolution agricole », presque partout le « folklore » est en plein déclin, juste après l'apogée du début du siècle dernier.

Mais partout le paysage et la vie continuent d'en porter la marque. Les patois, les costumes, les fêtes et la littérature disparaissent et se figent, mais des bâtiments subsistent, que l'on habite ; donc un style, une façon d'être, qui permet sans trop mentir de distinguer un Lorrain d'un Alsacien. La survivance culturelle la plus voyante est celle de l'habitat, auquel on ne songe guère, tellement il fait corps avec le paysage. Pas seulement le château ou l'église dont le clocher parachève le village, mais la maison : masure ou mas. Là où elle ne s'écroule pas, elle est encore meublée, en dépit de Lévitan et de l'antiquaire. Et surtout on s'y nourrit selon l'usage local : c'est-à-dire mal si l'on en croit la Faculté. La cuisine, qui reste en France le dernier réduit de la diversité locale, est provinciale et paysanne. La « grande cuisine » bourgeoise fournit aux restaurants de luxe ou aux banquets des plats de prestige coûteux et compliqués, les plats quotidiens de Provence ou de Normandie permettent de varier l'ordinaire et de faire du repas autre chose qu'une corvée de bouffe. Mais le mieux est d'aller voir sur place à l'auberge du coin, et soulevant le couvercle du pot, s'assurer qu'il y a encore un Ségala ou un Perche.

5. *Des voyages.* Quand la ville est encore entourée par l'immensité bariolée des campagnes, le citadin peut en sortir pour voyager dans l'espace-temps ; pour chacune la géographie est un produit de l'histoire. Voyager : se déplacer en écarquillant les yeux, car tous les cent mètres cela change ; et plus on va lentement, à vélo, à pied, plus on en voit et plus cela diffère. L'idéal pour se rassasier de la vue d'un pays serait d'y prendre racine, mais ce serait renoncer à tous les autres. Ah ! vivre en même temps dans les Corbières et les monts d'Arrée ! On l'imagine, on ne le peut, et la volupté du voyage tient à cette nostalgie. Le voyageur passe... O temps — ô lieu — suspends ton vol ! En attendant, puis-

que la campagne nous autorise à l'habiter, plantons notre tente à côté du torrent où nous pêcherons la friture. Cela elle nous l'accorde pour rien ou pour pas cher, à la différence de ville où tout se paie.

Allez en Morvan par le PLM : le paradis est à deux heures de l'enfer de Drancy. Comme dans toute campagne, le touriste modeste y bénéficie d'une institution remarquable : l'auberge, dont le réseau serré couvre toute la France sans oublier un village. A la différence du *Hilton* ce n'est pas une institution coloniale, elle en fait partie. Avec l'église, l'auberge est au centre de la paroisse dont elle traduit les mœurs et l'esprit : le touriste qui s'y loge en devient un paroissien. Par nature elle est populaire, donc ses prix. Profitez-en tant qu'elle existe. En 1938 c'est le moment ; se haussant à la dignité d'hôtel, l'auberge devient propre et la punaise s'y fait rare ; seule l'Auvergne s'obstine parfois à défendre les traditions. Elle n'a peut-être pas encore le confort moderne, mais la soupe qui mijote à longueur de journée sur les braises est toujours fameuse, et les jours de foire il arrive que le repas soit un festin. Qui dira la joie de se laisser tomber, mollets rompus et gorge à sec, sur un des bancs de la tonnelle bourdonnante de guêpes ! Ou bien d'arriver un soir de Noël éreinté par le sac à l'*Hôtel de la Poste et des Voyageurs*, espérant la garbure fumante, puis la chambre glacée où l'on se glissera dans le lit rendu brûlant par le moine !

Tel village, tel aubergiste et telle auberge ; vous ne pouvez pas savoir celle que vous allez trouver, nul Michelin pour vous le dire. Faisons sérieux, ébauchons une typologie pour le musée de l'Homme, et pour quelque temps encore pour le baladeur. A tout seigneur tout honneur, commençons par l'*Hôtel de la Place :* l'institution respectable où monsieur le curé lui-même vient prendre l'apéro, bourrée à éclater de maquignons et de jurons les jours de marché. En septembre, avec ses tables croûlant de noix, de cèpes et de palombes,

elle tire l'œil et met l'eau à la bouche... ce soir il y aura du salmis. C'est l'hôtel dont le caractère public s'oppose à celui, quasi clandestin, de l'estaminet qu'une réclame de Byrrh distingue juste des autres fermes. Avec de la chance vous pourrez vous y faire servir un panaché tiède, mais vous aurez droit au récit des malheurs de la patronne. Si l'on s'en tient à la morphologie, on peut noter l'auberge à jardinet, paysanne aimablement fleurie, où vous soupez dehors en compagnie du chien et des poules. Dans les pays pentus elle se fait caboulot à terrasse, et vous dégustez le panorama comme hors-d'œuvre, accoudé à la rambarde de ce pesant navire définitivement ancré. Les montagnettes font le gros dos et au soleil couchant elles prennent toutes les couleurs du caméléon, les toits s'estompent dans les feuilles qui virent au noir. La garbure arrive, un dernier merle proteste. Deux coups de feu, promesse de gibelotte pour demain... Pour qui aime les stations élevées sous un dais chargé de grappes, il y a aussi l'auberge à treille où l'on savoure le vin juste devant le cru. Au bord de l'eau se suivent les guinguettes où la friture est encore de goujons ; on amarre sa barque et l'on s'installe avec son amie ; tandis qu'on attend la suite, une grosse carpe fait plouf. Si l'on aime la mer, il y a le bistrot du port, et non sa comédie, qui appartient aux marins et pas encore aux touristes. Il sent la vague et le goudron ; et pour le prix d'un « plateau de fruits de mer », vous y avez droit aux clovisses, à la cotriade et à une couette sur le lit.

Arrêtons l'inventaire. Ici se vendait, et pour une part s'offrait, la fleur d'un pays : sa vie populaire et ses traditions culinaires.

Elle était à prendre, plutôt qu'à vendre. Bientôt le développement, qui se fait on le sait pour et par le peuple, ne laissera le choix qu'entre le motel, le snack, le restauroute où l'on fait le plein de protéines, et le restaurant (de une à trois étoiles consultez le guide).

S'il est très cher et ne pratique pas l'esbrouffe, vous y retrouvez la cheminée flambante et l'odeur de grillade que n'importe qui pouvait humer pour quelques francs.

Que serait la ville sans la campagne : Florence sans la Toscane ? Grâce aux progrès, on peut alors sortir de ville sans peine ni crainte et revenir à la source, invinciblement claire et drue semble-t-il, dont les jeux et le chant ne sont jamais les mêmes : passer de ferme en ferme, d'orée en futaie, de peuple en peuple, du moins là où des murs abritent encore des hommes. Pour qui sait les payer d'un effort du corps et de l'imagination, ces biens sont à portée, et nulle police n'interdit d'aller là où l'on veut, si ce n'est dans les premières banlieues du tourisme bourgeois. Au temps des omnibus, des vélos et des cargos, voici ce que fut la campagne pour le citadin : la nature, la diversité, la liberté, l'égalité. Contrairement au paysan, durement fixé à la glèbe, il n'en cueillait que la fleur. Il jouait double jeu. Mais le double jeu n'a qu'un temps...

3. Le système Mansholt

A la fin du second conflit mondial une autre ère commence, que l'on qualifie parfois d'atomique. Mais en France l'industrialisation de l'agriculture et l'intégration de la campagne dans l'organisation urbaine ont des effets encore plus brutaux que ceux de la bombe A, puisqu'ils mettent directement en jeu la moitié de la population et l'essentiel de l'espace. Dans notre histoire il n'y a pas d'exemple d'un bouleversement aussi fondamental en aussi peu de temps, la Révolution de 89 a été conservatrice en ce domaine, et le bull au service de Péchiney a été autrement efficace pour ce qui est de liquider les paysans que le communisme en URSS ou en Pologne. Mais si un siècle de gestation a précédé l'œuvre de la Constituante ou des Soviets, le débat commence à peine, après coup, sur celle des technocrates.

En principe, cette transformation serait le fruit d'une volonté : d'un plan. Mais la critique la plus superficielle révèle qu'il est uniquement inspiré par la nécessité économique, ou plutôt par l'idée bien particulière qu'une société s'en fait. Tous les autres facteurs, c'est-à-dire la quasi-totalité de la nature et de l'homme, n'ont même pas été envisagés. Aussi plutôt que de plan peut-on parler de système.

A ce système pour la commodité de l'exposé je collerai l'étiquette de « plan Mansholt ». Mais ce pourrait être tout aussi bien le plan Vedel, Durand, etc. En effet c'est toujours le même en plus ou moins rigoureux. Je me référerai donc à ce prête-nom sans oublier qu'un phénomène de cette ampleur n'a pas plus d'auteur que le plissement des Andes. Tel qu'il s'est fait, le passage de l'agriculture à l'industrie agrochimique n'est pas le produit d'un homme, mais d'une société, d'un monde fasciné par les chiffres et la technique.

1. *Le virage*. La civilisation agro-industrielle de la France prend fin en 1945. Le génocide de 14-18 avait préparé le terrain — le monument aux morts qu'on trouve partout est aussi celui de la mort du village — la guerre de 39-45 acheva de déraciner les paysans en les tenant mobilisés ou prisonniers pendant près de six ans ; tandis qu'elle précipitait les progrès de la motorisation, de la chimie, de l'électronique et de la manipulation des choses et des hommes par l'Etat. Enfin la débâcle de juin 40, après avoir tout d'abord valorisé la campagne en forçant la ville à s'y replier, entraîna un choc en retour qui contribua à sa liquidation. La victoire puis la défaite nazies forcèrent la bourgeoisie, après un coup de barre à droite, à en donner un à gauche ; et toute une génération de Français portera la marque de ce demi-tour opéré en catastrophe. La « terre qui ne ment pas » — à la différence de ceux qui en parlent — évocatrice des années noires, est discréditée. Et il faudra attendre une autre génération condamnée à étouffer dans les villes bloquées par des autos, pour qu'elle rêve d'un repli dans les Cévennes.

A la Libération, la haute église et la haute banque ont compris qu'il faut s'adapter. D'ailleurs une nouvelle bourgeoisie, qui a fait ses premières armes dans les écoles de cadres de Pétain devenues celles de De Gaulle en juin 44, prend le pouvoir à l'ancienne. Cette droite

régénérée est d'autant plus progressiste que l'idée de progrès, vieille de plus d'un siècle pour la gauche, est pour elle toute neuve. La guerre, en la forçant à pratiquer toutes sortes d'exercices d'assouplissement, l'a rendue empirique, au rebours de la gauche qui se laisse enfermer dans le frigo stalinien. Elle en est récompensée par le pouvoir politico-économique, laissant à la gauche le pouvoir intellectuel, assez dérisoire dans la nouvelle société. La droite sérieuse, celle des grandes affaires pas celle du mouvement Poujade, contrainte parfois de faire un bout de route avec Karl Marx, renonce aux vieilles lunes du libéralisme économique, de la défense inconditionnelle de l'équilibre budgétaire et de la propriété : la régie Renault, qui est socialiste et rentable succède à Renault qui n'avait rien compris. Pour certains de ses fils un stage dans les séminaires du PC sera une excellente préparation à la gestion des combinats agricoles ou touristiques. A cette bourgeoisie qui découvre officiellement la primauté de l'économie, Keynes enseigne le financement de la croissance de la production et des bénéfices par l'inflation au nom du plein emploi. Bien décidée à oublier le faux pas pétainiste, elle est résolument pour le progrès technique et l'organisation. Cela pour le bonheur du peuple qui bénéficie de la Sécurité sociale et d'une 4 CV, l'élite se contentant de mener la barque et de contrôler le coffre-fort. Aussi, bien que craignant la révolution, elle n'est pas hostile aux réformes qui lui profitent. Elle est désormais pour le mouvement, identifié à l'ordre. Après avoir tâté sans succès le terrain, elle se résigne à liquider l'empire ; désormais c'est l'aide aux sous-développés qui justifie la dîme prélevée par les trusts par le biais du FIDES et non du ministère des Colonies : la plus rentable reste toujours la métropole. Mais la bonne affaire c'est l'Europe qui, en dépit ou à cause de la reconstruction, se révèle autrement intéressante que l'Algérie. L'économie dirigée aux fins

de croissance permet au capitalisme d'éviter les crises et de filer dans le courant, de plus en plus trouble et rapide. Ainsi s'établit une nouvelle société bourgeoise dont les intérêts ne sont plus liés à la campagne, mais au développement de l'industrie, du secteur tertiaire et de la ville : du moins si l'on doit qualifier de telle le tissu conjonctif qui tend à recouvrir la France. D'où les plans de modernisation, ou plutôt de liquidation, de l'agriculture et des villages.

Ce tournant capital de l'histoire de la France et de l'espèce humaine : le passage de la ville et de ses campagnes à l'industrie et à la banlieue totales, a été pris sans pensée sous la pression des circonstances et des intérêts. Le terme de plan (X ou Y) est abusif, car au fond rien n'est prévu, n'était-ce une certaine croissance économique. Ce blocage de la réflexion critique par l'obsession de la production s'explique en partie par la guerre totale. Celle-ci en effet a souligné à quel point le sort des sociétés est suspendu à la puissance de leur industrie. En ramenant à des conditions de vie inconfortables et précaires, la guerre a valorisé à l'extrême l'organisation et le confort : sans tant d'errances à pied à la poursuite d'un jambon, la 4 CV n'aurait pas eu ce caractère magique ; bien qu'elle eût pu aussi rappeler à quel point on peut se passer de ce qui semble nécessaire. Par ailleurs la guerre a crétinisé les esprits. Tout s'y ramène à l'immédiat, qui est militaire, politique et national. Le chauvinisme et l'idéologie nécessaire à toute croisade détourne de la critique économique et sociale, un certain marxisme l'ayant défini une fois pour toutes. Divertie par les événements, l'opinion se désintéresse des faits de civilisation qui concernent la vie quotidienne et l'ensemble des hommes. L'accélération du progrès technique lui donne l'impression qu'il résoudra tous les problèmes qu'il pose. Et l'explosion d'Hiroshima, trop fulgurante, n'a fait que redoubler ce refus de penser en forçant les

peuples et les individus à refouler leur angoisse au plus noir de l'inconscient. Ainsi toute une génération s'est vue forcée d'opter pour ou contre Hitler, puis pour ou contre Staline et ses épigones.

Enfin, le passage de la France de la ville et de la campagne à celle de la banlieue n'est pas enregistré par les consciences parce que c'est un phénomène trop neuf pour un peuple encore engagé dans la glèbe : l'urbanisation sauvage des campagnes est le fait de paysans de Paris. Si le corps des Français vit déjà dans la Mégalopolis de 1960, leur esprit traîne quelque part dans le bocage de 1930. La campagne c'est l'éternel, l'invincible. Non il n'y a pas à s'en faire, il y aura toujours des bleds où aller en bagnole, des bistrots où déguster une friture de goujons au retour de la pêche dans la Marne. La production et les villes peuvent décupler, il est aussi inconcevable de polluer le Rhin que l'Atlantique ; c'est tout juste bon pour la Biévre à Paris. On joue jusqu'au bout sur les deux tableaux, même quand il n'y en a plus qu'un. Comment imaginer le présent : le ruisseau et le village, la nature et l'homme, en train de disparaître ? Cela, le paysan de Paris le réalise mal. A plus forte raison n'envisage-t-il pas l'avenir, et les choix qu'il suppose si l'on veut se reconnaître en lui.

On peut dire qu'en France le paysan de droite défenseur de la campagne et de la tradition s'est combiné avec le paysan de gauche adorateur d'un progrès à la Jules Verne pour nier qu'il y ait contradiction et problème. Le lyrisme d'un Giono contribue au déclin des campagnes en le camouflant sous des nuées bucoliques ; et le marxisme, produit d'une société qui en est à la genèse de l'industrie, contribue de son côté à paralyser la critique du nouveau monde industriel en ramenant toute question sociale au conflit de la bourgeoisie et du prolétariat : ces frères ennemis dont l'un occupe le haut, l'autre le bas — de la même échelle.

L'opinion est lente, on prend en général conscience des réalités sociales au moment où elles disparaissent ; sans doute ce qui est profondément vécu se passe-t-il du discours. Ainsi en est-il de la campagne ; dans une France rurale elle n'est passée dans les livres qu'à la fin : H. Roupnel et Marc Bloch n'ont esquissé l'histoire des finages et de l'agriculture qu'après 1918. Et sa sociologie suit son agonie ; si l'on peut qualifier de sociologie rurale ces monographies qui se contentent d'enregistrer les statistiques sur les progrès de la mécanisation et des techniques. Pour ce qui est de la dégradation de « l'environnement » réduite en général aux pollutions, le feu vert n'est donné qu'en 1970 année de la protection de la nature. Sans doute ne sommes-nous pas encore placés devant le fait accompli ; à ce moment-là la critique à son tour deviendra rentable.

2. *Plan ou système ?* La modernisation de l'agriculture, telle qu'elle est définie dans le plan Monnet puis Mansholt, comme tout changement opéré au nom de vérités scientifiques et techniques, apparaît tout d'abord comme éminemment rationnelle. Malheureusement si les vérités économiques peuvent prendre l'allure d'un délire logique et mathématique, elles n'ont pas l'objectivité de celles de la physique. Car c'est une société qui en juge, et son objet, l'homme et son rapport avec la planète, dépasse de toutes parts l'économie.

Pour vivre, celui-ci doit produire ; s'il produit plus et mieux, paysan ou citadin, il vivra mieux. A première vue qui ne serait d'accord, surtout dans une Europe en ruine sortant de la disette ? Or l'exploitation familiale de polyculture a des rendements faibles, elle gaspille une somme énorme de travail et ne peut guère investir. Pourquoi ne pas appliquer à l'agriculture les principes économiques et techniques qui ont permis de décupler la production et la productivité de l'industrie ?

A cette fin on considérera le problème en homme de science, en usant d'un langage mathématique et statistique. On comparera les tonnages, les surfaces, la main-d'œuvre et les prix, pour définir *the one best way* comme aurait dit Taylor, qui permet d'obtenir les rendements les plus hauts et les prix les plus bas pour le minimum de travail : la meilleure rentabilité du capital investi. Cela est d'autant plus urgent qu'on fait l'Europe. Il faut aligner les produits et les prix agricoles pour qu'il y ait un Marché commun, et que les produits européens puissent soutenir la concurrence de ceux des U.S.A. sur le marché mondial, juge du bien économique. Or, il faut bien le dire, le marché agricole en Europe c'est l'anarchie : la variété des produits, qui reflète la multitude des lieux et des traditions locales.

Mais la technocratie néo-libérale est aussi dirigiste. Les mécanismes du marché ne suffisent pas pour créer cette agriculture « compétitive », car ils ne jouent pas librement, surtout dans les régimes démocratiques où les groupes de pression agricoles sont influents. D'autre part il faut assurer la transition qui risque d'être pénible. Il est donc nécessaire que l'Etat intervienne pour imposer la rationalisation de l'agriculture et en atténuer les effets : qu'il oriente la recherche scientifique et technique, qu'il dégrève ou subventionne les agriculteurs qui se modernisent, et décourage du même coup les autres. Ainsi les citadins seront mieux nourris à meilleur marché, tandis que les paysans sortiront de leur sous-développement séculaire. Du plan Monnet au plan Mansholt, dans le cadre du marché français puis commun, l'entreprise va se poursuivre en dépit des à-coups provoqués par l'inertie sociale : la résistance des paysans, et surtout le particularisme des Etats.

La Recherche scientifique, ici agronomique, est systématiquement orientée dans un sens utilitaire : technique et non écologique ou social. Elle reçoit pour mission d'inventer des espèces plus précoces et à plus haut

rendement, mieux calibrées ou supportant mieux le transport. Et comme ces espèces plus productives sont plus exigeantes et moins résistantes, l'INRA étudie les engrais, de nouvelles méthodes de culture ou d'élevage, et il met au point en collaboration avec l'industrie chimique privée les traitements qui permettront de combattre les parasites et les maladies que les traitements entretiennent. Sous la Cinquième République cette tendance s'accuse, et en 1972 le gouvernement place à la tête de l'INRA un nouveau directeur de formation administrative, qui a pour mission d'orienter encore plus strictement la recherche agronomique dans le sens de la productivité. On y ajoute l'environnement, thème à la mode, sans se demander si ce n'est pas celle-là qui est à l'origine de la dégradation de celui-ci. « Dans un tel institut ce n'est pas le problème du choix entre recherche appliquée et recherche désintéressée qui se pose mais celui du choix entre ses applications. Le ministère de tutelle désire que l'INRA s'intéresse surtout à celles qui auront un effet immédiat et particulièrement celles qui aideront sa politique agricole [1]. » Les crédits seront supprimés à la recherche improductive, et l'INRA est invitée à patronner une dizaine de grands projets « autour desquels s'articuleront les travaux de laboratoires des diverses spécialités, projets qui porteraient sur les chaînes de viande bovine, ovine et porcine, ainsi que sur l'environnement et le maintien de la nature [1] ». Car c'est en multipliant les usines à brebis qu'on conservera la montagne. Même évolution dans les Eaux et Forêts : cette administration où se transmettait une tradition de l'amour des beaux arbres est remplacée par un Office national des forêts qui pratique celui de la tonne. Et celui-ci, au nom d'une rentabilité à la petite semaine, préconise la coupe rase des feuillus et se prépare à enfouir les champs aban-

1. Cf. *Le Monde*, 14 mars 1972.

donnés et les fermes en ruine des plus belles campagnes françaises sous une taïga industrielle [1].

Avec la recherche, l'enseignement agronomique change aussi d'orientation. Recruté pour une part dans les milieux ruraux et catholiques convertis à la religion du progrès, il subit sans esprit critique l'influence de l'économisme qui domine l'après-guerre. Il fait des hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture et des dirigeants des DDA les liquidateurs de la nature et des paysans qu'ils ont pour fonction de connaître et de défendre. Et sous leur influence se développe tout un corps d'enseignants et de conseillers agricoles chargés de vulgariser la bonne doctrine de Renault et de Sanders dans les campagnes. A vrai dire ce n'est plus le ministère de l'Agriculture, mais celui de l'Industrie.

Pour augmenter les rendements mais aussi sous la

1. *Cf.* La déclaration du ministre de l'Agriculture, *Cointat* : Colbert est mort depuis longtemps et les forestiers n'ont plus le droit maintenant de jongler avec l'éternité ; on mettait cent cinquante ans pour faire un chêne, cent vingt ans pour faire un hêtre... Maintenant c'est terminé, nous n'aurons plus dans l'avenir que deux catégories de bois : des bois de très haute qualité, les chênes de Tronçais ou les épicéas pour la lutherie, bois de luxe qui vaudront très chers et qui évidemment jongleront toujours avec le temps, et à côté de ces bois de très grande qualité, tout le reste en définitive sera réduit en poudre, en copeaux pour faire des planchers, des toits, des cloisons, des meubles. Je vous rappelle que les forêts doivent être classées en deux grandes catégories : les forêts de caractère économique et les forêts aménagées et ces forêts de caractère économique elles-mêmes, doivent être classées en deux catégories : les forêts donc de bois exceptionnel et les forêts que j'appelle « usine à bois » qui doivent rendre le maximum d'argent dans le minimum de temps. C'est l'appauvrissement systématique au nom de « l'enrichissement ». (Cité par *Nature et Progrès*, revue d'agriculture biologique, 1971). La loi du 3 décembre fait de l'ONF, œuvre de Pisani, un « établissement à caractère industriel et commercial ». Ses recettes doivent théoriquement équilibrer ses dépenses de gestion et d'équipement. Le corps des « conservateurs » des Eaux et Forêts est supprimé. La célèbre école forestière de Nancy n'est plus qu'une annexe de l'Ecole nationale du génie rural. Au lieu des chênes, elle aura pour principe la tronçonneuse et le bull-dozer.

pression des subventions et de l'information-propagande, les nouvelles espèces et méthodes de culture se répandent. L'association de l'élevage et de l'agriculture, l'assolement, qui fut le grand progrès du XIXe siècle est abandonné. La monoculture succède à la polyculture, dans le temps comme dans l'espace. L'hybride succède à l'hybride d'une année à l'autre sur le même champ. Les nouvelles céréales venues des USA doublent le rendement, entraînant le *Middle West* à leur suite. Mais il leur faut énormément d'engrais, d'innombrables produits pour se défendre des herbes et des parasites, et comme il faut en outre payer les traites du tracteur, voici le paysan engagé à 100 % dans le marché, condamné à devenir un entrepreneur rentable ou à faire faillite. L'irrigation, le drainage qui demandent encore plus de capitaux gagnent du terrain. Surtout, le tracteur qui diminue le travail, mais aussi signe d'intégration dans la société industrielle, se multiplie rapidement avec l'aide du Crédit Agricole, contribuant à ruiner les paysans qui ne l'emploient pas à plein temps. D'où la nécessité de supprimer les parcelles trop petites, de remembrer les terres : de même que le tracteur, l'étendue du champ témoigne du modernisme de son possesseur. Mais si la mécanisation fait que l'agriculture couvre un plus grand espace de terre, par ailleurs elle s'en détache. La terre n'est plus que le support provisoire des plantes désormais nourries par les engrais chimiques, et les cultures maraîchères chauffées au gaz s'enferment sous du nylon. Et l'élevage abandonnant les prairies, se transforme en élevage « en batterie » où les bêtes nourries d'aliments artificiels ne voient plus ni le ciel ni la terre. A ce stade le paysan n'est plus qu'un producteur comme un autre ; on commence à parler de culture ou d'élevage « sans sol ». L'agriculture, dépendant du marché plus que des sols, des saisons et des climats, n'est plus qu'un mot. Et l'industrialisation entraîne les mêmes effets économi-

ques et sociaux qu'ailleurs. L'exploitation familiale de polyculture pratiquant pour une part l'autoconsommation et l'autogestion est remplacée par des entreprises de plus en plus spécialisées fabriquant en série un produit standardisé pour le marché. L'industrialisation favorise la concentration, soit que l'entreprise augmente de taille, soit que, ce qui est le plus souvent le cas, elle s'intègre dans un ensemble plus vaste : trust ou coopérative, qui normalise sa production en fonction des exigences du Marché ou du Plan. Le paysan propriétaire se transforme peu à peu en employé. Dans cette organisation, la plupart des paysans n'ont plus leur place, et les plans prévoient une diminution rapide de la population rurale, qui diminue en effet plus rapidement encore que prévu. Finis les pleurs de l'ancienne bourgeoisie sur « la terre qui meurt » ! Elle le doit pour que l'économie croisse. Les jeunes se recycleront dans l'industrie qui manque de main-d'œuvre ; quant aux vieux, ils feront ce que font les vieux d'habitude : l'IVD financera leur enterrement. Par contre on accorde des facilités de crédit et l'on subventionne les entreprises qui peuvent obéir aux consignes : ainsi les quelques paysans qui resteront à côté des grandes exploitations s'élèveront à l'aisance et à la dignité de petit industriel.

Le Plan est rempli, la campagne se développe puisqu'elle se dépeuple ; ce qui n'est pas sans inconvénients à partir d'un certain point. Mais le remède est là ; l'industrie industrielle, et surtout touristique, qui ont précisément besoin d'espace fourniront des emplois. On multipliera les VVF, les résidences secondaires, les clubs de loisirs, les marinas sur des plans d'eau et les combinats de ski. Avant 1970, on ne s'inquiète guère de la dégradation de l'environnement dans le désert rural, et jusqu'en 1972 M. Mansholt ne pipe mot.

Cette nouvelle économie agricole engendre une nou-

velle société rurale dont l'existence est liée au système, qu'elle a intérêt à défendre et à développer. Les diverses bureaucraties pullulent, centres de toute sorte, coopératives, SAFER, en symbiose avec l'Etat et les trusts (la production de sigles augmente elle aussi) [1]. Mais, tels les coquets pavillons à côté des fermes en ruine, tout cela prospère dans une paysannerie qui survit à grand-peine. La modernisation agricole en liquidant les paysans s'est donné une base sociale ; la pompe est amorcée, la bourgeoisie provinciale traditionnellement réactionnaire entre à son tour dans le circuit des profits. La machine marche désormais toute seule. Trop bien peut-être, puisque M. Mansholt lui-même se préoccupe aujourd'hui du frein.

3. *A-t-on fait tous les comptes ?* L'industrialisation de l'agriculture a des avantages évidents sur lesquels il est inutile de s'appesantir, mille voix — ou plutôt une seule, celle de notre société — nous le rappelant à tout instant, en noyant les objections sous un Niagara de chiffres. Les rendements ont triplé et le travail se fait plus vite, ce qui permet d'en faire plus. La ferme dispose désormais de l'eau, de l'électricité, de la route, même si les trois quarts d'entre elles se vident et s'écroulent. Le fermier a une auto et la fermière une machine à laver du moins quand ils sont encore là. La Sécurité sociale agricole les assure contre la maladie et la vieillesse, et la TV les désenclave culturellement ; on peut aussi dire qu'elle les enclave dans le nouveau système.

Mais dans un monde fini il n'y a pas de gains qui ne soient payés de coûts, et plus l'opération est importante, le bénéfice envisagé élevé, plus la dépense est grande. D'autant plus qu'avant de toucher les profits il faut ouvrir le portefeuille : investir, commencer par raser pour bâtir. Si l'on veut éviter que l'entreprise ne soit

1. Cf. l'annexe du livre de Louis Lauga.

un jour déclarée en faillite, il est donc utile de prévoir les coûts, de s'attacher d'abord aux effets négatifs afin de les limiter au maximum pour s'assurer d'un bilan positif. Certes, il n'est guère agréable de peser les contradictions et d'être contraint à des choix. Mais poser les problèmes a toujours été un bon moyen de les résoudre.

Or ici on a fait le contraire, on a foncé en avant sans se poser de questions, tellement on était sûr de ses fins et de ses moyens. Malheureusement l'industrialisation et la commercialisation de l'agriculture ont été le fait d'économistes obnubilés par les chiffres : d'autant plus que devenus économètres, ils commençaient tout juste à faire joujou avec eux. C'est ainsi qu'ils ont identifié les faits à ce qu'ils croyaient être l'économie, et que le quantifiable est devenu la mesure du réel. Or si les gains quantitatifs comptabilisés par la statistique économique sont immenses, les coûts risquent de l'être ; d'autant plus qu'étant biologiques et humains : qualitatifs, ils sont plus difficilement quantifiables et repérables. Bien que souvent ce que notre société industrielle nomme « qualitatif » — non sans quelque nuance péjorative — c'est ce qu'elle n'a pas encore réussi à quantifier. Dominée par des vérités et un langage mathématiques, elle est bien près de croire que la qualité est abstraite tandis que les nombres sont concrets. Alors que ce serait plutôt le contraire, le concret c'est la qualité : le goût de tel aliment, la joie de vivre dans tel beau pays.

Les auteurs du plan de modernisation agricole ont oublié que les ordinateurs et les statistiques ne disent que ce qu'on leur fait dire. Ils n'ont tenu compte que de certains facteurs très particuliers : le rendement à l'hectare, le prix du quintal, — ce qu'une époque entend par rentabilité. Et dans l'instant ou à long terme ce n'est plus la même. Il se peut par exemple que si l'on envisage le marché du bois dans trente ans,

ce ne soit plus des pins de Douglas qu'il faille planter, mais les chênes qu'il faille préserver.

Dans ce cas, plutôt que d'économie, il faudrait parler d'économisme. Comme pour l'industrialisation de l'industrie, celle de l'agriculture ne tient aucun compte de tout le reste : des répercussions sur la nature ou la société. D'où l'auréole de désordres, le paysage de chienlit, dont s'entoure cette entreprise weberienne.

Dans ces comptes n'entrent pas les « biens gratuits », le capital accumulé par la nature depuis l'origine : l'espace, l'air, l'eau. Ce qu'on oublie ce n'est pas seulement le luxe qui fait l'agrément de la vie, mais le nécessaire. Bien souvent l'entreprise industrielle n'est rentable que parce qu'elle n'en tient aucun compte ; elle pratique jusqu'ici une industrialisation sauvage, une *Raubwirtschaft* qui gaspille stupidement le trésor terrestre qui a permis la vie. Si l'on fait sérieusement le calcul, production ou destruction ? La papeterie qui à elle seule pollue un cours d'eau produit-elle du papier ou détruit-elle un fleuve ? La porcherie industrielle qui empuantit un canton est-elle rentable, si l'on intègre dans les calculs le coût de la station d'épuration ? En revanche, est-ce que le travail, apparemment improductif de l'EFP (exploitation familiale de polyculture, utilisons nous aussi des sigles pour faire sérieux) est pour une part productive : de nature, de saveur, de beauté et de dignité. Mais comme les gens compétents n'ont pas daigné comptabiliser jusqu'ici ce fruit, il n'existe pas. Il serait urgent dans le labeur de l'EFP de distinguer l'utile et l'inutile qu'on peut effectivement supprimer.

Malheureusement l'économique en soi est une abstraction, il met en jeu tout le reste : le biologique, le social. On l'a oublié, mais quinze ans après on fera un symposium pluridisciplinaire. Comme l'économiste, surtout pas l'économètre, n'est pas sociologue, il ne s'est pas demandé si ses vérités économiques chiffrées ne reflé-

taient pas l'optique et les intérêts d'une société et d'une fonction particulières, les siennes bien entendu. Les gains semblent évidents dans notre société, parce qu'ils répondent à ses propres critères ; elle a fixé les règles et elle mène le jeu, pas étonnant qu'à tout coup elle gagne. Elle a raison, elle est la plus forte, et la seule ; elle est là. Voici l'essentiel, que pense l'industriel vainqueur, et le paysan vaincu.

La campagne et les paysans doivent disparaître parce que la production doit augmenter, mais aussi pour une autre raison, vieille comme l'espèce humaine : parce qu'une société en élimine une autre. La première société industrielle n'avait pas encore les moyens de contrôler la totalité de l'espace français, la seconde les a, et ces moyens d'ailleurs réclament de plus en plus de place. L'organisme est en croissance, et il ne peut croître qu'en dévorant l'espace-temps. Or la campagne occupait 90 % du territoire, elle échappait au système de l'économie et de la rentabilité, elle détenait donc statistiquement la plus grande partie des richesses de la France à « mettre en valeur ». Elle vivait sur elle-même en pratiquant l'autonomie et l'autogestion, il fallait donc l'intégrer : ce qui est fait, l'agriculture devenant grâce au système Saint-Gobain-Trigano l'industrie la plus trustée de France. Plus rien n'échappe, tout est recensé, pesé aux fins de bénéfices. Englobant désormais 100 % de l'espace et de la population, la société industrielle en France devient totale : on peut prendre l'avion, on n'en sortira plus. Reste une campagne vers quoi vont se braquer recherches et machines, c'est l'anthrope originel, jusqu'ici mal connu, et à peine défriché. Mais peut-il se défricher lui-même ?

Produire certes, et produire à meilleur compte ; il le faut dans l'agriculture comme ailleurs. Mais produire quoi ? Comment ? Pour qui ? A chaque instant l'économie déborde l'économique. Si l'on intègre tous les facteurs de l'opération qui vient d'être faite, c'est-à-

dire la qualité : la saveur et la variété des aliments produits, les agréments d'une campagne de plus en plus nécessaire au bonheur des citadins, l'originalité et la diversité des pays et des peuples qui sont le sel de la terre, compte tenu des effets écologiques et sociaux, est-ce le plan Mansholt ou l'exploitation familiale de polyculture sagement modernisée qui est rentable ? L'examen détaillé des effets de la mutation brusquée de l'agriculture dans ces trois domaines va nous donner la réponse.

DEUXIÈME PARTIE

LE PLAN MANSHOLT EST-IL RENTABLE ?

Toute cause entraîne des effets, et si l'action est considérable, ils le seront. Qui prodigue la chimie aux fins d'empoisonner les parasites, pollue. Qui change les espèces et la culture afin d'augmenter la production fruitière change la saveur des fruits ; ils seront meilleurs, ou pires, cela on le verra après en les mangeant. Et si avant le changement on ne s'est pas préoccupé du goût, il y a de fortes chances qu'il soit pire, le hasard entraînant beaucoup plus de mutations négatives que positives. Qui irrigue élève considérablement le rendement et avec la teneur en eau, la fadeur ; et qui plante des pêchers en ligne sur des hectomètres, la monotonie. Qui enferme les volailles en les gavant de tourteaux accélère leur croissance, mais leur chair sera molle, et si elles sont nourries de granulés elles auront un autre goût que si elles l'avaient été de grains et de lombrics. Qui précipite le cycle des végétaux ou des bêtes, ne leur laisse pas le temps d'élaborer leurs sucs et de devenir ce qu'ils sont. En voulant des tomates en décembre il produira des tomates qui auront goût d'hiver. Qui veut avant tout de beaux produits, bien calibrés, produit de l'apparence : vous ne mangerez plus de la fraise mais sa peinture. Qui standardise les variétés augmente la production, mais diminue le choix. Qui remembre aux fins d'utiliser les machines travaille plus vite, mais fait du

bocage un désert. Quand on cure les ruisseaux pour drainer, on doit renoncer à la truite et à l'écrevisse, et lorsqu'on défriche, au paysage. Qui élève le paysan selon le modèle du petit-bourgeois fait du village une banlieue pavillonnaire, et celui qui le chasse au nom de la rentabilité substitue à des pays habités par des hommes des terrains vagues peuplés de machines. Qui intègre dans le marché et dans le système industriel uniformise ; il fait l'Europe du quintal, non celle des Flandres et de la Sicile. Pour produire des calories il détruit les cultures. La rentabilité telle que la définit le premier plan Mansholt est-elle rentable ? Et son auteur est-il qualifié pour en corriger les effets ?

1. Les nouvelles nourritures

1. *Se nourrir d'apparences.* La production agricole augmente. Mais la production de quoi ? Dupe des mots et des chiffres, on parle du kilo de poulet ; mais le poulet de tunnel est-il encore du poulet ? On mangeait des nourritures savoureuses ou immangeables, on consommera désormais de la calorie : des hydrates de carbone ou des protéines en forme de poire ou de bifteck, vérifiées par l'institut d'hygiène. Mais l'hygiène c'est aussi la pollution par le DDT. On l'interdira et on le remplacera par un autre pesticide, dont les études prouveront plus tard qu'il était d'une nocivité inattendue. La terre n'étant plus que le support des éléments chimiques, on la bourre d'engrais ; mais il ne faut pas s'étonner si nos pommes primes ne sont plus que potasse au nitrate. Et comme c'est encore la chimie qui aide à les empêcher de germer, rien de surprenant si la bintje a un relent de Péchiney ; et si notre lait hygiénique, qui ne tourne plus, a un goût de pharmacie. A la conservation chimique, qui empêche le beurre d'un mois de rancir, ajoutons le froid qui fait que les aliments ne pourrissent plus quand ils ne sont plus frais.

La critique de l'agrochimie par l'agriculture « biologique » comporte une large part de vérité, même si elle prend parfois un tour trop systématique. Quand

tout devient chimie dans l'agriculture, il faut bien que ses produits ne soient plus que des produits chimiques. Et si la nostalgie de l'aliment naturel est exploitée par de petits escrocs ou de grands trusts du yaourt, il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui il vaut mieux peler les nectarines (!) avant de les manger. Et tel producteur ne vous cachera pas qu'il se garde bien de consommer les pêches qu'il traite vingt fois, et qu'il a ses pêchers de vigne à lui qu'il laisse pousser ou crever sans traitements.

Mais si l'on parle de la pollution des aliments par la chimie, on ne dénonce pas assez publiquement l'autre effet de l'industrie agricole : leur manque de saveur. Depuis toujours les hommes jugeaient de leurs aliments d'après leur goût, mais il n'en est plus de même depuis que les terroristes du gramme et de la calorie prétendent leur apprendre à manger. L'idée que les nourritures puissent avoir d'autres vertus que nourrissantes — un goût par exemple — ne les effleure même pas. Comment ? La cerise ou le gigot ne se réduiraient pas à leurs facteurs mesurables : au poids, au calibre ou aux éléments chimiques ? On invoquerait le plaisir qu'il y a à déguster des cèpes ? Holà ! Misérables vicieux et ignorants qui prétendez juger en fonction de vos papilles, place aux scientifiques : économistes, agronomes ou diététiciens qui planifieront votre table pour votre bien ! Les belles fraises conçues par l'INRA sont sans goût ? On les parfumera à la fraise.

C'est ainsi qu'on sélectionne des espèces à bien plus fort rendement, qui produisent des fruits plus gros, plus réguliers. Et qu'au lieu d'exposer les légumes aux vicissitudes du climat, on les cultive dans des serres chauffées. De même pour les bêtes qu'on immobilise dans le noir afin de leur faire gagner, le plus vite possible, du kilo. On obtient ainsi des poulets en un mois, mais il ne faut pas oublier que la bête ou la plante ne fait que transformer les éléments qu'on lui fournit : le pois-

son qui vit dans l'eau claire de crevettes aura goût de crevettes, et celui qui se nourrit d'ordures dans de l'eau d'égout aura goût d'égout. Donc si l'on change la nature et la façon dont les nourritures se nourrissent, on change leur saveur, qui est le signe de leur qualité originale. Le changement entraîné par la modernisation de l'agriculture et de l'élevage aux fins de production est rarement positif ; quand il l'est c'est généralement au début. Ainsi la chair des bovins s'améliore quand ils ne sont plus utilisés pour le travail, tant qu'on les engraisse au grand air avec des grains et du fourrage. Alors leur viande devient plus tendre tout en restant ferme et savoureuse. Mais lorsque l'obsession de la rentabilité aura diffusé partout le « baby-bœuf », le bifteck saignant deviendra aussi rare qu'au temps des vaches de travail. Nous serons redevenus pauvres en bœuf.

Par quel miracle la quantité : le rendement et la rentabilité, coïnciderait-elle avec la qualité ? Il n'y a aucune raison, ce serait plutôt le contraire. Quand on élève des truites ou des cailles en masse en les gavant dans un espace clos, on en produit bien plus qu'il n'y a de truites ou de cailles dans un canton, mais le produit d'élevage est bien inférieur au sauvage. Qui comparerait le goût de la fraise des bois avec celui de la fraise ordinaire ? Il en sera de même du goût de la fraise ordinaire et de celle que l'on force sur du nylon. Quand on obtient l'abondance, dans bien des cas c'est l'abondance du peu.

Et quand le souci du transport ou de la conservation détermine la production, là aussi cela se fait aux dépens de la saveur. La conserve industrielle, en boîte, surgelée ou déshydratée, n'échappe guère à la malédiction de l'insipidité. Les bonnes conserves sont telles grâce à des procédés traditionnels, comme la fermentation, le vinaigre, le sel ou la fumée, qui en font un tout autre produit que le produit frais, ainsi la chou-

croute, le hareng saur, le caviar et même la sardine à l'huile. En revanche le poisson indéfiniment maintenu frais par le frigo n'aura rien de commun avec celui qu'on vient de décrocher du hameçon, ni les petits pois en boîte avec ceux que l'on vient d'écosser. Le produit industriel a du mal à lutter avec celui que fabrique la famille ou l'artisan. Quel rapport y a-t-il entre la soupe en conserve et la garbure que confectionne la ménagère ? Et entre ses confitures et celles qu'on fabrique à la tonne ? Il suffit de comparer les produits des meilleures marques de charcuterie avec les charcutailles des fermes corses, basques ou béarnaises.

Quand on recherche aussi systématiquement qu'aujourd'hui le seul rendement, on obtient un meilleur rendement, mais c'est tout. Si l'on avait cherché des produits plus délectables, sans doute avec nos moyens les eût-on trouvés. Qui veut trop de fruits ou hors saison n'en a plus que le spectacle. Comment peut-on identifier l'incomparable : la larve géante qu'on gave de granulés innommables sur ses déjections saupoudrées d'antibiotiques et le porc qui court librement à la glandée ? C'est identifier l'être au néant : au tourteau de palme ou de farine de poisson en forme de porc.

Comme dans les autres industries, l'organisation du travail et de la production agricole a mené à la standardisation. On élimine les variétés et les espèces en se référant toujours aux mêmes critères quantitatifs et économiques. Or les produits les plus délicieux sont souvent de rendement médiocre, ils ne paient pas de mine et résistent mal au transport et à la conservation. Tout cela les fait sacrifier à la variété qui produit beaucoup de superbes fruits, fermes et sans saveur. On aboutit ainsi à une nourriture à l'américaine, riche en calories, mais insipide et pauvre parce que peu variée.

Les U.S.A., miroir d'un futur proche, nous montrent à quel point la nourriture quotidienne d'un pays « dé-

veloppé » peut-être indigente : l'organisation de l'abondance quantitative aboutit au rationnement qualitatif. Les héros des romans policiers en sont réduits à raffiner sur la cuisson du plat unique : les sempiternels œufs au bacon. (Quels œufs ? Quel bacon ?) Comment l'aimez-vous ? Très cuit ? A peine ? Quand Steinbeck veut décrire un sympathique caboulot de la campagne californienne[1], il nous parle des appétissantes pyramides de boîtes de soupe. Et pour la carte c'est vite fait, en dehors des haricots (d'ailleurs mexicains) la grande spécialité de la maison, restent le bifteck et les hamburgers. La pâtisserie, elle arrive par l'autocar de l'usine à tartes où la glaire — pardon, la crème — pâtissière sort à longueur de journée d'un intestin en néoprène. On me répliquera que la cuisine des USA, pays d'immigrants, réunit toutes les nourritures du globe. Seulement pour les goûter ce n'est pas au snack quotidien qu'il faut aller, mais au restaurant grec, chinois ou français, qui est toujours tant soit peu de luxe. Il n'y a d'ailleurs qu'à voir le plaisir avec lequel les Américains découvrent en France la garbure ou le bœuf-mode familiaux, ou le prix fixe des petits caboulots. Allez les chercher dans les bourgades du Dakota du Nord ! Le voyage dans les provinces de France ou d'Italie s'identifie à la découverte de leurs plats, la variété des sauces répondant à celle des paysages. Mais que les Américains se dépêchent, l'Amérique a débarqué pour nous libérer de nos joies. Bientôt, comme la nature, la cuisine française ne se trouvera plus que dans quelque prestigieux parc national, comme celui de Point à Vienne.

2. *L'invasion de notre table.* A l'invasion progressivement accélérée des paysages et des sociétés rurales par l'impérialisme industriel réplique celle de notre table par la nourriture standardisée de la chimie. Celle-

1. *Les naufragés de l'autocar.*

ci tend à se constituer en système ; après avoir absorbé l'industrie textile, elle absorbe l'industrie alimentaire dont elle contrôle successivement tous les secteurs sous l'action de la logique du profit et du pouvoir. Et le trust du yaourt ou du pain réplique à celui de la fonte, avec tous les avantages et les inconvénients que le monopole et la standardisation impliquent pour le public. Cela se fait bien entendu au nom de la science et de la raison, de la productivité et de la morale : pour l'hygiène ou le bonheur du peuple. Il ne mangeait du poulet que le dimanche, il en mangera tous les jours à la cantine grâce aux hormones. Et l'Etat s'unit au trust pour mettre de l'ordre dans le désordre de la nature et de ses fruits. Au nom de la nécessité économique ou même de la qualité, la loi interdit les produits qui ne répondent pas aux normes. Grâce à quoi la belle pêche fade chasse celle qui mérite son nom. Et quand il n'y aura plus que celle-là, les consommateurs ayant oublié le goût de la pêche, ils seront bien obligés de s'en contenter.

Français ! On vous a privés de pain, de poulet, de porc ; si vous continuez à vous taire on vous privera de bifteck et de frites. Cela a commencé par le pain, pour maintes raisons : les blés sélectionnés, la farine et la levure industrielle, le four au mazout, le pétrin accéléré, etc., et pour finir l'usine à pain, de l'anus de laquelle il sort bien moulé. Après quoi on est passé aux fruits et légumes, puis au cheptel et aux produits laitiers. Maintenant les états-majors font leurs plans et rassemblent leurs divisions motorisées aux fins d'organiser l'offensive contre les fromages. Les Français n'aiment pas les plats cuisinés que la régie Renault se prépare à lancer sur le marché ? La TV les persuadera du contraire, et leurs femmes dûment chapitrées leur mijoteront un Royco qu'ils devront bien avaler faute de mieux. Au besoin on instituera un permis de cuire, et l'on organisera de telle façon les travaux et

les loisirs de la ménagère qu'elle n'aura plus de temps à perdre à assaisonner la laitue, qu'on lui livrera toute gluante de la mayonnaise d'Esso.

Très tôt la loi a condamné les Français, au nom du salut de l'Empire — et ils continuent au nom de la francophonie et du FIDES — à la banane en gelée : africaine tuberculeuse mûrie en cave au gaz. Un café d'une bonne encre noire aidait à la faire passer : pas plus que les Canaries, le Brésil ou la Colombie n'ayant eu la chance d'être canonnés par Mangin. Puis l'industrie a mis au pas les vergers, les Français étaient pour ou contre Libby's, mais toujours pour ce qu'il fabrique ; sans doute y a-t-il eu court circuit entre le palais et les méninges. Ainsi il y a de la golden pour tous : *America go home !* Et même de trop. En dépit de quelques îlots de résistance dans le secteur de la poire Williams, bien paysanne malgré son nom, et de la prune reine-claude — fasse que ses crevasses dorées attirent toujours les guêpes ! — l'adversaire a dû capituler. Et le marché a été envahi par des jolies choses brillantes, fardées de ce vermillon à la fraise qui est le signe de l'insipidité. Philippe Lamour (de la nature sans doute) organisa une puissante base nautique alimentée par le Rhône quelque part entre Avignon et Carcassonne, et des paysans avisés arrachèrent leurs vignes pour se consacrer aux vergers irrigués. Opération rentable (en défalquant les milliards d'investissements fournis par les Français) ; le marché du vin était saturé, mais quand même moins qu'aujourd'hui celui de la prune à l'eau. D'autant plus qu'on a fait de même dans les collines d'Armagnac, où il vaut mieux être producteur d'Armagnac. M. Philippe Lamour l'a bien compris, qui s'est consacré à l'élevage du veau de Westphalie dans sa batterie géante de la Grande Motte.

Puis le légume à son tour a bénéficié de la modernité, et la pomme de terre, maintenant plutôt de potasse dûment chapitrée et saupoudrée, a perdu goût de

terre : reste à vrai dire la forme qui a des progrès à faire. Mais surtout la grosse attaque s'est portée sur la nourriture des pays riches : les viandes. Comme en 1914-1918 la grande industrie et l'Etat se sont associés pour sauver la France : l'Etat a décidé de réserver les subventions à l'élevage rationnel du porc de qualité, c'est-à-dire nourri de granulés. Ainsi, subventionné, celui-ci deviendra rentable, et les paysans qui se seront mis à l'élevage comme aux vergers industriels une fois ruinés, Sanders réglera la production de façon plus rationnelle. On a commencé par mobiliser le poulet, animal grégaire, puis la dinde qui fait tout ce qu'on lui dit. Puis on est passé à la pintade et au canard qui prenaient des airs d'indépendance. Grâce aux granulés, on mange ainsi du canard en mangeant du poulet. Si cela continue, on aura bientôt de la bécasse de tunnel qui aura le goût du poulet qui n'a goût de rien, sauf un petit relent curieux, mais de quoi au juste ? Pompidou ayant donné de la voix, on nous mijote dans les cuisines de l'INRA un baby-bœuf de derrière les silos dont vous me donnerez des nouvelles. Et enfin, victoire ! les ovins qui s'étaient réfugiés dans le maquis corse, cernés par une équipe d'agronomes, ont dû se rendre et filer à leur tour vers le camp de prisonniers. Pour ce qui est des beurres et fromages, Danone et Gervais en ont pris le contrôle, et comme les yaourts, ils en voient de toutes les couleurs synthétiques. Le conditionnement s'améliore : le plastique tiré à quatre épingles redouble la croûte suspecte. Nous avons du roquefort brillant, nous aurons du camembert géant, juste à point en bidons de polyéthylène. Reste encore la mer qui prétend nous fournir en hareng sauvage : un tel luxe n'est plus de notre époque. Elle n'en a plus pour longtemps, et l'on s'apprête à élever en masse les sardines à la farine de poisson du Pérou. On enseignera la diététique aux soles de la mer du Nord, qui apprendront à transformer directe-

ment en protéines le pétrole échappé des sondages d'Ekofisk.

La rationalisation doit aller jusqu'au bout, c'est dans la nature de la logique. Bientôt les critiques de l'agriculture biologique seront dépassées. Car il ne va plus s'agir d'une falsification des nourritures par la pétrochimie, mais de leur dé-naturation radicale. Jusqu'ici elle polluait les nourritures à force de pesticides ou d'hormones, ou elle modifiait le goût des plantes et des viandes en bouleversant leur alimentation, désormais elle ne nous empoisonnera plus, mieux elle nous nourrira. « La société British Petroleum annonce que dès l'automne 1971 son usine de Lavéra produira de 16 000 à 20 000 tonnes de protéines de pétrole assimilables [1]. » Ne vous inquiétez pas « celles-ci seront exclusivement utilisées dans la fabrication des aliments pour le bétail [1] ». Puis quand vous aurez pris l'habitude du pétrole en forme de porc, on vous nourrira à votre tour de granulés. Vous n'y verrez que du feu le jour où vous aurez oublié le vrai jambon. Comment concevoir le goût du pain le jour où on l'a perdu ? Et il faut bien le dire, ces nourritures sont absurdes au temps des fusées : le poil, la plume et le bréchet ! Tandis qu'une pilule hop ! c'est fait, plus besoin de décortiquer la pince du homard pour extraire quelques bribes de protéines. Saint-Gobain va aider l'humanité à survivre en la gavant de rations K comme les astronautes. Un seul produit chimique sera bifteck, frites, rouget, foie gras, donc homme.

A ce stade il n'est plus question d'agriculture, qui est toujours forcément biologique, ni même d'agrochimie, la chimie ayant complètement éliminé l'ager. On aboutit ainsi à une nourriture quantitativement riche en hydrates de carbone et en protéines mais qualitativement pauvre en saveur et en variété. Ainsi va se

1. Cf. *Le Monde*.

perdre une des grandes joies de la vie, et une joie quotidienne : rompre le pain, ronger l'os. On ne se mettra plus à table, on avalera négligemment deux comprimés avec un verre d'eau pour se soigner du mal de vivre. L'esprit n'aura plus l'occasion d'enregistrer les satisfactions du corps : plus que celui-ci c'est celui-là qui en souffrira. Par l'intermédiaire de ses fruits, l'homme ne communiera plus avec la terre sous les trois espèces du pain, du vin et du fromage. Que vaudront alors nos fêtes, nos réunions de famille ou d'amis ? Conformément au rêve des puritains de tout poil, le plus grand nombre mangera ordinairement seulement pour vivre. Le repas sera une corvée qu'on expédie en silence en se gavant d'apparences chimiques ou télévisées, l'abondance même de cette alimentation insipide et monotone la rendant d'autant plus écœurante. Et des hommes se mettront peut-être à rêver des temps de famine où des produits rares et savoureux leur donnaient de l'appétit.

3. *Des protéines pour le peuple, du bifteck pour le roi.* La disparition du pain, de la pêche, du repas, on ne peut guère imaginer plus grand changement dans l'histoire des hommes. Or celui-ci n'a pas été enregistré ; on s'obstine à parler de pain et de pêche comme si de rien n'était. Certes, au niveau des conversations particulières, notamment dans la bourgeoisie cultivée, on déplore la dénaturation des aliments et la perte de leur saveur, et l'on recherche le pain, les fruits ou les charcutailles de campagne. Mais le total de ces jugements privés ne forme pas une opinion. La gastronomie n'influence pas l'agronomie, et jusqu'à une époque récente les points de vue qu'il arrivait à La Reynière de défendre dans *le Monde* étaient ignorés de son collègue Doutrelant qui tient à deux pages de là la rubrique agricole. Et même l'opposition, quasi clandestine, de l'agriculture biologique insistait plus

sur les pollutions que sur l'absence de goût des produits de l'agrochimie. Curieuse schizophrénie des opinions privées et de l'opinion publique, de la production et de la consommation ! Dieu sait pourtant que les Français avaient jusqu'ici grande et fine gueule ! Il faut croire qu'ils ne tiennent pas plus aux libertés du pot qu'à celle de l'individu. Sans doute le goût des aliments est-il un critère trop abstrait, trop subjectif pour cette époque scientifique. Ce que l'on refuse au fond dans cette affaire en écartant le critère du goût, c'est la validité de l'expérience personnelle du réel. Pourtant le goût n'est pas vaine littérature : si un jour votre Saint-Honoré a goût de homard, méfiez-vous-en, ce n'est pas pour rien que celui de la truite pourrie se distingue de la truite fraîche. Ne vous laissez pas intoxiquer par la Faculté, depuis qu'elle collabore avec l'industrie, elle est vendue : le goût intègre toutes sortes de facteurs qui échappent aux sciences spécialisées. Aussi n'hésitez pas à juger de la qualité de la fraise peinte, et même de la société qui la produit, sans attendre le résultat des études scientifiques en cours. Vous avez le droit de vote, oui ou non ?

Cependant comme on n'élève pas encore des hommes dignes du veau que la chimie leur fabrique, des réticences se font jour dans le privé, et la consommation de pain ou de golden baisse pour des raisons mystérieuses. Donc la dégradation des nourritures émergera sans doute un beau jour au niveau de l'opinion, comme celle de l'environnement. Ainsi les responsables commencent à prendre le vent et changent d'air de flûte, cessant de vanter l'abondance de viande engendrée par le progrès ils admettent que le poulet de batterie est inférieur au poulet de grain.[1] Mais nous ne

1. « On ne trouvera plus le poulet d'avant-guerre parce que personne ne l'achèterait au prix qu'il coûterait. De même, le porc gras se vend encore au prix du porc charcutier : le jour où l'on calculera son prix de revient réel, il tendra aussi à

pouvons pas nous offrir le luxe des pauvres : après-demain peut-être quand la production d'hydrocarbure aura quintuplé, on verra, on vous offrira peut-être un quignon de pain paysan arrosé d'eau de source. En attendant on peut tout au plus entretenir une « agriculture de luxe » — c'est-à-dire une agriculture dans certaines régions de montagne où il faut des troupeaux pour empêcher que la neige ne glisse sur le foin et ne détruise les stations de ski. M. Mansholt envisage un double secteur : une fois l'homme gavé on pourra le nourrir. Quand presque toutes les fermes auront disparu, on se décidera à comptabiliser la saveur des produits agricoles et à la sanctionner par le prix. Il y aura deux secteurs, celui de la quantité : de l'abondance du rien, et celui de la qualité, qui est aussi celui de la variété, donc de la liberté. A côté du fœtus de batterie, il y aura le bébé de la vache « sous la mère » qui est un produit artisanal, et même un objet d'art. On ira se fournir en guignes comme de chandeliers chez l'antiquaire. La distinction entre la quantité et la qualité va enfin sortir de la métaphysique : au peuple toute la quantité et à l'élite toute la qualité. L'un étant gavé à prix fixe de protéines de pétrole, l'autre se nourrira et vivra à la carte de jambon et de paysages de montagne : la charité des riches est inépuisable.

Et maintenant, Français parmi d'autres, puisque pour la dernière fois peut-être, je puis encore m'en nourrir,

disparaître. (Interview des dirigeants agricoles des Pyrénées-Atlantiques dans *Sud-ouest.*) Quant au poulet de grain, « très peu de ménagères accepteraient de payer à leur prix ces poulets de grand luxe ». (J. Castaing, ingénieur agricole, dans ce même journal.) Autant dire qu'on nous condamne à manger de la rentabilité au lieu de porc ou de poulet. Ce système étendu à tous les domaines mène loin.

à la gloire du pain, du gigot, des légumes et des fruits, je lève mon verre plein du sang de la vigne ; et je le brise sur la gueule du profit chimique. Mais elle est, hélas ! de marbre.

2. De quelques belles saloperies comestibles

Crions sur les toits (du moins si quelque éditeur nous y autorise) ce que chaque bouche ou estomac pense tout bas : que sous prétexte de nourrir le peuple on le condamne à un infâme prix fixe de cantine [1].

Du pain plastique, ou paysan.

Les blés, les moulins, les pétrins, les fours ne sont plus les mêmes : ni le pain. Il a changé, et ce n'est pas en mieux. Car le bon pain n'est pas le produit de la mécanique du marché ou de la technique mais du désir et de la volonté des hommes. S'ils le veulent, ils l'auront ; nulle usine à pain ne le leur livrera tout mâché sous la dent.

Notons qu'Asterix s'est laissé ôter le pain de la bouche sans un mot. On peut en déduire que le fier Gaulois est mûr pour bien d'autres frustrations. Il est vrai qu'il a le défaut de se nourrir d'illusions, c'est sans doute pourquoi il se contente d'une illusion de

1. « Une réglementation va bientôt être arrêtée en France concernant l'utilisation de protéines dans l'alimentation humaine, a indiqué un représentant du ministère de l'Agriculture. Pour le moment, leur emploi est autorisé pour la cuisine, les collectivités et pour les préparations à base de viande dans une proportion qui ne doit pas dépasser 30 %. » Communiqué à la presse en 1972.

pain. Pendant mille ans, et de nouveau pendant la guerre, il a rêvé de pain blanc. Et celui-ci est blanc en effet, comme le plâtre dont il a la consistance tour à tour spongieuse ou pulvérulente, un tel ersatz ignorant le rassis. Et il ne reste plus à l'amateur de pain qu'à se fournir en pain blanc plus ou moins artificiellement noirci. On ne peut pas tout avoir, nous avons le blanc et c'est tout ; et quand nous voulons du pain complet, il est effectivement complet, sciure et son compris. Notre pain blanchi se fournit en croûte chez Ripolin qui le recouvre d'un vernis jaune qu'il n'y a plus qu'à saupoudrer de farine pour en faire du pain paysan. Ne le humez pas, il n'a plus d'odeur, comme les boulangeries où on le vend. N'y touchez pas, sans cela le mirage se dissipe, soit qu'il se brise en mille miettes, soit que bientôt il se métamorphose en un plastique qui se refuse au couteau. Comme tous les mirages celui-ci n'a pas de poids : on s'étonne que ce pet sans odeur ne s'élève pas dans les airs. Mais surtout il faut éviter d'y mettre la dent. On nous a fait perdre l'inimitable goût du pain, dont le souffle tiède et salé donnait à la sortie du four envie d'en rompre la croûte ; et les boulangers s'étonneront que les Français n'en consomment plus. D'après *le Monde* ce serait parce qu'ils sont trop bien nourris. A mon avis, en ce qui concerne le pain, c'est plutôt parce qu'ils le sont trop mal. Il n'y a qu'à voir à quel vitesse la miche disparaît quand par hasard ils en trouvent du vrai.

Car il arrive encore qu'il y en ait dans les dernières campagnes : ce n'est pas par conscience mais par ignorance. Et tôt ou tard le boulanger capitule ; s'il n'a pas les moyens de se payer des machines à pain, il met la « pastille », et le blanchisseur succède au mitron. L'amateur en quête de pain n'a plus d'espoir d'en trouver qu'au plus creux des campagnes ou de Paris, où pour très cher il trouvera du pain presque paysan. Mais en général le « pain paysan » est aussi fallacieux

que l'autre. Au pain blanc réplique le plain complet couleur de pain de guerre, et au pain gonflé le pain massif : le *Bauernbrot* qui se fabrique à la chaîne dans la Ruhr. Ce pain surnaturel vaut deux fois plus, tandis que le vrai pain survivant, comme tout ce qui est naturel ignore qu'il l'est et vous le payez au prix officiel.

Ainsi fut réalisé grâce à l'industrie ce rêve démocratique, le pain blanc pour tous. Espérons qu'il n'en sera pas de même de la fraise, de la nature, de la liberté, pour tous.

De la batavia d'Islande et de la tomate leucémique.

Le légume de grand air a deux défauts : il vient en ses temps et lieu, et il a son goût, qui n'est pas forcément celui de tout le monde. Grâce au butane et au nylon, il poussera bien plus vite et en tout temps n'importe où dans une solution d'engrais, et n'ayant aucun goût il plaira à tout le monde. La chicorée tout en restant frisée enfin ne sera plus amère ; tant pis pour ceux qui l'aiment pour ce qu'elle est, ils mangeront de l'endive. Celle-ci est en effet le légume idéal, calibré, standardisé, on le produit en série en cave. Mariée en blanc à une tranche de jambon Mansholt rose aniline, sur un lit de béchamel elle forme un couple idéal doté de toutes les vertus économiques et morales. On comprend que ce blanc manger soit l'aliment de base de toute cadre moyen.

Le légume venait du jardin, il vient aujourd'hui du marché : le seul, qui est mondial. A peine arraché à la terre ou à la tige on le jetait dans le pot, maintenant on le transporte et on le stocke ; et un relent de cave remplace l'odeur de vert. Fidèle au poste, quelle que soit la rigueur de l'hiver, l'artichaut est bien là dans sa cuirasse byzantine, prêt à varier les blandices de l'endive ; mais si vous avez le malheur de l'ouvrir, il

n'a plus rien de commun avec celui qu'on récolte en mai contre le mur du fond. Certes on le mange encore feuille à feuille, pressé d'atteindre le cœur ; mais si celui-ci n'a pas la consistance du foin, il en a le goût.

Comment au plus blême de l'hiver avoir la pourpre de l'été ? C'est pourquoi nous rêvons de pomidoro. Juste une petite cuillerée de sauce tomate, et les nouilles les plus nouilles prennent de la couleur et du goût ; c'est pourquoi on met cette sauce à toutes les sauces. Quelques rondelles de corail autour du salami Bayer, et le hors-d'œuvre promet une suite, qui d'ailleurs le plus souvent ne vient pas sur le plastique à fleurs des réfectoires. L'opulence, qui est la sottise, bourgeoise se glorifiait d'avoir des tomates pour Noël, grâce aux transports rapides le peuple peut à son tour se nourrir de standing. Malheureusement ce fruit, venu d'un lointain soleil comme la figue, supporte mal le transport quand il est mûr : aussi l'expédie-t-on à la fois vert et mûr. La tomate rentable a donc un teint maladif où se mêlent le vert-jaune et le rose comme chez les tuberculeuses de l'époque romantique ; quand on l'ouvre il en découle un pus vaguement sanguinolent qui semble indiquer qu'en effet les poumons sont atteints. Mais que l'on ne s'inquiète pas, ce pus ne sent rien, sinon peut-être le désinfectant, ce qui rassure.

La science qui a contribué à nous fournir cet objet important continue de s'en occuper. La tomate doit encore progresser, elle n'est pas encore calibrée : laissée à elle-même elle hésite entre la groseille et la citrouille et prend les formes les plus inattendues. On a mis fin à ce scandale. Mais on ne s'en tient pas là, car si la sphère pose des problèmes à l'emballage, le cube est autrement facile à empaqueter. L'INRA nous prépare donc des tomates cubiques. Merci, le cube est autrement savoureux que la sphère. Mais tant qu'à produire une tomate qui n'en a plus la forme ni le

parfum, je lui propose de sélectionner la non-tomate. Elle offre tous les avantages de l'inexistence. Elle aussi ignore le temps et le lieu, on peut la produire immédiatement n'importe quand et n'importe où. Facile à transporter, elle l'est aussi à stocker : même sans frigo elle ne se gâte pas. Elle est digeste, et la production peut croître indéfiniment sans risque de surproduction ; et elle n'a pas moins de goût que l'autre. On me dira que les consommateurs manqueront de vitamines ; mais M. Bayer est prêt à les leur fournir.

De la fraise peinte au bigarreau dum-dum

La tomate Mansholt manque de couleur, mais il ne fait pas de doute qu'on va lui en donner : c'est déjà fait pour la fraise du même. A défaut de goût on peut en effet ajouter la couleur, qui en est le signe, mais qui ne va pas sans déception : vous croyez donner de la dent dans du printemps de Plougastel, pouah ! c'était du vermillon de Duisbourg. Les Ibères, modestes précurseurs, savaient déjà donner du vert aux petits pois de conserve qui agrémentent leur paella ; nous savons désormais peindre les fraises couleur de fraise, sans doute la mélange-t-on aux divers produits dont on ne cesse de les arroser. La fraise vulgaire, de taille et de forme irrégulière, passe en général du rouge au rose et au vert, la fraise rentable en dépit du nylon est d'un pourpre agressif ; et comme lorsqu'on en approche le nez il ne s'en dégage aucune odeur, elle semble en plastique. Elle en a d'ailleurs le brillant transparent qui annonce qu'on va manger de la cire. La formule « trop beau pour être vrai » a dû être inventée pour elle. Enorme, sanglant, ce gland turgescent est l'image même du désir : du désir de fraise, fatal aux femmes enceintes. Il sera enfin comblé quand Bayer, après avoir fourni la couleur, fournira le parfum : la fraise des bois n'étant au fond qu'une minuscule usine de par-

fum synthétique au rendement lamentable. Des essais sont en cours supervisés par Danone dans le secteur du yaourt.

Le marché réclame des fruits spectaculaires et transportables. Qu'ils soient mangeables est secondaire, dans notre société de consommation s'ils sont produits, ils seront consommés. D'autant mieux qu'il n'y en aura pas d'autres, et que la publicité aura augmenté la production d'appétit.

Les diverses espèces de cerises avaient le défaut d'être peu transportables, l'amourette, petite brune douce aux yeux noirs, ne pouvant guère être consommée que sur l'arbre. Vous faites monter votre amie dans les branches, et vous vous régalez. Quant aux guignes, qui ne tiennent guère même avec l'aide du frigo, elles sont souvent attaquées par les merles qui s'y connaissent, et elles ont parfois des asticots. La science n'a pas encore réussi à mettre au point une machine à cueillir des guignes, comment constituer des stocks, établir des courbes, créer un marché ? La guigne n'a pas assez de consistance pour accéder à la dignité de fait économique. C'est pourquoi l'on a préféré le bigarreau qui est gros et bête ; le plus bête, le plus fade mais le plus productif, étant le bigarreau Napoléon, ainsi nommé parce qu'il servit de projectile à ce militaire. Vous ne l'aimez pas ? Vous serez bien forcé d'en manger, c'est le seul inscrit à la carte. Comme il avait donné des preuves de sa résistance au stockage et au transport, il fut élu star de la cerise rentable, et toutes les autres espèces abandonnées par le pépiniériste digne de ce nom. Vous ne trouverez guère de guignes noires que sur le vieux cerisier que les bulls n'ont pas arraché, juste à côté de la ferme en ruine. Cueillez-les, personne plus ne les ramasse ; savourez-les, et rappelez-vous qu'aujourd'hui « elles ne valent plus rien ». Quand reviendra-t-il le temps des cerises ?

De la pêche, de la prune et de la poire aqueuses à la « golden insipidous ».

Nous mangions des pêches, des jaunes de septembre, pas des prématurées de juin : une rose d'automne est plus qu'une autre exquise. Comment ne pas mordre à pleine dents dans ces joues juteuses et veloutées ? Attention au costume ! Et ce serait dommage d'en perdre une seule goutte. Mais comme depuis nous avons eu droit à la pêche Mansholt, il ne nous reste plus qu'à manger du pain noir, de la mauvaise pêche d'autrefois : celle de vigne. Elle n'est pas bien grosse et paie peu de mine, mais au moins est-ce une pêche. Ou bien nous irons dans un pays sous-développé où il reste encore des paraguayas.

La guerre est gagnée, l'économie a triomphé de la gastronomie, et le phytocide à eu lieu : la collaboration bienveillante des trusts profiteurs de la loi du marché et de l'Etat défenseur de la loi a permis d'éliminer les pêches de qualité inférieure, c'est-à-dire celles qui ont du goût, et qui risqueraient d'en profiter pour faire une concurrence déloyale à la pêche officielle. Et dans tous les hypermarchés communs, de celui d'Abborrträsk (Norrland) à celui de Ploagne (Sardaigne) il n'y a plus que la pêche étalon. Elle est grosse, à la fois couleur de pêche et verte (on n'a pas encore mis au point la pêche dum-dum qui bien que mûre supporte le transport) ; quant au goût de cette abstraction voir les paragraphes précédents. Une pêche jaune insipide : saluons cette performance de la technique.

Mais la poire ou la prune rentables le sont tout autant. Si vous prenez la précaution de les peler et de vous laver les mains, vous pourrez les goûter ; elles ont le goût de l'eau que leur a prodiguée l'irrigation, mais pas d'eau de source. Si vous insistez vous détectez bientôt l'inévitable arrière-goût de tant de fadeur : celui de la

chimie. Mais bientôt après le vingtième traitement des poiriers (?) on pulvérisera du parfum de poire (Ch. 27 — Di 73 — JJ°+° etc.).

En hiver vous avez l'orange au dyphénicarbol, etc. Ce fruit d'irrigation offre l'avantage d'être parfois sec, ce qui dispense de le manger. Mais surtout le peuple a de la golden, toujours de la golden, et encore de la golden. On t'en fournira jusqu'à ce que tu la dégueules : nous vivons dans la civilisation de l'abondance. Elle est partout dans les boutiques et sur les tables, des camions la vomissent en masse dans les dépotoirs où cette belle américaine fraternise dans la pourriture avec sa sœur : la bagnole. Maintenant concentrez-vous, encore un effort, vous voyez bien que ce doucereux parenchyme exhale un vague parfum : le dernier souffle de la pomme en train de rendre l'âme.

Si le fruit industriel vous dégoûte, consommez du jus de fruits en boîte, au moins il aura goût de boîte. Mais n'essayez pas de faire des confitures de prunes si quelque producteur désabusé vous invite à piller son verger : il est difficile de faire des confitures d'eau. En espérant que Libby's ne vous fera pas un procès, comptez au moins cinq kilos de sucre par litre — pardon kilo — de prune. Laissez bouillir pendant trois jours, le résultat est remarquable : quelques pruneaux bouillis dans la mer Noire. Pour ce qui est d'Alexandrine Drouillard, comme elle n'est elle-même que liquide, il est tout aussi délicat de la réussir au sirop, même à grand renfort de sucre. Dans le bocal ou cette anémique est noyée, elle n'est que l'ombre d'elle-même. Et si vous l'extirpez (attention à ce que ce fantôme de poire ne se dissolve pas), même à grand renfort de rhum vous ne lui remontez guère le moral. Le mieux est de l'enlever de l'assiette, de la jeter à la poubelle et d'avaler le jus désormais supportable.

De quelque chose en forme de poulet

Le peuple de la France des villes et des campagnes qui rêvait de pain blanc rêvait aussi de poulet tous les dimanches. La communion à l'église était incomplète si elle n'était suivie de celle de la famille autour du poulet rôti, la poule au pot étant considérée comme moins distinguée. Alors qu'aujourd'hui — du moins tant qu'il y a poule — elle deviendrait plutôt snob comme tout ce qui est populaire. Le sacrifice du poulet rôti sur la table dominicale était réglé par les rites : Pépé obligatoirement était condamné au blanc, même s'il louchait vers le sot-l'y-laisse : il a de si mauvaises dents ! Et fiston au pilon, qui est le meilleur morceau. Papa d'autorité se réservait la contrecuisse et maman se sacrifiait en mangeant la carcasse. Maintenant plus de discussion, l'un valant l'autre, et d'ailleurs maintenant on mangerait plutôt de la pintade.

Le poulet en effet avait goût de poulet mais il avait des défauts. Il mettait du temps à croître, perdait du kilo dans des errances ridicules à la poursuite des lombrics, une quantité appréciable de protéines se gaspillait en cocoricos matinaux et en piaillements à l'approche de la fin. Comment faire de cette coquecigrue emplumée et crêtée du poulet ? Comment faire pour que l'œuf sorte du cul de la glousse tout calibré, sans arrêt ? On produit du poulet d'un mois, pourquoi pas du poulet comme il y a des œufs —, du jour ? Quelques mises au point dans les tripes, et la vieille question de l'œuf ou de la poule deviendra superflue : celle-ci se produira directement, sans intermédiaire superflu. Pour obtenir ce résultat il fallait mettre fin à l'individualisme qui a coûté si cher au coq gaulois, le fabriquer en série et le rassembler en masse dans un poulailler de rêve où à l'abri du renard, plus il mangerait, plus on lui en donnerait le désir ; au moment voulu quelque contact électrique mettrait fin à ce

beau rêve. Quelle belle vie ! Pleine, fraternelle : tous tout blancs ou tout noirs, sans vain sprint final sous le couteau, rien que le bruit des becs dans la mangeoire. Sauvé de la mort, l'estomac plein, bien au chaud parmi ses pareils, le poulet développé cependant n'est pas toujours heureux, les sciences psychologiques n'ayant pas suivi le train des sciences physiques. Il arrive que le cheptel soit soudain pris de panique et qu'il s'entretue à coups de bec. Mais cette aptitude au suicide peut être heureusement récupérée. On peut très bien sélectionner un poulet dont le cerveau serait programmé (pardon informé) grâce à quelques piqûres judicieuses. A partir d'un certain poids le désir de mort succéderait au désir d'aliment : un petit coup de bec sur certain bouton rouge, et le poulet tomberait raide sur la plaque qui le débarrasserait de ses plumes et au besoin le rôtirait. Cette structure du poulet pourrait même être connectée avec l'ordinateur central qui déclencherait le processus selon la demande du marché. Ce qui peut être étendu à toutes sortes d'espèces.

En dépit de l'hygiène c'est-à-dire de la chimie dont on le saupoudre ainsi que ses aliments, le poulet de masse crève parfois en masse. Une seule solution en cas d'épidémie : le génocide préventif. Parfois le poulailler prend feu et la foule est grillée comme dans un grand magasin, la sortie de ce genre de phalanstère étant toujours bloquée. Aussi je conseille au coq gaulois d'y regarder à deux fois avant de s'y risquer.

Mais d'ordinaire, débarrassé de tout souci ou agitation superflus, le poulet d'élevage peut se consacrer à l'essentiel : produire du kilo dans les plus brefs délais possibles. Or le grain n'y suffit pas, et l'on peut même considérer que le maïs empêche le poulet de grossir si l'on se réfère au taux de croissance officiel [1]. Sans doute

1. Mme J. Castaingt, ingénieur agricole définit ainsi l'alimentation en grains « son principal attrait est de retarder la croissance » (du poulet de luxe).

cet aliment de rendement inférieur passe-t-il dans la constitution du pilon ou du bréchet qui ne servent à rien, cela au moment où les travailleurs-consommateurs n'ont pas de temps à perdre à dépiauter un aileron au cours de la pause alimentaire de midi expédiée en vingt minutes. Le poulet de grain de papa qui gaspillait le maïs et le mètre carré était condamné par l'histoire. Il fut remplacé par le poulet gavé d'aliment Sanders. Que mange le coquelet que vous mangez ? Comme nous, les mets les plus exotiques, venus d'Afrique ou de la fosse du Chili, assaisonnés de quelques épices chimiques. Grâce à quoi il engraisse ou plutôt enfle vertigineusement ; ce qu'enregistre le baromètre d'élevage, quand la pression dépasse un certain point dans le tunnel la sirène se déclenche, et le spécialiste qualifié n'a plus qu'à intervenir. Mais ce poulet est tendre, la chair se détache d'elle-même de l'os, qui lui-même fond en eau dans la bouche. On comprend que l'industrie s'inquiète de cette matière première essentielle à quoi tout se ramène.

Malheureusement la production du kilo de poulet se heurte à un obstacle : la forme de la bête, qui est inutilement compliquée, notamment la plume qu'il faut plumer. Elle ne sert plus à rien, si ce n'est de « suivez-moi jeune homme » au coq gaulois. Quand produira-t-on du poulet écorché, ou même tout bridé ? A quoi bon la crête, qui pourrait avantageusement être remplacée sur la tête par du croupion ; et ce 1 % purement culturel : le bec autrefois fonctionnel ?[1] Pourquoi les pattes, inutiles depuis que Chantecler ne fait plus de footing ? Pourquoi pas le poulet d'emballage en forme de sphère ou de cube comme la tomate ? Ou le poulet tout emballé dans du plastique biodégradable, prêt à être digéré ? Celui-ci remplacerait avanta-

1. C'est pourquoi on le lui coupe dans certains élevages, les poulets privés de lombrics se picorant la crête.

geusement cette peau suspecte qui donne la chair de poule. Bien doré d'avance, il dispenserait même le poulet du rôti. De toute façon on peut compter sur les travailleurs de l'INRA ; l'un d'eux accusé par le gouvernement de se livrer au vice de la recherche désintéressée, s'en est défendu victorieusement dans *le Monde*, en rappelant que grâce à cet institut l'humanité devait à la France le mini-poulet. Mais alors pourquoi pas le maxi-poulet ? Après le poulet-pigeon on aurait le poulet-dindon, et peut-être un jour le poulet-poisson ; outre le bouillon il fournirait la bouillabaisse.

La substitution du poulet de jus au poulet de grain ne va pas d'ailleurs sans problèmes, que la recherche, n'en doutons pas, résoudra tôt ou tard. Mais en attendant, pour un goût retardataire, c'est la course qui fait les muscles et le lombric le poulet : on peut ajouter aux anticoccidiens un mélange minéral et vitaminique comme le conseillent les autorités[1], rien n'y fait. Elles s'en sont rendu compte et ont accordé son permis d'être (label) à l'aristocratie de l'espèce : le Jaune des Landes ou de Bresse, sorte de cadre supérieur de la volaille. Il lui faut 15 m² pour sa gymnastique matinale et il doit être nourri au moins quinze jours à l'hybride. Il est jaune effectivement comme jamais coq de Gascogne ne le fut, l'INRA aidant il a attrapé la jaunisse. Il annonce la couleur : mais rien d'autre.

Les maladies sont contagieuses, et celle-ci a fini par gagner le produit du produit : l'œuf. On l'élève aussi en batterie, où il est provisoirement fabriqué par une hydre aux mille têtes de poule qui excrète sans arrêt sous forme d'œufs sur une chaîne rembourrée la pâte qu'elle ne cesse d'avaler. Qu'une panne se produise

1. Des parfums naturels traditionnels seront injectés annonce la compagnie White Tomkins de Reigate. Le procédé consiste à injecter après la mort du poulet des acides aminés stabilisateurs qui accroissent le goût naturel de la volaille. » (*The Times*, 14.2.73).

dans le mécanisme délicat des tripes, une équipe d'horlogers intervient rapidement et la mécanique reprend son cours. Ce qu'il en sort c'est de l'œuf indéniablement : plus blanc, plus ovoïde que nature. La Hollande, cet élevage modèle où le poulet batave est concentré sur un minimum d'espace[1], a été la première à produire l'œuf digne de ce nom en Europe. Tout voyageur a pu méditer sur cet objet blanc qu'on lui présente au petit déjeuner. Comment entrer dans l'œuf ? Le devoir avant tout ; remettant à plus tard le toast au beurre et à la groseille de synthèse, on découvre avec étonnement le jaune d'œuf blanc, l'un ne se distinguant guère de l'autre. Et le sous-développé gascon égaré dans cette couveuse modèle rêve aux œufs de son pays, à la coquille hâlée, mouchetée de pourpre et de fiente, dont le blanc est blanc parce que le jaune est jaune, d'un jaune unique dont on peut dire seulement jaune d'œuf. Ah ! y plonger sa mouillette ! Ne nous affolons pas d'ailleurs, après le jaune des Landes nous aurons bientôt le jaune d'œuf VDQS.

Du veau drogué et du cochon dingue

Le grand air ne vaut rien à la jeunesse qui perd ainsi du kilo. Le veau tétait le sein de sa mère en batifolant dans les marguerites, cette manifestation culturelle n'aura désormais plus lieu que dans les parcs régionaux. Désormais le veau sera lui aussi entassé en masse dans un tunnel où il tétera le sein de caoutchouc qu'alimente en lait synthétique notre mère à tous : la société mécanique dont Marché est le Dieu. Vivant en caserne et nourri à la cantine, cet enfant de troupe est dit « de batterie ». Il ne meurt pas à la guerre mais son destin à lui aussi est d'être tué.

1. Le poulet batave de qualité supérieure, l'équivalent de notre chapon de Bresse, achète en Périgord l'espace qui lui manque.

Le système du veau est simple. La vache était saillie par un taureau fictif, elle engendre un veau qui tète une vache fictive : ce qui donne du quasi de veau fictif. Dans l'affaire, seule la mère est un être réel qui jouit et accouche (notons que ces deux sous-produits ne sont pas encore récupérés, la jouissance de la vache convenablement stockée pourrait être vendue à Copenhague, quant aux douleurs le marché du sado-masochisme offre de belles perspectives). Mais il est plus probable qu'une science vigilante finira par liquider ces ultimes résidus, quelque peu répugnants, de la vie. Un beau jour la bite toujours érigée d'une machine engrossera la machine : clic ! Et un veau, un ! Le veau a la manie du pis : cela fut programmé dans sa tête. Mais la nature a aussi programmé qu'il ne tète plus quand il n'a plus faim. Et ici la technique intervient ; on lui donne soif pour qu'il boive du lait qui lui donne soif ; et la chimie le bourre d'appétit, c'est-à-dire d'hormones[1]. Comme la carcasse l'empêcherait d'enfler, on pique le veau pour qu'elle suive le mouvement de la viande. S'il tourne de l'œil on le repique pour qu'il redevienne vif[1]. Et quand le veau dépérit lorsqu'il songe aux marguerites de l'Eden perdu on le repique encore pour qu'il en voie d'encore plus belles ; et il n'y aura qu'à le piquer pour qu'il ne rêve jamais plus.

Jour et nuit si l'on peut dire, car dans un tel paradis il n'y a ni l'un ni l'autre, il tète, pisse et chie, tète, etc.

1. En dépit de la loi, les œstrogènes artificiels sont couramment utilisés pour les veaux en batterie comme l'a montré l'inculpation d'un gérant de laboratoire et d'un vétérinaire du Lot-et-Garonne, second département de France pour l'élevage des veaux en batterie. (*Le Monde,* 11 février 1972). Mais selon le professeur Ferrandeau, de l'Ecole vétérinaire d'Alfort : « Les formes modernes d'élevage naturel du veau nécessitent en effet le recours aux œstrogènes pour accentuer la résistance de ces animaux. » Et l'on se préparerait à autoriser l'emploi des « hormones naturelles ». Au besoin le service des fraudes fera condamner le producteur de veau naturel s'il n'y a pas de traces d'hormones dans le quasi.

Ainsi il y a de plus en plus de veau, de plus en plus blanc, comme le pain, les œufs. Il y a de plus en plus d'eau : dans le lait, dans le veau, finalement dans la casserole. Le veau a faim, il aime, il tète et le désir comblé engendre le désir. Ainsi dans le ventre de maman Sanders grouillent heureux ces fœtus de bœuf qui passeront d'un coup de l'orgasme alimentaire à la mort. Le système du veau peut être étendu à tout : au porc, au canard, au vison. Peut-être qu'un jour pissenlits, porcs et hommes mijoteront ainsi dans le jus tiède et nutritif d'un placenta de nylon au plus sombre du ventre social. Mais de quoi va-t-il accoucher ?

On me dira que tout cela est très beau vu de loin et qu'il vaut mieux ne pas vérifier sur place comment se fabrique le veau fondant. Allons-nous voir à Billancourt comment des hommes fabriquent nos bagnoles ? Heureusement que, comme c'est souvent le cas à l'entrée de ces lieux concentrationnaires, une affiche nous prévient : interdit à la visite. On ne visite pas en effet les cuisines où s'accomplissent les basses œuvres d'un régime, pas plus qu'au théâtre la machinerie. Il est recommandé de s'en tenir au spectacle du veau : jamais il ne fut si veau, si candide. Et si le pourrissoir où l'on gonfle ces embryons qu'on empêche de crever en les droguant aux antibiotiques et aux hormones est en train d'empuantir la France entière, rassurez-vous, le veau blême qui pue n'a aucun goût.

Le veau est naïf ; c'est un bébé, un vrai boy-scout, on comprend qu'il soit tout désigné pour être l'objet d'une entreprise totalitaire. Mais le porc, ce fils du sanglier ! Il ne faut pas s'y tromper, ce cochon rose qui vous fixe en plissant ses petits yeux n'est pas sot, s'il se débat et gueule tant lorsqu'on le saigne c'est qu'il connaît la musique. Mais il faut bien qu'il passe à la casserole et soit bouclé à son tour. Le cochon ça s'engraisse : de cette idée juste il suffit de faire une idée fixe et vous

n'avez plus de jambon. Donc le cochon reçut ses lettres de cachet du général de Gaulle, et il disparut dans la trappe qui mène au tunnel. Mais s'il n'est plus dans les prés il n'en est que d'autant plus invisiblement présent dans le paysage. Celui-ci sent le cochon, ou plutôt sa charogne, car le lisier qu'on répand sur tout un canton n'est plus exactement du fumier ; l'auteur de ces lignes s'excuse de ne pouvoir dire quelle est son odeur, le langage n'ayant pas de terme pour désigner l'inconcevable parfum de l'apocalypse porcine [1]. La montée de l'infection suit celle des courbes de production de protéines par industrie chimique ; le voyageur ne passera plus de Poitou en Marche, mais de la puanteur féroce des usines à cochons, à celle encore plus vive, mais plus sophistiquée des fosses à veaux : comment se fait-il qu'une chair aussi fade ait un arome aussi fort ?

Le cochon dingue a des réactions parfois surprenantes. Pris d'angoisse dans son enfer, il arrive qu'un élevage hurle à longueur de journée ; ou bien pour tromper leur ennui les porcs dévorent la queue de leurs congénères. Peut-être sont-ils atteints eux aussi de la manie du rendement, cet accessoire en tire-bouchon ne servant à rien. Le marché ne pourra qu'y gagner si cette névrose se développe, le cochon se nourrissant de cochon. D'ailleurs l'INRA travaille : après le porc sans porc nous aurons le porc sans queue. Mais surtout il le faudrait sans nerf, notamment pour le transport de masse. Aussi le bourre-t-on alors de tranquillisant — un peu plus un peu moins de chimie qu'importe ! Mais attention à ne pas forcer la dose, car assommé le cheptel s'entasse et s'étouffe dans les tournants.

Mais il faut croire que ce porc nourri, logé, assuré contre les maladies par une pluie d'antibiotiques n'est

1. Officiellement et scientifiquement, le lisier n'est pas du purin : un des moyens d'empêcher ce poison d'infecter la France entière serait paraît-il de le transformer en purin.

pas heureux : il doit rêver de glands en avalant ses granulés. Que fait la SPA pour les animaux qu'on maltraite, quel matou famélique a jamais subi le traitement, proprement infernal, auquel on condamne cet animal gavé ? D'être avec ses frères ne le calme pas ; l'administration bienveillante qui veille sur ces étouffoirs interdit qu'un étranger y pénètre parce que cette foule de spectres porcins prise d'hystérie perdrait en quelques instants du kilo. Comme dans une cité assiégée l'épidémie menace la multitude qui s'y entasse. Si elle est efficacement défendue contre les maladies connues, dans ce milieu nouveau elle est sensible aux nouvelles. Le porc mue, et le virus aussi ; et dès les premiers signes, le vétérinaire qui surveille en permanence cet écosystème alerte la centrale parisienne qui frète un avion pour transporter un spécimen. L'individu ayant cédé le pas à l'espèce, ce n'est pas un porc mais le porc qui est en péril.

De la chimie en forme d'épi, de la farine de poisson du Pérou, des palmes d'Afrique, des protéines de pétrole ; de l'immobilité, de l'entassement, de la croissance délirante, comment voulez-vous qu'il reste quoi que ce soit du porc d'origine ? Même si par très grand hasard c'est bon, ce sera autre chose. Malheureusement le carnivore humain rêve de manger du porc, on n'a pas encore réussi à le persuader du contraire, donc il est indispensable de maintenir le mythe de la hure et du jambon de Bayonne. Au besoin, le service des fraudes y veillera en traquant les produits dont le naturel n'est pas chimique [1]. Il est essentiel que le cochon reste

1. Ce sont les vétérinaires dispensateurs de drogue qui sont chargés de vérifier la qualité du jambon de Bayonne, et demain ils distribueront le label. L'hygiène ne pourra qu'y gagner : a-t-on jamais vu une bactérie prospérer dans un flacon d'antibiotique ? De son côté, le service des fraudes sanctionne avec sévérité les produits qui, se déclarant biologiques ou naturels, ont des traces de produits chimiques. Les

du cochon et que le prix ne distingue pas l'un de l'autre. C'est pourquoi les cochonneries industrielles des Pyrénées-Atlantiques annoncent à cor et à cri qu'elles vont produire du jambon de Bayonne, et comme la clientèle locale se méfie, elles vont expédier leur production dans le Sud-Est où elle servira à fabriquer des « charcuteries de montagne » au pétrole : juste retour à l'envoyeur de Lavéra. Pourtant on ne peut guère imaginer opération plus frauduleuse[1]. Que dirait-on si l'en vendait sous l'étiquette de médoc quelque produit de la chimie ? Quand donc la loi qui oblige à donner la formule des médicaments obligera-t-elle à déclarer : « Ce jambon provient d'un élevage industriel utilisant des granulés dont voici la formule ... » ?

Un conseil : si vous voyez un cochon corse ou basque se dorer les jambons au soleil, demandez négligemment au paysan quel charcutier il fournit. Et si la société technicienne vous a rendu dingue, mangez du cochon dingue.

De quelques nourritures qui restent à mettre en tôle.

L'air c'est du poison. On comprend qu'on finisse tôt ou tard par mourir de l'avoir respiré : il est temps que l'Air Liquide nous en fabrique un autre débarrassé de tout germe. En attendant il vaut mieux se méfier des

autres n'en ont pas des traces, ils en sont constitués. Quand donc le jugement sur la chimie ne sera-t-il plus l'affaire des chimistes ?

1. « Premier terroir français à bénéficier d'un label pour ses salaisons », les charcuteries des monts de Lacaune s'approvisionnant dans l'ensemble du grand Sud-Ouest « où la région de Bayonne entend de son côté entreprendre un effort de rattrapage sur le plan de la qualité et de la notoriété. Une société professionnelle et commerciale, Bayonnadour, est en voie de constitution dans ce but. » (*Sud-Ouest*, 3 septembre 1971). On voit ce que valent les labels officiels. Dans ce cas, celui-ci garantit au consommateur : 1) que la charcuterie des monts de Lacaune n'en provient pas, 2) que la qualité se définit exactement par son contraire.

courants d'air et fermer la porte, ou mieux s'enfermer dans du plastique parfaitement clos. L'hygiène, les mœurs, la politique correctes exigent que tout produit — y compris la main-d'œuvre — soit désormais conditionné. Sinon on est imprésentable sur le marché. Nos grandes surfaces l'ont bien compris, qui enrobent tout dans du plastique. L'entrecôte à poil, il faut le dire, est obscène, ce lambeau sanglant d'un play bœuf du Charolais retourne le cœur, et de plus il faut le mâcher. Nous ne sommes plus des Papous cannibales, nos dents ne sont plus en pointe, nous les perdons. Heureusement que tout mâché, baveux, prédigéré, baignant dans son pus, le bol de viande au polyéthylène attend la ménagère : splatch ! Dans la poêle ! Dans les hypermarchés cette mise au pas s'est généralisée pour les fromages. Ceux-ci sont indécents, ils se fabriquent encore au petit bonheur, ils sont innombrables et désespèrent l'économie, *le Monde* à plusieurs reprises a justement souligné la nécessité d'organiser leur marché. En attendant on leur passe des culottes imperméables où comme bébé le camembert mijote dans sa diarrhée. C'est pourquoi il ne sent plus, mais quand on enlève l'imperméable il sent trop fort. Mettez-le donc au frigo entre le yaourt et le merlu, et il perdra vite son odeur. Mais l'idéal, ce serait un fromage en plastique dans du plastique.

Conditionner, enfermer de la chimie dans de la chimie : cette méthode est universelle, et bientôt plus rien n'échappera. C'est ainsi qu'enrobés de plastique et d'Antarctique nous viennent aujourd'hui grenouilles de Yougoslavie et escargots d'Algarve, qui même brûlants dans notre assiette conservent la raideur et le goût du froid. Quant à l'écrevisse elle viendra de plus en plus loin, les pays sous-développés s'équipant à leur tour. L'écrevisse menacée par Lever recule : c'est une vieille habitude. Et le homard fait de même devant Esso-Standard. Reste le crabe de Sibérie, qui abondera tant

que la mer d'Okhotsk n'aura pas été promue. Mais il paraît que l'araignée-crabe d'Amazonie est encore meilleure à la mayonnaise : ne faites pas cette tête devant votre assiette, que diable ! Des perspectives illimitées s'ouvrent devant les raffineries de protéines. Après la truite d'élevage, grâce aux travaux du commandant Cousteau nous aurons le thon d'élevage : mais où va-t-on répandre le lisier ? Avec de l'algue sous nylon nous mangerons du steck de baleine de batterie. Plus besoin de navire usine, on l'élèvera dans l'usine. Après la caille, on fera du gypaète ou du mouflon de batterie. Pour obtenir le label « Isard des Pyrénées » celui-ci devra disposer d'au moins dix m² de rochers par tête. Nous aurons le fauve, la sauvagerie, la nature de batterie, enfermée dans un lieu clos : parc national ou zoo. Et enfin la liberté de batterie. Cet élevage ne se pratique-t-il pas déjà dans certains salons artistiques ou littéraires de la capitale ?

Et pour faire passer le tout, quelques belles saloperies liquides polluées ou épurées, plus ou moins potables.

Le problème c'est aussi la boisson, qui est à base de cette denrée de plus en plus rare : l'eau. Tel un cerf altéré... l'homme a toujours rêvé de sources vives jaillissant du roc ; et tel Moïse, il prétendit la faire jaillir partout en tournant simplement un robinet. Le miracle eut lieu, et quelque temps Paris put croire qu'il allait prendre à domicile des bains d'eau potable. Alors, la ville allait chercher son eau à la campagne ; elle n'avait que cinquante kilomètres à faire pour la puiser aux sources de la Vanne ou du Lunain. Mais maintenant que la campagne devient banlieue tandis que la consommation d'eau centuple, l'eau est polluée au sein même de la terre. Il faut épurer les sources aussi bien que la Seine. Nous voulons l'eau partout, potable et courante, c'est pourquoi nous n'en avons plus, même à la campagne, transformée en banlieue par l'adduction d'eau. La crépine de l'usine des eaux la puise aujourd'hui

juste au-dessous des champs où l'on vient de répandre le lisier. Qu'importe ! On y ajoutera un peu de chlore. Ce n'est plus de l'eau, cet oxygène — cet air des tripes — qui sort du robinet, mais du gaz liquide ClH^2O, de l'eau lourde tuée par les filtres et la chimie, qui passe dans la gorge comme une vaseline. Elle liquide la soif, elle ne l'apaise pas, pour cela il faut de la bière ou du Badoit ou quelque autre fantôme d'eau captif d'une bouteille réanimé au gaz carbonique. Mais ne désespérons pas, le niveau de vie ne cessant de s'élever, le peuple pourra bientôt boire à chaque repas une bouteille d'aqua simplex de source d'appellation contrôlée.

Il n'y a plus de lait jaillissant du pis, pas plus que d'eau de source, mais, passant de machine en bidon, un sérum bleuâtre dans sa cloque blanchâtre : il suffit de crever l'abcès dans la casserole. Plus de lait bourru ou refroidissant sous une banquise de crème ridée, mais du blanc dilué dans de l'eau, additionné de maints produits chimiques pour notre bien. La production de lait augmente grâce à la spécialisation ; nous ne confondons plus la production de crème et celle de lait : la Frisonne pie-noir produit trois fois plus de liquide que les espèces traditionnelles. Mais c'est plutôt une vache à eau. Il est seulement dommage que celle-ci soit polluée par quelques matières grasses.

Il n'y a plus de source de vin, plus de jet pourpre soudain débondé du tonneau. Il n'y a qu'un liquide alcoolisé et coloré élaboré, comme le lait ou le pétrole, dans un dédale de tuyaux qui le mène de cuve en camion citerne. Adieu, tinto, sang noir de la meseta ! Il n'y a plus que du rosado pour les touristes. Il ne sort plus de l'outre, il n'a plus goût de bique, il n'a goût de rien. Comme l'eau, il n'est plus de vin potable qu'en bouteille, et même en trois-quarts ; si par hasard on vous le reverse dans une cruche, ce sera aux Troisgros. Premier grand cru, appellation contrôlée, VDQS, vin de pays... que de garanties l'Etat offre au peuple !

Entre autres celle que tout le reste, Margnat, Chantecœur, Rougegorge, capsulé au sortir de la citerne, ne vaut rien. Il est donc normal que le dernier vin se paie de plus en plus cher ; à Paris ou à New York si la dépression nerveuse menace, on pratiquera le goutte à goutte au bordeaux « supérieur », c'est-à-dire inférieur au médoc ordinaire.

Plus de pain, plus de lait, plus de vin, plus d'eau. Tel sera notre Chanaan ; un désert dont nous avons tari les sources.

3. Le nouveau paysage

Passons maintenant à l'autre coût du plan Mansholt : la destruction de « l'environnement ». Aujourd'hui, c'est facile, trop facile, MM. Nixon et Pompidou ayant donné le feu vert. Ah ! J'allais oublier que M. Mansholt lui-même s'est mué en défenseur de la qualité de la vie et du BNB (bonheur national brut). Or où trouver le bonheur sinon dans un jardin ombragé et fleuri, peuplé de jolies bêtes ? Mais je me permettrai de rappeler respectueusement à Mynheer président que si l'environnement est menacé par la croissance industrielle, il est anéanti par l'industrialisation de l'agriculture et la liquidation des paysans.

1. *La banlieue rurale.* Qui dit industrialisation dit pollution, banlieue. Toutes les actions prévues par le plan Mansholt convergent pour faire de la campagne une zone, industrielle ou pavillonnaire : les friches et les défrichements, le remembrement et la monoculture, la multiplication et l'obsolescence rapide des produits, le confort moderne et les loisirs, ce que notre société appelle l'élévation du niveau de vie. L'harmonie des paysages disait le pacte de l'homme et de la terre, l'ordure et le chaos crient sous le ciel qu'il lui fait la guerre. Le passage du paysage à l'espace aveugle qu'on ne regarde plus n'est pas simple affaire d'esthétique,

comme l'insipidité des nourritures c'est le symptôme d'une maladie qui menace non seulement la qualité de la vie, mais la vie tout court. Et n'oublions pas que nous n'en sommes qu'à la genèse d'une évolution progressivement accélérée : en France la modernisation de l'agriculture (?) n'a que dix ans.

Comme toute autre, l'industrie agricole n'est rentable que si l'on ne fait pas rentrer dans ses coûts les biens qu'elle gaspille : ainsi l'air et l'eau. Un porc produisant autant de déjections que trois êtres humains, un élevage de mille porcs pose autant de problèmes d'assainissement qu'une petite ville. L'Etat subventionnant la diffusion de cette peste dans toutes les communes rurales de France, à raison de tant de centaines de m^2 par tête pour l'épandage du lisier, on peut prévoir la date prochaine où la France sera plongée dans un Pacifique de puanteur. Toute industrie à ses débuts est particulièrement polluante et bruyante. L'irrigation saigne la terre, assèche ou infecte les ruisseaux. Bulls et tronçonneuse consomment du silence et dévorent le tapis végétal. La monoculture exploite sans arrêt un sol qu'elle bourre de chimie, consommant ainsi un capital pédologique et biologique accumulé depuis l'origine. Je laisse aux écologistes et à l'agriculture biologique le soin de développer la critique de l'agrochimie ; quoi qu'en dise M. Cointat[1] une vérification scientifique de leurs thèses serait au moins aussi utile que la recherche de nouveaux poisons. Nul ne peut savoir si la catastrophe écologique est lointaine ou imminente ; de toute façon quand nous en serons assurés ce sera trop tard, il y a des risques qu'on ne peut prendre. La campagne était le fruit d'une société *en équilibre* avec son milieu naturel ; cet équilibre peut être situé plus ou moins haut grâce à la science, si elle se consacre à la nature et non à sa destruction.

1. Cf. *Nature et Progrès,* 1971.

En tout cas cela se voit. Comme aux alentours des villes, mais en pire parce que encore moins contrôlée, l'explosion industrielle fait de ce qui était une vue, un chaos. Le labyrinthe changeant où l'on passait de bois en champs, de landes en vergers et en vignes à travers les palisses n'est plus que vastitude frangée par l'écume vomie par les machines. Le bocage (rappelez-vous la croix sous le grand chêne du carrefour) n'est plus que vide vert tiré au cordeau ou, si l'ONF s'avise de reboiser ce Tanezrouft, sapinettes en ligne : la mort noire succède à la danse ensoleillée des feuilles. Les anciens bâtiments ornaient le paysage, les nouveaux le souillent. Coquets F4 plantés dans le fumier, réservoir à propane, tout blanc à la place du tilleul abattu, bien en vue sur l'asphalte qui remplace le verger fleuri, hangars montés à la va-vite, piquets en ciment de l'EDF, châteaux (hélas) d'eau (?), etc. Le dernier cri c'est le silo à engrais (de couleur vive bien entendu) qu'on trouve maintenant en plein champ. Ces divers étrons tombés de l'empyrée économique, étrangers au pays, le polluent comme les sacs en plastique et les mécaniques hors d'usage, et les ordures qu'excrète inlassablement le ventre de cette société féconde. La nouvelle zone serait-elle propre et belle que nul ne la regarderait parce que c'est toujours la même. Plus question de promenade dans ce désert où brille le mirage du nylon. Et la raréfaction des paysages, des rivières et des bois, comme celle des nourritures, entraîne leur clôture au profit du loisir des producteurs-pollueurs d'élite. Ce qui se traversait s'enferme, ce qui se donnait (le droit de pêche ou de cueillette) se vend, ce qui était libre se réglemente, comme en ville [1]. Droit de propriété ou loi d'Etat, sur les rives de l'Andelle ou de la Moskowa : interdit de passer. Le banlieusard ira en vacances en banlieue.

Du défenseur naturel du paysage : le paysan, on fait

1. Pour le détail, cf. B. Charbonneau, *Le Jardin de Babylone*, (Gallimard) et *Tristes Campagnes* (Denoël).

son ennemi intime. Le jardinier devient le pollueur : à contrecœur, il faut bien vivre. Il le doit pour progresser, toutes ses autorités laïques ou religieuses le lui répètent, le paysan c'est fini : il deviendra enfin un homme comme les autres, c'est-à-dire un prolétaire petit-bourgeois. Mais la dévastation gagne aussi parce que, déguisé en para, le paysan reste lui-même. Toujours en retard, il bouche sa cheminée au moment où le Parisien s'en fait bâtir une, ses goûts lui font valoriser la laideur dont le citadin commence à se dégoûter. Son rapport avec la nature reste un rapport de guerre ; mais désormais l'éboueur primitif est armé d'une tronçonneuse. Il vient de découvrir le confort moderne, et on lui vend toutes sortes de merveilles enrobées de plastique, mais ignorant toujours l'ordure qu'il faisait disparaître dans le compost, il continue de déverser ce qui le gêne dans le ruisseau. C'est pourquoi au plus creux du bois vous trouverez les restes de sa 4 CV : il connaît le coin, lui.

L'industrialisation de l'agriculture est en train de combler les vides du réseau de terrains vagues et de banlieues, dont l'industrie industrielle a recouvert l'hexagone le long des côtes et des grandes voies. Désormais ce n'est plus tel ou tel secteur qui est atteint mais la totalité du territoire qui se couvre des croûtes ou des purulences de la maladie. Plus d'écart où par quelque canal souterrain ne jaillisse d'un jour à l'autre les signes de l'infection : la ruine, l'ordure ou la laideur. Si l'on estime (c'est un minimum) à un hectare par an et par « exploitant » le paysage qui disparaît par bâtisse, pollution, usage aveugle du bull et de la tronçonneuse, près de cinq millions d'hectares de nature et de campagne disparaissent en France chaque année. Soit cinquante mille kilomètres, auxquels il faut ajouter l'espace directement dévoré par la ville, l'auto, l'avion, la DATAR et l'Armée. (Rien que pour la décennie 70-80 les autostrades, Fos, Roissy, l'aménagement

des Landes, le Larzac, etc.) En dix ans, ce sera fini : le France coule, l'espace va nous manquer sous les pieds ! Or non seulement le rythme de sa consommation se maintient, mais le principe de notre société veut qu'il s'accélère. Car la noyade — la croissance — est exponentielle : ce ne sont plus cent mille tronçonneuses qui s'attaqueront bientôt à cent millions d'arbres, mais un million à cent mille. De plus en plus de bulls auront de moins en moins de bocage à dévorer. Aussi à la rage de voir violer la campagne intacte succède bientôt l'angoisse de voir disparaître ses derniers paysages ; très vite dans la banlieue totale ils se réduiront à quelques grandes propriétés privées ou parcs nationaux. Les barrières de l'argent ou de la police qui défendront ces reliques pourront être puissantes, la pression du déluge qui ailleurs aura tout effacé sera tôt ou tard invincible.

2. *Typologie du néo-néant mécano-chimique.* La critique de la dégradation de l'environnement étant vulgarisée, je me contenterai de rappeler surtout que ce n'est plus aujourd'hui tel ou tel site qui est menacé, mais la campagne dans ses éléments et sa totalité : le bocage, la haie, le champ, le bois, la rivière et la berge, etc. Sous la forme d'un tableau comparatif j'ébaucherai donc une typologie (cela vous en bouche un coin hein ?) des produits correspondants du nouvel espace rentable.

CAMPAGNE	ZONE AGROCHIMIQUE
La ferme dans son verger	Le pavillon dans l'asphalte, les ruines dans les ronces
Les pervenches de la mare	Les orties du dépotoir
La haie	Le barbelé
Le bocage	L'hybride avec terril de souches

Les fleurs des champs	Les kilomètres de nylon avec traînée d'huile noire
L'orée du bois	Le remblai d'arbres brisés
Le chemin creux	La glaise au mazout aplatie par les chenilles
Le rocher moussu	La vieille bagnole
Le gibier	La vermine au DDT
La source dans les fleurs	La boue du pourrissoir
Le ruisseau sous les aulnes	Le fossé, tout droit dans la vase
La truite	Le rat d'égout
L'étang aux nénuphars	Le plan d'eau avec haut-parleur, marina marinant dans son gas-oil
La côte rocheuse	Le récif à l'hydrocarbure
La côte sableuse	La frange de plastique
Le coquillage	Le bidon idem
L'océan	La décharge œcuménique
etc.	etc.

Poursuivons maintenant, et chantons les nouvelles beautés : faute de pouvoir s'en nourrir, il reste à les vomir.

De l'ordure en campagne

L'agriculture devient une industrie, donc elle pue. Et l'on retrouve au cœur des Combrailles les odeurs dont Bochum avait le privilège. Si vous voulez savoir ce qu'est aujourd'hui un produit agricole, allez donc voir l'ex-grainetier devenu l'empoisonneur muni de votre masque à gaz. Et encore, au nom de l'hygiène vingt ans après on commence à dénoncer la pollution, ce qui justifiera l'ordure hygiénique (décharge ou station d'épuration) ou la pollution réglementaire et policière.

Passons en revue quelques signes notables de l'urbanisation des campagnes. Grâce à Bendix et au Paic

géant la haute Seine peut prétendre à la diguité de la Biévre. Et chaque pont bénéficie d'un dépotoir dont la taille témoigne du standing du village ; et demain il sera encore plus riche. Quand même, on ne va pas doter chaque hameau du système d'épuration dont certaines grandes villes ne sont pas encore pourvues ? Pour le plaisir du bain, voir désormais la piscine elle n'est pas polluée mais javellisée. Et comme la ville motorisée aime la campagne, c'est là qu'elle se débarrasse du produit de ses entrailles, dont elle entretient la flamme visible au loin dans la garrigue. Parfois le feu de caca tourne au feu de forêt ; un pavillon brûle, juste retour de crotte.

Mais la campagne est aujourd'hui assez grande pour se polluer elle-même. Une laiterie, c'est moins efficace qu'une papeterie, mais comme il y en a un peu partout, le réseau hydrographique se transforme en réseau de petit lait : gavée de crème la truite y engraisse et devient stérile comme les femmes qui abusent de la pâtisserie. S'il reste un filet d'eau, Sanders s'en chargera. A la campagne, l'ordure est dispersée comme l'habitat. Tiens, le ru devient mordoré ? Le père Martin vient de rincer sa cuve ou de laver sa bagnole. Les goujons filent le ventre en l'air ? C'est son pulvérisateur ; sans doute le traitement au dyphénotralalacyanurol, s'il est peu efficace contre la cloque, l'est contre la vie. Le nouvel universel c'est le polyéthy, etc., ça c'est du costaud, cela reste tout neuf là où on le laisse. Les sacs, ça s'accumule, ou mieux c'est cumulatif. Cela se brûle d'ailleurs, non sans dégager une fumée noire qui rappelle que toute cette magie est à base de pétrole. Mais pas besoin de le faire, le polymachin fut inventé pour abréger la peine des hommes. D'ailleurs c'est peu de chose par rapport aux kilomètres de tripes de nylon dont s'accompagnent les hectolitres de goudron nécessaires au maïs de semence. Les brûler serait polluer gravement l'atmosphère ; aussi vaut-il mieux les jeter

au ruisseau où elles se nettoient et ondulent gracieuses à la place des algues qui crèvent.

L'ordure est omniprésente, protéiforme : solide, liquide, olfactive. Ce n'est pas seulement dans notre assiette, mais dans notre œil et notre nez qu'elles chient toutes ces fabriques de protéines immondes. Quelle bécasse géante faisande, sous l'éverite ? Ah ! les veaux, ah ! les porcs ! Quand tout pourrira de la Flandre aux Pyrénées, il ne restera plus aux soixante millions de Français qu'à aller toucher leur bolée d'air dans leurs 400 km² de parcs nationaux.

Des friches dans les défrichements

La France retourne à la jungle, ou on l'écorche. Plus les paysans se font rares, plus leur départ marque le paysage. Quand un paysan s'en va, un autre hérite de ses dépouilles, et s'il s'en va à son tour, ce n'est plus une croupe mais tout un vallon que les fourrés commencent à envahir. Ainsi celui qui vit à la campagne voit le beau paysage s'écailler : là où Constable aurait posé son chevalet, il n'y a plus que le jaune du foin couché, taché çà et là de noir par les ronciers. L'ombre ne les gêne plus, et comme le paysan abat les chênes avant de partir et qu'il ne fait plus de bourrées, ils prospéreront d'autant plus dans les branches pourries. Et si demain tout le cheptel est concentré, que deviendront les derniers prés ? Adieu Bray, pays d'Auge.

La friche est même là où le paysan reste, car le travail n'est plus fait à la main mais à la machine. La campagne était coiffée au quart de poil par la faiblesse et la finesse humaines, elle est maintenant dévastée par l'excès d'énergie mécanique qu'on y fait exploser : quand on se sert d'un bull pour curer une rigole ce sont les saules qu'on arrache. La machine va vite, mais elle travaille à la va-vite, si l'homme n'y met pas la dernière main elle ne laisse qu'une ébauche. Quand la débrous-

sailleuse remplace les cantonniers (et plus on a de routes plus on les supprime, la machine étant un bon prétexte) les bas-côtés ont une barbe de quinze jours. Mais par compensation la mécanique plante ou sème bien en ligne dans le rectangle décapé par le désherbant, et la géométrie des pommiers ou des salades est mise en valeur par le hérissement de la bordure comme la villa blanche dans le gravillon l'est par les décharges voisines. L'ancien paysage se caractérisait par la souplesse et la variété dans l'ordre, le nouveau passe sans transition du chaos au système. A la campagne comme en ville, la vue n'est jamais que le reflet d'une société.

Du remembrement-démembrement

Le paysage n'est tel que parce qu'il est structuré : fait d'un jeu de volumes, de formes et de couleurs variées soulignées par des entailles ou des rebords plantés d'arbres. Quel peintre abstrait aurait pu inventer le bocage dans la lande tel qu'on le voit de Saint-Michel-de-Brasparts ? Mais on remembre ou plutôt on disloque le canton : murettes, haies, bosquets, lavoir ou digue, tout y passe écrasé sous les chenilles des blindés ; il n'en reste bientôt qu'un champ de manœuvre qui porte leur marque. Certes un remembrement s'imposait dans un pays de parcelles petites et dispersées, mais il faut voir comment celui-ci est fait. Quand l'opération est faite avec méthode et à son rythme comme elle le fut en Angleterre le paysage peut en être embelli. Mais c'est à la condition de nettoyer les bordures et de laisser un encadrement d'arbres d'autant plus hauts que la parcelle est grande. On eût ainsi conservé les sols en faisant de la France entière le parc d'un château [1]. Malheureusement l'entrepreneur et l'ingénieur sont payés à tant du kilomètre décapé

1. *Cf.* Les paysages du film de Loosen « le Messager ».

ou curé. Ausi faudra-t-il songer à les payer pour le ruisseau ou la haie qu'ils auront laissés en place.

Du déboisement-reboisement

La dent d'innombrables troupeaux a transformé la savane arborée saharienne en désert. Notre cheptel mécanique dévore lui aussi le tapis végétal ; mais comme il a des mâchoires d'acier, il arrache d'un coup l'arbre et les racines. S'il a fallu des siècles pour faire un Sahara, quelques décennies suffiront pour faire du parc européen un Kalahari chimique. Là où passent les hordes motorisées d'Attila-Péchiney les chênes ne repoussent plus, d'autant mieux qu'à peine ont-ils levé leur tente qu'un nouvel envahisseur (pardon, aménageur) rase ce qui commençait à pousser. Mais le plus sûr moyen d'établir le désert dans nos climats humides c'est encore de le cimenter ou de l'asphalter. La monoculture remplira de néant — de maïs dans du maïs — les vides qu'elle découpe à l'emporte-pièce ; car elle ne fait pas plus pousser des paysages que des aliments. Même s'il est vert, c'est un désert, car là aussi il n'y a rien, et c'est toujours pareil. Et pour s'assurer que rien d'autre n'y poussera, on l'arrose sans cesse d'une rosée empoisonnée. Allez donc vous y promener et chasser le perdreau ; autant le faire dans le bocage, lui aussi imbibé de pétrole, de Lavéra. Et si un jour, quittant la route, juste avant la châtaigneraie vous poussez la barrière en bois qui donne sur le vignoble en hautains, sans oublier de la refermer, ouvrez tout grands les yeux et pensez au polyculteur dont vous contemplez l'œuvre. Savourez-la, elle vous remplit la vue autant que le verre.

Le désert gagne, que chasse devant lui un sirocco ronflant. Ici ce sont les landes qu'on reforme, là les ruisseaux qu'on aligne : cela dépend de la manie de l'ingénieur des ponts ou du parc de machines de l'en-

trepreneur du coin. Ce n'est jamais fini, car le maire voisin ne manquera pas d'imiter son collègue ; et s'il le faut ces messieurs du conseil général l'aideront à ruiner sa commune en la subventionnant. Le VVF est en déficit ? Justement un promoteur propose d'acheter l'étang du village pour créer un plan d'eau qui relèvera son standing.

Ainsi un beau jour nous ne saurons plus ce que c'est qu'un marais, un bosquet. Mais ne craignons rien, la subvention qui allait au défrichement ira au reboisement : après Poclain, Vilmorin. D'ailleurs Poclain continuera, car il faut bien commencer par arracher les feuillus pour planter des araucarias des Seychelles. C'est pourquoi les routes disloquent les forêts, zèbrent les versants des montagnes. Et la pierraille s'écroule sur les flancs de la combe, d'autant plus qu'elle doit faire six mètres pour obtenir la subvention, ce qui fait quatre fois plus de déblais que si elle en avait trois. Et là où il y avait des gourgs bleus dans la pénombre verte, il n'y a plus qu'un oued dans la pierraille hérissée de grumes. Puis comme dans toute guerre, l'ordre surgit du chaos, et l'armée des manches à balais noirs est plantée bien en rangs. Par file à droite, en avant, marche ! Vers l'avenir qui en a bien pour dix ans.

Du désenclavement-enclavement

C'est la morsure d'érosion des routes qui répand partout le désert industriel. Le paysan vivait perdu dans son île, aujourd'hui, lui ou sa tombe qui s'écroule, il est désenclavé et enclavé dans le tout par le réseau qui l'alimente en eau, en lumière et en fantasmes. Grâce au bull une route aujourd'hui s'ouvre en un rien de temps ; le tank fonce en avant laissant derrière lui une tranchée qu'encadre deux bourrelets de terre et d'arbres écorchés. Pourquoi s'en priver ? Pour l'entretien on verra après. La route mène partout : à la ville,

à la ferme, au champ ou nulle part. Et celles qui ne sont pas faites pour l'amour de l'art ou du profit, sont bientôt envahies par le flot mortel des bagnoles. Ainsi l'espace rural se brise en îlots de plus en plus petits dont la faune et les gosses ne peuvent sortir sous peine de la vie.

Partout l'auto suit et répand l'asphalte ; et quand elle stoppe, la flaque noire s'étale en parking. Partout avec elle se répand le vide, que suivent bientôt l'ordure et la banlieue. Et quand vient l'autostrade, c'est une vallée qu'on éventre ; d'autant plus qu'autour des trèfles étalés à perte de vue prolifèrent bientôt hangars et usines : il faut choisir entre voir et filer à cent trente sans voir. L'autoroute coupe en deux la campagne, car ce fleuve toujours en crue n'est franchi que par quelques ponts. Elle assassine un val, ce n'est que justice si à ton tour elle t'égorge. On me dira qu'il faut des routes pour aller en ville ou à la campagne. Ce n'est pas faux, mais à quoi bon si elle ne mène qu'à la route ? A quoi bon la bagnole si l'on n'en sort plus ?

De quelques gros herbivores qui dévorent la verdure pour chier du fric

Pour abréger le travail des paysans, et sans doute pour les vendre, on a fabriqué des machines. Mais encore faut-il savoir s'en servir. Comme elles n'ont pas encore de cerveau électronique programmé, c'est à leur maître, qui est aussi leur esclave, de décider. Elles ne savent pas tout faire et, trop puissantes et trop pressées, ce qu'elle font elles le font au trois quarts. Leur temps c'est de l'or, elles coûtent cher et leur vie est brève, d'autant plus qu'il faut acheter le dernier modèle. Leur propriétaire doit rentrer dans ses fonds : à tout prix il faut qu'il leur donne à manger. Aussi ces engins faits pour aider le paysan servent tout autant à le détruire en même temps que le paysage.

Il y a le tracteur — tout rouge afin que nul n'en ignore — qui se ronge les sangs dans la grange en attendant du travail. Il se venge en liquidant le paysan non rentable : d'autant mieux que celui-ci vient d'échanger l'ancien modèle contre un nouveau plus puissant. C'est pour lui qu'on rase le bocage ; cet enfant de Mac Cormick rêve d'un *Middle West* bien plat où à perte de vue il tirerait sa longitude. On pourrait l'imaginer plus discret, plus souple, mieux adapté aux terroirs variés et accidentés d'Europe. Mais les sociétés ont les tracteurs qu'elles méritent. Aurons-nous les tracteurs — les autos — de nos paysages ou les paysages de nos tracteurs, de nos autos ? C'est tout le problème, aujourd'hui brûlant, de l'homme et de sa machine.

Mais l'essentiel du débat est dû à l'usage incontrôlé du bull et de la tronçonneuse. Le bull est une grosse brute aux biceps luisants, munie d'un démarreur en forme d'homme. L'esprit sans doute englué par la graisse dont cette mécanique est imprégnée, son conducteur n'a en général pas plus d'idées qu'elle, et il met son point d'honneur à ne pas décoller le cul de son siège pour rectifier son travail. Le cerveau de ce monstre apocalyptique et antédiluvien est la propriété d'un entrepreneur ou d'un ingénieur des ponts dont l'obsession est de faire n'importe quoi n'importe comment pour le profit ou le prestige. Son temps c'est de l'argent, ou plutôt de l'or. Comme on le paie à l'heure, quand il défriche un terrain il en fait le plus possible enterrant le sol vivant sous des montagnes de glaise stérile : le commerce des engrais y trouvera son profit. Ce pachyderme d'un énorme appétit a l'estomac fragile ; ce qu'il avale, il le dégueule aussitôt dans un grand hoquet de ferraille. Et pesamment, secoué de rots, il va écrasant le produit de ses vomissures. Il ne fait pas le détail : un coup de reins han ! blocs et troncs sont rejetés de côté : autrefois c'était une allée. Cela

fait propre comme on dit au village. Méfiez-vous du bull, si vous en voyez un s'ébattre dans votre garenne, il a vite fait de commettre des dégâts irrémédiables. Mais le fusil ne suffit pas, il faut un bazooka ; et en dépit du pullulement croissant de ce gros gibier la chasse en est interdite.

D'une pétrolette hystérique

La tronçonneuse est moins grosse, mais comme le moindre paysan en dispose, elle est en train de raser la France. C'est le représentant qui en disperse la semence. Voici la troisième fois qu'il passe chez le père Laborde. Voyons vous êtes le seul, et l'on vous fait crédit... Le voici donc qui capitule et considère son acquisition. Où l'essayer ? Justement le gros chêne est là devant la porte ; il n'y a qu'à appuyer sur la détente... Il fallait des heures pour abattre un arbre d'un siècle, aussi l'on y regardait à deux fois, tandis qu'aujourd'hui : un déclic, un cri... Le mal est fait.

Si le bull n'est qu'une grosse brute, la tronçonneuse, elle, est quelque peu hystérique et sadique. Autant qu'elle travaille, elle s'amuse visiblement. Cette pétrolette sans silencieux ni frein, c'est gai, ça gueule, ça rentre comme dans du beurre, fils de pute ! Et sous le moindre prétexte je te débite un tronc d'un mètre non seulement en rondins mais en rondelles : ce n'est pas une image vous les trouverez dans ce chaos qui fut un temple. Car les branches, on s'en fout, on se chauffe au mazout. Emportez ces plateaux, ils seront introuvables quand il n'y aura plus que l'aggloméré de M. Cointat. Le vocabulaire du bucheronnage ne rend plus compte de ce travail. La tronçonneuse ne sert pas à scier, ébrancher ou élaguer, elle tronçonne : sur la place asphaltée du village les moignons de platanes sont désormais amputés à mi hauteur.

En principe l'homme est le seigneur de la machine,

mais on n'est pas allé jusqu'à laisser chaque citoyen disposer d'un canon. L'usage d'un tel engin de destruction devrait être contrôlé : on le fait bien pour les armes à feu. Et surtout il faudrait que les paysans, d'ennemis de la nature en deviennent les habitants : ce jour-là avant d'abattre les chênes, ils les verront.

4. Le nouveau paysan dans le nouveau pays

A vrai dire, comme pour les nouvelles nourritures ou le nouveau paysage, un tel titre n'est guère qu'une formulation ironique. Car on ne peut parler de nouveau que si l'ancien, dans ce cas le paysan et le pays, tant soit peu demeure. Le paysan était l'homme du pays qui de son côté n'était rien sans lui. Or si l'évolution actuelle continue, le rapport avec la nature et le lieu ne cessant de s'amenuiser, l'homme du pays sera bientôt l'homme de nulle part : de la monoculture du néant, qui est partout le même.

1. *Mourir avec la campagne.* La dépopulation des campagnes s'est opérée en deux phases qui reflètent le cours d'une industrialisation qui les a ignorées. La première fut relativement lente, la seconde, précipitée, a tourné à la panique entre 1960 et 197... En 1971 les agriculteurs ne représentaient plus que 15 % de la population active et bientôt avec 12-15 habitants au km², la campagne française a rattrapé le *Middle West* de l'entre-deux guerres. Mais comme la désertification de celui-ci s'est poursuivie, la dépopulation des campagnes doit encore s'accélérer pour aboutir à la France des deux cent mille ou trois cent mille exploitations modernisées prévues par l'éminent défenseur

de l'environnement européen. La population pompée par le système congestionnera les villes menacées d'apoplexie et de chômage, tandis que les campagnes tourneront au désert. Le plein s'opposera au vide, même s'il s'y répand durant les vacances.

Toutes les causes, qui se ramènent à une seule : la société, se combinent pour précipiter l'évacuation des campagnes. La pauvreté relative des paysans confrontée au confort et à la sécurité des travailleurs des villes, mais aussi l'idée que leur en donne une société urbaine qui tient pour nulles les richesses dont disposent encore les campagnards, et pour essentielles celles qu'elle-même dispense plus ou moins. Plus que jamais dans la nuit des champs la ville est le phare qui polarise tout. Le mouvement, venu de la ville, qui chasse les paysans de leurs campagnes n'est plus spontané, toutes sortes de mesures planifiées y contribuent. La subvention ou sa suppression, l'encouragement ou le découragement au développement d'usines, la ZAD, la ZUP, et pour finir l'expropriation, le terrain militaire ou l'autostrade qui coupe en deux les champs, contribuent à dissuader l'agriculteur de rester sur sa terre. Pour l'appâter il y a l'IVD (indemnité viagère de départ fixée à 1 500 francs pour les vieux exploitants qui acceptent de prendre leur retraite au profit des agriculteurs compétitifs) : l'éviction n'est pas cotée bien haut en Bourse. En ajoutant la retraite des vieux, le cadre moyen qui me lit pourra déduire de combien dispose par mois le paysan éliminé du marché. S'il est propriétaire il pourra vendre son lopin au juste prix fixé par la SAFER, mais s'il est métayer ? Et s'il a moins de soixante ans que deviendra-t-il s'il n'a pas de petits copains pour le recaser comme manutentionnaire au silo de la coopé ? Jusqu'ici on ne le sait guère : en quittant la terre le paysan sort des statistiques. Et toute la société va dans le sens de l'Etat. L'Inspection académique ferme les écoles des communes qui se dépeu-

plent, ce qui fait qu'elles se dépeupleront encore plus, et transporte en car ce qui reste d'enfants vers l'élevage de poulets-bunker de la bourgade voisine ; et le village privé d'instituteur et de curé retombe au rang d'écart, si ce n'est de ferme isolée. A son tour l'épicier s'en va, puis le forgeron qui n'a rien à y faire, et du coup le paysan ne peut plus y rester. Le processus de la dépopulation s'engendre de lui-même et tend à se précipiter.

Enfin la campagne se dépeuple pourrait-on dire de l'intérieur, parce qu'elle est condamnée dans l'esprit de ses habitants par Dieu, c'est-à-dire la société. Le paysan qui s'y cramponne se sent pécheur : c'est un arrièré qui offense la raison c'est-à-dire l'économie, un sot qui n'a rien compris. Juste châtiment, il sera condamné au célibat ; car les femmes, dont la condition était particulièrement dure à la campagne et qui sont plus sensibles à la conjoncture sociale, refusent d'épouser un paria. Il faut les comprendre, ce n'est pas drôle de vivre à côté des vieux ; mais même s'ils s'exilent et s'il y a le confort moderne à la ferme, elles préféreront épouser un ouvrier. Et le paysan reste seul dans la grande maison devant les ronces et la nuit qui montent. Ses forces déclinent en dépit des machines ; l'une après l'autre les maisons voisines se ferment, et les amis s'en vont. En été la résidence secondaire du coteau s'anime, mais en octobre avec les pluies le silence revient ; tandis que là-bas la ville brille de lumières et de rumeurs. Comment en dépit de la TV ne se sentirait-il pas perdu, condamné, maudit ? Le train démarre, et lui reste tout seul sur le quai dans le noir. Comment, pris de panique, ne se cramponnerait-il pas à la portière du dernier wagon au risque de se casser la gueule ?

Les paysans (et tout homme en est un) semblaient jusqu'ici invincibles. Courbant le dos sous l'orage, ils avaient résisté à tout : à Poincaré, à Hitler, à Staline.

Mais ils n'ont pas tenu un instant devant Mansholt et consorts, et voici qu'en dix ans la campagne éternelle est liquidée. Ces paysans si méfiants gobent sans sourciller tout ce que leur raconte la TV ou le représentant. On ne liquide pas un peuple, mais tous, et c'est à peine s'il y a quelques cris, quelques routes barrées, et une émeute, un jour à Bruxelles. Et ce n'est pas maintenant qu'une jacquerie se produira, faute de Jacques. Privés de porte-parole, les paysans se taisent, abandonnés de tous ; de l'ancienne bourgeoisie et de la nouvelle qui sort de leurs rangs, mais qui, dans les SAFER et dans les Coopés, vit de les détruire. Quand par hasard ils trouvent un meneur comme Debatisse, s'il défend l'exploitation familiale, c'est au nom de la productivité, de la mécanisation et de l'agro-chimie, apportant ainsi de l'eau au moulin de ceux qui la condamnent. Les organisations agricoles mettront en cause le prix du litre de lait, jamais le principe d'une société dont l'être est l'anéantissement de la campagne et de ses habitants. C'est pourquoi, dans la défense des paysans, elles partent battues d'avance.

Ceux-ci avaient pour eux la nature et l'éternité, maintenant ils ont contre eux l'histoire. Comment ne pas participer au progrès, aux valeurs du monde qui vous nie ? Les paysans sentent qu'ils ne peuvent rien contre le destin, la fatalité. Tous les arguments se ramènent à celui-ci : on ne peut rien contre le progrès, c'est-à-dire la concentration, la standardisation, le départ... Tout cela nous domine de trop haut. Ainsi, après s'être faiblement débattu, l'agneau tend la gorge au couteau du boucher.

La campagne se vide de ses hommes. Et ce sont les responsables parisiens qui ont planifié le désert rural qui découvrent avec stupéfaction le fruit empoisonné de leur politique. Car cet espace, qui n'est plus la campagne, mais qui n'est pas encore la ville, n'est que limbes : foin qui pourrit sur place, toits qui s'écroulent.

Comment, « paradoxalement »[1] le progrès peut-il aboutir au désastre : à ces alpages jaunis d'où dégringolent les avalanches ? Nous n'avions pas voulu cela... Les pimpants Luna-parkings nationaux qui s'édifient dans les régions les plus belles, et par conséquent agronomiquement les moins rentables, seront bâtis dans un beau cimetière. Là où il n'y aura pas la pétarade des moteurs et la gueulante des haut-parleurs, il n'y aura qu'un silence de mort : les kilomètres de barbelés des grandes exploitations, interrompus çà et là par une décharge ou un hangar, le combinat de loisir vide que hantent les fantômes d'août. Naturellement les planificateurs qui prétendent maîtriser l'avenir s'en aperçoivent après coup.

2. *L'exploitant-exploité agricole de la nouvelle banlieue maraîchère.* Oui, mais le gouvernement français, l'Europe, se ruinent à subventionner les paysans ; les produits agricoles, les routes, les adductions d'eau et la Sécurité sociale de ces contribuables privilégiés. — Et les militaires ? Les transports parisiens ? Et Concorde, et Fos ?... Tenons-nous en là pour le moment — Ne seraient-ils pas subventionnés ? Et où vont les subventions ? Aux paysans ou aux machines, c'est-à-dire à ceux qui les louent ou les vendent ? L'argent touché par le cultivateur passe aussitôt à l'entreprise qui aura drainé ou défriché la terre, à l'industriel qui aura fabriqué les engins.[2] La subvention à l'élevage porcin, c'est Sanders qui va en encaisser le capital et les intérêts. Pour l'agri-

1. Selon M. Mansholt. (Cf. plus haut l'analyse de son article dans *Le Monde*).

2. Selon *Stern* (28 février 1974) l'an dernier les paysans allemands ont versé près de 7 milliards de marks à l'industrie mécanique et chimique. Sur les 14 000 marks versés à chacune des 1 200 000 exploitations agricoles allemandes 20 % seulement seraient échus aux paysans sous forme de majoration de prix, d'abattements fiscaux et d'aides directes.

culteur marginal elle n'aura été que le piège qui l'aura endetté et engagé dans une voie qu'il ne pourra suivre jusqu'au bout. La subvention donnée à la commune n'aura servi qu'à bâtir un VVF ou une station de ski déficitaire. Les éleveurs locaux n'y auront rien à gagner sinon des ennuis, mais monsieur le Conseiller général se sera immortalisé avec les fonds des contribuables alpins et français. Si l'on finance l'agriculture, que dire de sa modernisation, c'est-à-dire la corruption des aliments et du paysage et la déportation des paysans ? Mais l'agrochimie est rentable, puisqu'on la subventionne[1].

Le grand prétexte de toute industrialisation est de fournir des emplois, or celle-ci les supprime par millions, car aux cultivateurs il faut ajouter les commerçants et les artisans des bourgs qui vivaient de la campagne. La polyculture familiale, cela crée des emplois ; dans ce cas la vieille thèse selon laquelle la machine chasse l'homme se trouve être largement vraie. Et le paysan recasé en ville au dernier rang de la hiérarchie du travail, alimentera le premier l'armée des chômeurs en cas de crise.

Au moins le sort des paysans qui restent s'est-il amélioré ? Leur « promotion » étant la justification de l'élimination des autres, qu'en est-il ? Tout le monde sait que le revenu moyen des agriculteurs reste inférieur à celui des autres catégories en dépit de la prospérité des grosses exploitations, mais on ignore en général la précarité des conditions de vie de la plupart de ceux qui se cramponnent à la terre. Un auteur, qualifié de

1. « Nous avons distribué pour la construction des porcheries entre 1960 et 1971 autant de subventions que pour les adductions d'eau potable (7 à 8 milliards d'AF) » a déclaré le directeur des services agricoles des Pyrénées-Atlantiques. La liquidation du jambon de Bayonne et des Pyrénéens, ça coûte cher. Mais l'exécuteur des hautes œuvres de Sanders a pu féliciter les éleveurs compétitifs de la « qualité » de leur jambon (?) S'il le faut, selon la loi, on supprimera l'IVD aux vieux qui s'obstinent à vendre le leur.

non conformiste par le journal officiel qui décerne ce brevet [1], a constaté que l'exploitation familiale quand il y a des enfants se maintient mieux que certains latifundia imprudemment modernisés par des Pieds-Noirs. Du moins celle qui subsiste, et il faut voir à quel prix.

Certes, en général, l'amélioration de certaines conditions de vie suit celle du revenu nominal. L'eau, l'électricité, la route ont simplifié les tâches : la Sécurité sociale agricole permet de parer aux coups durs. Mais désormais intégré dans le système du marché et de la consommation, il faut qu'il achète, et chaque jour un représentant passe le lui rappeler. S'il dispose de plus d'argent, il lui en faut bien plus pour payer les engrais, les traites du tracteur, de la bagnole et de la boîte qui le greffe dans la nouvelle société. Donc si la machine diminue son travail, il doit travailler plus pour elle ; et sa journée, prolongée par les phares, devient parfois plus longue qu'autrefois, bien que son rythme s'accélère. Le travail dans l'industrie naissante, ce n'est pas toujours drôle : qu'est-ce qui vaut mieux ? étouffer dans la puanteur d'un élevage de batterie ou surveiller ses moutons dans le ciel des montagnes ? Oui mais c'est plus long et on n'a pas la TV. Au fond, le meilleur de la vie du paysan modernisé : plus d'espace dans un reste de nature, plus de place à la maison, une certaine possibilité de choisir son moment sans avoir de supérieur sur le dos, il le doit à l'héritage de la campagne. Et trop souvent la modernisation agricole ne fait que cumuler les inconvénients de l'industrie et de l'agriculture. Dans le travail la mécanique se substitue au geste, mais c'est toujours au même prix. En même temps que l'effort, diminuent le contact avec la matière, l'habileté et le soin. Le travail est fait en gros, comme en témoignent les prés où la motofaucheuse a remplacé la faux ;

1. *Cf. Le Monde.* Louis Maynié, *Les exploitations agricoles en France*, PUF. 1972.

et avec le sens du geste bien fait se perd une grande partie de l'intérêt au travail, devenu de moins en moins varié. Il ne reste que l'intérêt tout court qui s'exprime en francs. Moins de certitude dans les effets de la machine eût abouti quand même à l'invention d'engins moins grossiers. Ceux-ci font le travail plus vite, mais comme il faut produire plus, l'agriculteur se retrouve au même point.

L'industrie d'avant-garde est parfois d'arrière-garde par ses méthodes qu'elle n'a pas eu le temps de mettre au point. Transformé en ouvrier, le paysan en porte la vêture, signe de sa promotion ; mais comme il continue de travailler la terre, besogne astreignante et salissante, sa combinaison maculée de cambouis n'en reste pas moins souillée de poussière et de boue. Par ailleurs, si, grâce à l'assurance, le paysan a moins d'aléas à craindre de la nature, sinon de la société, il n'a guère de bonne surprise à espérer. L'intérêt du jeu est éliminé en même temps que le risque. Et vivant désormais en prolétaire dans une banlieue, il ne dispose toujours pas de vacances pour se reposer d'un travail qui devient celui de l'usine. Dans la société industrielle, l'agriculture en passe d'industrialisation reste une fonction marginale, et le cultivateur perdu dans sa lointaine banlieue s'épuise à suivre le mouvement. Pour le paysan, se moderniser, comme on l'entend aujourd'hui n'a qu'un sens : se suicider. Sans arrêt il court au plus pressé, malgré les machines qui le ruinent, il s'épuise à dominer un espace qui s'agrandit sans cesse. Les coups de barre brutaux et contradictoires de la politique et de l'économie agricoles achèvent son désastre. Au moment où le paysan, docile aux conseils de modernisation, vient d'investir des millions dans des vergers irrigués, voici que la surproduction aboutit à l'effondrement des prix et c'est finalement celui qui a conservé sa vigne en dépit des économistes qui s'en tire le mieux. Car la monoculture dans l'espace est polyculture dans le

temps : les planificateurs pratiquent la rotation accélérée vigne-vergers-vigne ou bien porc-vache-porc, etc. Le paysan moyen qui s'engage dans le cycle de la culture ou de l'élevage industriel participe à l'établissement d'un système où il n'a plus sa place. L'éleveur de 50 porcs en batterie qui veut jouer à l'industriel avec Sanders est comme un artisan qui voudrait concurrencer Renault en fabriquant des autos. Cela peut aller au début, mais tôt ou tard ces produits de série appellent l'usine intégrée, gérée par ordinateur de plusieurs milliers de bêtes, en attendant la fabrication à la chaîne des protéines de synthèse par la chimie. En attendant, le paysan signera un contrat draconien avec la firme toute-puissante qui lui fournit les aliments, les directives et lui enlève la marchandise — trust ou coopé on ne sait au juste où finit l'un et où commence l'autre. De toute façon il n'est plus le maître ni de son travail ni de ses prix. Il n'est plus ni propriétaire ni fermier, il devient une sorte de sous-traitant, ou plutôt d'employé dont le revenu, faible mais garanti, est seulement plus élevé que celui d'un journalier. Il a perdu la propriété de son moyen de travail : la terre, pour laquelle il s'était battu pendant des siècles ; et c'est au moment où l'on parle d'autogestion qu'elle disparaît dans un vaste secteur où les travailleurs l'avaient enfin conquise. Mais capitalistes et socialistes sont d'accord pour débarrasser l'agriculteur du faix de la propriété : cela fera un esclave ou un adhérent de plus.

Il n'y a pas modernisation mais fin de l'agriculture, et par conséquent des paysans. Le seigneur de sa terre devient l'exploitant — qui est aussi l'exploité — agricole, intégré au dernier rang du système de la chimie. A lui le F2 en ultra léger sans feu, la Simca d'occasion dont l'ouvrier ne veut plus, les gaudrioles de la deuxième chaîne à la place de la chasse, le pain plastique au lieu de la tourte et le sachet de goldens pour dessert s'il a arraché ses pommiers : le minimun vital.

Son niveau de vie s'élève-t-il ou non ? Cela dépend des critères, qui sont en général fournis par la société régnante. Comme le sous-développement est conçu en fonction du développement, on a oublié d'intégrer dans les calculs les biens naturels ou traditionnels qui aujourd'hui deviennent de plus en plus un luxe nécessaire. L'ancienne ferme n'avait pas de salle d'eau, mais elle avait des murs, de l'espace sous un vaste toit, donc de la beauté à revendre : ceci vaut bien cela pour qui n'a pas ceci et cela comme les P.-D.G. Quel est le plus riche, du paysan en blouse élimée, maître de son foyer et de son territoire avec droit de chasse et de pêche, ou de l'exploitant en bleu graisseux de mécano, débiteur de la jolie villa dans l'ordure, munie de sa TV ? Il se pourrait bien que si l'on défalque de son revenu les 80 % consacré aux traites de l'auto, des machines et des divers gadgets, il soit bien plus pauvre que le paysan moyen de certaines campagnes qu'on qualifiait de riches. Et il ne faut pas oublier qu'il n'y a qu'un agriculteur sur quatre à bénéficier de cette promotion. Telle qu'elle est, elle se discute.

Promotion des paysans ? Non, liquidation, puisqu'il n'y en a plus. Comment toute une classe sociale, mille pays et autant de peuples, ont-ils accepté d'aller à l'abattoir ? Parce que tels des moutons, sous la houlette de leurs mauvais bergers, ils ont pris les devants. Passons maintenant en revue quelques lieux communs, abondamment répandus par la propagande, propres à assurer la liquidation des paysans par eux-mêmes.

Nous ne voulons pas être des assistés

Non, nous ne voulons pas de l'aumône de l'Etat mais qu'on nous paie le produit de notre travail. Nous ne voulons pas être des mendiants. Mais les savants, les marchands d'acier, les promoteurs du Languedoc ou

des Landes ont moins de scrupules à toucher les dizaines de milliards que le contribuable leur verse. Leur activité à eux est rentable, comment pourrait-il en être autrement ? Financer les termitières du ski qui dévastent les Alpes, c'est normal mais pas les chalets des montagnards qui les conservent : nous (au fait qui nous ?) refusons cette aumône, nous la donnons à Fos ou à Concorde. Nous ne sommes pas des assistés ; nous demandons seulement que la subvention pour le financement des élevages industriels soit augmenté de 17 %.

Nous ne voulons pas être des Indiens

Non, nous ne voulons pas qu'on nous enferme dans un parc national, et qu'on nous paie à ce titre, nous ne sommes pas des Indiens, des paysans berrichons ou picards. Notre folklore, on s'en fout, nous voulons être comme tout le monde nous fournir chez Levi's et écouter Guy Lux. Nous ne voulons pas être des Indiens : des Provençaux, des Français, des Européens. Nous voulons disparaître dans le fourre-tout : nous voulons qu'on nous ethnocide. Après tout, c'est bien ce qui est arrivé aux Indiens, en Amérique et ailleurs. Nous ne voulons plus être des Indiens : des paysans, nous ne voulons plus être nous-mêmes. Et quand nous ne serons plus des Indiens, que nous aurons des vacances comme les autres, nous irons voir les Indiens du parc régional d'Armorique.

Nous ne sommes pas assez riches

Ici le paysan propagandé parle au nom de l'industriel ou de l'économiste distingué, qui d'ailleurs ne sait que faire de son fric. Celui-ci avait commencé par identifier le plastique de batterie au poulet, puis quand l'évidence s'est fait jour jusque dans la poubelle des cantines, on entendit un autre son de cloche : « Le poulet c'est peut-être meilleur, mais nous ne sommes pas assez riches pour produire du poulet, du porc, du

vin, du pain, du paysage de ferme, etc. » Plus tard si le standard de vie s'élève encore... Nous ne sommes pas assez riches... Le progrès nous appauvrirait-il ? Mais non, puisqu'en pouvant payer de plus en plus cher les dernières boissons ou nourritures de qualité, nous démontrons le contraire [1].

Il faut bien nourrir les peuples sous-développés

Car il y a aussi cet argument pour justifier l'anéantissement de l'agriculture. Là nous sommes en pleine messe : charité chrétienne. Quel beau sentiment, reconnu tel de Rome à Péchiney ! C'est en effet pour nourrir l'Afrique que je chambarde l'Auvergne. Moi je m'en fous, vendredi je pars en safari dans les savanes du Burundi ; si vous saviez combien c'est beau mon cher. En attendant ayez l'obligeance de me faire passer de cet excellent fromage corse. Il faut bien aider les peuples sous-développés à se fournir de caséine en poudre.

Le plan Mansholt ? Connais pas

Pour couper court au débat, terminons-en par là. Le plan Mansholt ? Connais pas... Au fond la petite exploitation, l'agriculture, la campagne, la nature etc., se défendent très bien. Le brie sera toujours la Brie, et la France toujours la France. Vous n'avez pas le sens des nuances mon cher : voyez le dernier article de M. Doutrelant dans *le Monde*, où il vous démontre qu'on peut accélérer la liquidation de la petite exploitation puisque de toute façon elle se maintient. Le plan Mansholt n'existe pas, ce n'est qu'un plan, et l'on sait qu'ils ne sont jamais appliqués. Peut-être pas point par point, mais si vous voulez bien, nous n'irons pas très loin, jeter juste un coup d'œil devant la porte...

1. « Le consommateur doit s'attendre à voir les prix de ses vins préférés se relever au rythme de l'augmentation de son niveau de vie. » (Page agricole de *Sud-Ouest*. 26 avril 1973).

3. *Grands et petits bourgeois de la nouvelle banlieue française.* Le passé et le présent ont chacun les avantages de leurs inconvénients ; tout ce que l'on peut dire c'est que l'un succède à l'autre, et qu'entre les deux le dialogue de sourds peut continuer indéfiniment. Les vrais bénéficiaires de l'industrialisation des campagnes sont naturellement les tenants de l'industrie : quelques gros exploitants capitalistes, la nouvelle bourgeoisie rurale, c'est-à-dire le secteur tertiaire chargé de gérer l'espace rural pour le compte de la ville. Mais le vrai gagnant c'est la haute industrie qui contrôle le tout.

Dans les campagnes s'ébauche l'ordre nouveau. Aux sociétés autochtones diversifiées en succède une autre, uniformisée, centralisée et hiérarchisée. Au sommet de la pyramide quelques seigneurs, individuels ou collectifs, exploitants d'énormes espaces et s'assurant de solides bénéfices en profitant des prix et des crédits prétendument consacrés à la modernisation des exploitations moyennes, dont on ne cesse d'ailleurs d'élever la superficie de référence : 30, 40, 50 hectares, etc. Plus question pour le néo-capitalisme de défendre la propriété familiale : en 1972 on a supprimé l'aide à l'accession à la propriété pour les fermiers et les métayers. Et ce n'est plus la gauche qui les défendra ; jusque-là elle s'était refusée à enregistrer les tensions du progrès et de la démocratie, maintenant devant le diktat de l'industrialisation elle parle de moins en moins de réforme agraire au profit des petits paysans. Si la productivité doit augmenter, il est normal que le bourgeois flanque ses métayers à la porte pour exploiter lui-même ses propriétés, sinon que l'Etat mette tout le monde d'accord en confisquant les terres.

Immédiatement au-dessous de ces combinats agricoles capitalistes, exploités souvent par de riches étrangers qui y investissent des profits acquis ailleurs, viennent quelques gros paysans qui ont eu la chance de

garder des enfants à la maison, ou qui disposent de l'aide du dernier journalier resté là parce que demeuré. Mais la masse des paysans moyens n'a plus qu'un espoir : se cramponner à la terre jusqu'à l'IVD. Et ceux qui réussiront le mieux à le faire, seront ceux qui refuseront de jouer le jeu de la modernisation : les plus pauvres, les derniers hippies campagnards sans tracteurs ni bagnole, qui continueront de tirer l'essentiel de leur subsistance des ressources diverses de leur propriété. Ceux qui s'obstinent à grand-peine à se conformer au modèle ne se maintiendront à la terre qu'en perdant ce qui était l'être du paysan : l'autonomie.

En revanche se développe un secteur tertiaire qui vit de la liquidation de la campagne et de ses nourritures. Toutes les opérations de modernisation du néo-capitalisme se font en effet par le biais de collectivités néo-socialistes : administrations plus ou moins publiques, SAFER, Coopés, syndicats montagnards, etc., chargés d'appliquer la loi, de recueillir et de distribuer les fonds [1]. Pas de salut pour celui qui refuse de participer à ces institutions démocratiques, d'ailleurs obligatoires. A leur tête on retrouve toujours les mêmes personnalités du pays, qui devient ainsi une sorte de fief de tel ou tel : monsieur X sera comte de la Marche, et Durand vicomte de Boischaut. [2] Financé par l'Etat, prélevant sa dîme sur les cultivateurs, touchant sa petite part des profits des trusts, ce secteur tertiaire joue un rôle clef dans la destruction des pays et des paysages. C'est par lui et pour lui que fonctionne le

1. C'est ainsi qu'en Soule l'aide aux agriculteurs de montagne passera par le Syndicat de Soule qui dispose de la majorité des voix bien que représentant une faible minorité de propriétaires.

2. Homme prudent, je prends mes exemples en dehors de mon pays, mais tout Basque ou Béarnais saura mettre des noms pour ce qui est de la vallée du Gave, de Mauléon ou d'Oloron.

système auquel il s'identifie. Il enseigne son idéologie aux jeunes dans ses lycées agricoles. Il transporte et répand partout ses machines et ses poisons qu'il vend dans des magasins criards dont l'odeur irrespirable proclame ce qu'ils contiennent. Il stocke et transforme les récoltes en achevant d'en faire de purs ersatz, et il dresse dans le bocage qu'il rase les totems rouges et dézingués et la névrose chimique. Une carte prospère de vétérinaires contrôle, autorise, interdit, exerçant sur les paysans un pouvoir encore plus strict que celui du clergé. Ce secteur tertiaire n'ignore en général qu'une activité : le travail de la terre, il a trop à faire à l'administrer. Mais sans cesse il parle au nom des paysans, qui le détestent du fond du cœur, car ils savent qu'il vit de leur substance.

De ce secteur tertiaire détaché de la terre et qui prospère au fur et à mesure qu'elle se ruine, le Crédit agricole donne un excellent symbole. Tout d'un coup, vers l'an 1965, cette institution de prêt aux paysans s'est mise à enfler prodigieusement, multipliant les temples de bronze et de marbre du fric en papier dans les villes et les bourgades, au moment où les fermes s'écroulent. D'où est venu l'argent de cette institution dont l'expansion menace les banques les plus puissantes ? De l'agriculture ? On nous dit qu'elle est pauvre et qu'il faut la subventionner. Mystère. Sans doute la campagne ne savait où placer ses capitaux.

Bien entendu cette nouvelle classe agricole comporte sa hiérarchie. Présidents préoccupés d'exorciser à l'after shave toute odeur d'étable, dont l'esprit, la vêture et les mœurs copient ceux des autres pédégés. Cadres : supérieurs, moyens, inférieurs, casés là par leur patron créateur du fief vers 1945-1950 avec l'appui du parti, du syndicat ou de l'Eglise. Toute petite bourgeoisie de menus gratte-papier qui tirent comme leurs chefs la justification de leur sinécure de l'organisation du minimum vital des paysans, et qui le leur

font sentir en multipliant les paperasses et les démarches les plus absurdes[1]. Enfin prolétariat de manutentionnaires chargés des basses œuvres infectes de l'agrochimie, travaillant dans la poussière empestée par les poisons des silos, les gaz suffocants des pourrissoirs d'élevage. Qu'on ne compte pas sur les syndicats pour s'en occuper, leurs dirigeants sont partie prenante. Et son prolétariat n'est pas le moins dévoué au clan, auquel il doit son emploi et sa 2 CV d'occasion. Toute action de salut de la terre et de l'homme à la campagne se heurtera à cette forteresse.

4. *L'autre monoculture*. Le paysan était l'homme du pays, d'innombrables liens, qui variaient sans cesse d'un lieu à l'autre, l'unissaient à la terre où il s'enracinait, la variété de la nature combinée avec celle des sociétés multipliait les cultures. Tandis qu'au contraire la monoculture de l'hybride engendre celle de la banlieue et du banlieusard, lui aussi multipliant en plus ou moins minable la semence venue d'Amérique. Son paysage, reflet de cette société, totale sinon totalitaire, sera le seul. Pas plus que de paysans il n'y aura de pays : de peuples, avec leurs maisons, leur art, leurs mœurs et leurs pensées originales. Plus de Navarre, ni de Landes, de Berry et Berrichons. Adieu, Québec, Cachemire, Vieille ou Nouvelle Angleterre !... Mais munis des mêmes canons fabriqués dans les mêmes usines, chacune sous son drapeau, les Nations qui enchaînent les peuples pourront s'entre-égorger avec le concours bienveillant des Empires. Et le touriste pourra respirer à Tahiti l'odeur du lisier flamand.

Les pays meurent d'abord faute de paysans. A partir

1. Professeur, copropriétaire avec trois autres personnes d'une grange avec 3 hectares de landes et de prés en montagne malgré mes protestations répétées je me suis vu attribuer d'autorité le qualificatif d'exploitant agricole et doter de la retraite du vieux travailleur par la Sécurité sociale agricole locale qui venait de se fonder. Dans un autre département — fief — mon cas eût été différent. En France la loi est paraît-il la même pour tous.

d'un certain stade de la désertification des campagnes la société locale disparaît. Ses habitants ne sont plus que des individus perdus dans l'espace, des banlieusards isolés, qui ne sont plus unis par des liens sociaux spontanés, mais par le cadre extérieur de la société globale et de sa télé. Si l'évolution continue il n'y aura plus de pays basque faute de Basques, mais, la propagande aidant, le touriste y trouvera sa ration de folklore colorée en rouge basque par Saint-Gobain.

Le paysan n'est pas libéré de la glèbe, on l'en déracine, on l'évacue pour faire triompher la logique d'une certaine économie. Le plan Mansholt, image de la raison qui est universelle, ne peut qu'ignorer les particularités locales qui compliquent infiniment ses calculs. Un seul moyen d'éliminer l'absurdité, qui est auvergnate, picarde ou bavaroise : nier la géographie, au besoin par la force. Ainsi l'Europe du quintal qui ne connaît que la loi du marché mondial, succédera à celle du Velay ou de la Frise. Aux pays dont le territoire est déterminé par la complexité infinie des facteurs naturels (relief, climat, eaux, végétation, sol, etc.) et des facteurs sociaux (agriculture, mœurs, religion, histoire, etc.) succéderont des belts, déterminés par quelques facteurs physiques et économiques. Le belt de l'hybride englobera toutes les plaines chaudes et humides du Bassin Aquitain à la Vénétie, le belt de l'étoile de Choisy toutes les terres à limon de climat continental de la Beauce à la Silésie. Le bétail transhumera du belt de l'élevage extensif, qui englobera toutes les montagnes de Killarney au Semmering, au belt de l'élevage intensif qui s'étendra du Finistère au Holstein. Et le belt des cultures irriguées et du touriste de batterie s'étendra de l'Andalousie à Chypre.

Partout, l'agro — ou plutôt la monochimie imposera les mêmes gestes quotidiens, donc les mêmes pensées. Partout le même travail d'usine, peut-être moins dur, mais plus monotone : aller, venir, tourner en rond

dans l'espace vide, traiter et traiter encore ; expédier la besogne au plus vite dans la trépidation et l'odeur des gaz, appuyer sur la manette, vérifier le contenu du réservoir, et surtout celui des papiers ; comment le paysan ne se transformerait-il pas en ouvrier et employé ? Et comment, le soir à la maison, avalant la soupe en conserve en vitesse, ne se délasserait-il pas de ce labeur devenu pur travail en rêvassant devant cette vue que l'écran nous donne de la vraie vie ? Là aussi, il n'y a qu'à tourner le bouton pour ouvrir la fenêtre sur l'univers, qui est le seul.

Citadin sans ville, ce banlieusard rêve d'un logement qui en porterait tous les signes. Et sitôt qu'ils le peuvent, les jeunes qui veulent échapper à la tyrannie des vieux édifient leur pavillon à côté de la ferme qu'on laissera crouler quand ils seront morts. Celui-ci porte tous les signes du refus du lieu. Il est implanté n'importe comment face à la route pour jouir de l'ouragan des bagnoles et du noroît. Plus qu'ailleurs, dans la trouée élargie au maximum par la tronçonneuse, répandant poisons, asphalte et gravillons, ou traque la moindre bête ou la moindre plante sauvage. Et sur le gazon aplati par la tondeuse de Manufrance, on crache au visage de la campagne le mollard sanguinolent du prunus, ou celui, blême, du saule pleurnichard, etc. (voir catalogue Truffaut). Malheureusement cette moquette décorée doit compter avec les vaches qu'on n'a pas encore enfermées, qui ont la dent dure et la bouse molle. Le bassin aux poissons rouges, faute de piscine, remplace la mare, et à côté du faux puits rembourré de vieux pneus, de petits nains, don d'Esso Standard, viennent égayer ce microcosme. Malheureusement, tout à côté de cet îlot hygiénique et pimpant égaré dans le vide, les tracteurs ont malaxé la boue imprégnée de crotte, et la tôle rouillée a remplacé les tuiles roses de la grange voisine.

Mais surtout les soins de ce banlieusard d'avant-

garde vont à la coquille bariolée qui le protège de l'environnement hostile. Le toit aplati, rouge homard ou mieux, maintenant que la campagne retourne à la campagne par le biais de la ville, en tuiles vieillies c'est-à-dire encrassées, accable les murs en parpaings ripolinés. Car non seulement il faut en rajouter pour protéger ceux-ci de la pluie mais pour faire riche. Et toutes sortes de splendeurs inscrites au catalogue de la Redoute décorent ce décor. Lanternons, grilles, génoises de Pontivy et, si l'on peut s'offrir ce luxe au pied du Ventoux, meulière de Brie. Comme à Bois-Colombes, pour multiplier ces richesses on les miniaturise, et elles grouillent comme des poux dans une niche. Depuis quelque temps la villa paysanne recueille même les débris de la ferme : fourche, roues de charrette promues à la dignité de portail ; le temps est proche où le gril tiré du fumier va s'élever à la dignité de barbecue, et où la vieille bagnole, débarrassée de Médor prendra le chemin de la pelouse. Des sortes de longues cigarettes à bout filtrant évacuent les gaz noirâtres du poêle à mazout, dont le parfum discret aromatise désormais le Knorr de l'auberge du village. Ah ! où est le souffle pur et ardent du chêne ou des sarments dont la pourpre cardinalice exalte le suave martyre du gigot ? Et sur le faîte — équivalent des moustaches du chat ou des antennes de la langouste — le râteau à sottises palpe l'espace dont il pêche les messages. A l'intérieur, bien en vue, trône l'autel de la TV où se célèbre la messe quotidienne. On y trouve aussi plan de travail, water et salle d'eau, encore plus utiles à la campagne qu'en ville, ce qui n'est pas aussi évident du frigo.[1] Pour se défendre de la promiscuité, on a multiplié les pièces dans cet habitat considérablement rétréci. Heureusement que si l'on étouffe il y a tou-

1. Ou plutôt du congélateur qui permet de garder le brochet de novembre pour le mariage d'avril, ainsi que les produits du pâle porc.

jours le dehors : ce qui reste du paysage, ou le mètre carré en soi. Mais jusqu'à quand ?

C'est mieux chauffé en hiver et surtout mieux éclairé, mais l'on cuit en été dans cette boîte : si le paysan développé ne peut plus se payer des murs, il ne peut pas encore se payer un climatiseur. En tout cas, si l'on se réfère aux valeurs admises, le fond peut être bon, la forme laisse toujours à désirer. C'est laid, ridicule, et partout de nulle part. Tout nouveau bâtiment fait un trou dans le paysage, plus ou moins grand selon qu'il est plus ou moins vu ou voyant. Et nul ne songe à lui faire payer cette emprise qui s'exerce parfois à des kilomètres. Mais surtout la laideur comme la peste est partout la même. La volupté de marcher à la campagne tenait beaucoup à la diversité changeante des maisons qui, sans jamais vous choquer à tout coup vous surprennent. Tandis que la banlieue, immobilière ou pavillonnaire, en accumulant les signes incohérents du désordre individuel ou collectif, engendre inlassablement la monotonie dans le disparate[1].

Là aussi la critique peut prendre la forme d'un tableau comparatif :

Maison, mas, masure, etc.	Pavillon, villa.
Murs de pierre, de blocs, en galets, calcaire, grés, granit, de torchis, etc.	Parpaings.
Toits de tuile plate, canal, etc. ardoise, de Lauze, etc.	Tuile ardoise industrielle, tôle, éverite.
Four, cheminée bretonne, normande, bressane, etc.	Poêle à mazout, conduit de fumée.
Meubles en merisier, chêne, châtaignier, noyer, etc. alsaciens du Vignoble ou du Sungdau, de Picardie, de Thiérache, etc.	Lévitan en formica, contre plaqué).

1. *Cf.* Bardet et Charbonneau *La fin du paysage.*

La grange, le moulin, le calvaire, etc.	Le hangar, le trou de la gravière, le dépotoir.
Etc.	Etc.

Le lecteur terminera lui-même la liste, et en tirera les conclusions.

Le changement de l'habitat n'est que le signe du changement de l'habiter et de l'habitant. Visiblement celui-ci s'est débrouillé seul, sans guide, messieurs les intellectuels étant mobilisés de 1945 à 1970 sur le front USA-URSS-Chine. Même si assez de paysans se maintenaient à la terre, comment veut-on que les arts, les langues, les mœurs et les pensers originaux se maintiennent dans la structure de la monoculture où tout est planifié par un centre ? Là où la tradition a résisté à la centralisation politique, elle a dû céder à la centralisation technocratique ; et sitôt passé le seuil on reçoit en plein visage les signes de la fin, inscrits parfois dans l'ensemble superbe qu'avait légué la campagne. Le trou par où tout passe est là bien en vue sur un bahut près de la cheminée qu'on a fermée ; c'est ce gros œil de verre pour l'instant terni qui s'allume automatiquement au retour des champs. C'est la TV qui peuple le vide créé par le départ des voisins et la mort du pays ; mais ce vide, elle le creuse. Car cette bouche d'ombre soudain illuminée dit tout : le temps qu'il fera, ce qu'il faut faire, dire et penser. Elle remplace le chant, les contes, la parole. Demain on tournera le bouton et les yeux se fermeront. Et quand on ouvre la porte sur cette pénombre blafarde que peuplent des silhouettes muettes, on croit pénétrer dans un caveau. Et c'en est un en effet, celui du Trégorrois ou de l'Alsace. Même si la TV n'imposait aucun modèle aux paysans, le temps qu'on lui accorde ne laisserait guère de place aux autres activités. Mais si le banlieusard de l'Aubrac perd sa culture, au moins accède-t-il à celle de la ville ? C'est douteux. La TV lui en donne la vulgarisation la plus vulgaire ; et si

elle lui impose le prestige de ces raffinements qui lui échappent, le peu qu'il en apprend lui enseigne que tout cela ne le concerne pas : et quand Barthes ou Lévi-Strauss prend la parole, il la lui coupe.

Pas plus que la TV, l'auto n'élargit guère l'horizon des habitants de ces banlieues lointaines. L'essence coûte cher et le temps restant précieux, elle ne sert guère qu'à aller à la foire ou à faire la tournée des parents ; et pour les jeunes elle élargit seulement la tournée des bals aux dimensions de l'arrondissement, mais ce progrès culturel se paie de pertes élevées. Au total les sociétés rurales sont moins intégrées que colonisées et désintégrées. La première phase de l'industrialisation parce que plus lente et plus locale avait été moins négative, et l'école plus bénéfique que la télé. Adieu Couserans. Tarentaise. Adieu source, adieu mer. Nous vous avons vendus pour un peu plus de confort moderne, quelques millions de tonnes de protéines et des milliers de milles de terrain vague. Adieu Lignan, adieu Milly. Adieu maison, hameau, village... Pour des quintaux et des milliards nous vous avons laissé assissiner par des technocrates qui n'étaient même pas des tueurs, mais qui pensaient au jour le jour : un peu plus que leurs ordinateurs, mais tout juste. Adieu Daudin, Laborde, Etchebarne.

Au total, la disparition des campagnes et des paysans aboutira à un monde où le peuple, vêtu, nourri et distrait par la chimie, vivra dans une banlieue dont il ne sortira pas, parce que ailleurs ce sera pareil en plus ou moins confortable. Et fût-il muni de bidets dernier cri, un lieu dont on ne sort pas s'appelle une prison ; fût-elle aussi vaste que la terre. De quel prix payons-nous la rentabilité de M. Mansholt !

TROISIÈME PARTIE

PRODUIRE DE LA CAMPAGNE

On cultive la cause, puis on s'étonne de l'effet. Et si l'on veut rester au gouvernail des affaires, on essaie d'y porter remède. Vingt ans après, le régime découvre soudain que la campagne se vide, et prétend la peupler en développant le tourisme. Puis comme l'invasion des bagnoles et des cahutes la transforme en banlieue, pour maîtriser le phénomène on aménage le territoire, en réservant dans des parkings nationaux ou régionaux quelques échantillons de paysages qu'on donne à voir aux masses motorisées, on crée de vastes combinats de loisirs où on multiplie immeubles et routes afin de préserver la nature qu'on cantonne dans de minuscules réserves-alibis de quelques hectares. Et enfin, s'avisant qu'il est impossible de conserver le paysage sans conserver le paysan, pour sauver les stations de ski des avalanches, on promulgue une loi qui subventionne l'entretien des alpages.

A partir de 1970, l'environnement devenant subitement à la mode en France, les pollueurs se mobilisent contre la pollution ; mais les actes sont lents à suivre les discours. Et pour finir M. Mansholt part en guerre contre le système dont il est l'auteur. Il dénonce les méfaits de la croissance exponentielle, de la rentabilité à tout prix, et même de l'agrochimie. Les industriels et les planificateurs, qui ont détruit la nature et la campagne au nom de la production,

les défendent-ils ou se défendent-ils ? Cela est plus probable, car le jour où, au lieu de préserver, il faudra produire de l'eau et du bocage, ils deviendront la plus grande source de profits ou de places. On change de slogans, le BNB remplace le PNB, mais comme on prend les mêmes, il y a des chances qu'on recommence.

1. Exploitation capitaliste et socialisation du paysage

1. *Vendre du paysage.* Là où ne gagne pas l'auréole des banlieues, l'espace rural se vide. Mais ce vide, chaque jour rétréci par la poussée urbaine, n'a qu'un temps ; car le vide appelle le plein, la ville en croissance a faim d'espace pour le travail ou les loisirs. Les paysans ne sont pas partis que déjà les machines arrivent, qui dévorent non seulement fermes en ruine et ronciers, mais la nouvelle banlieue maraîchère. Et sans cesse augmente le prix de l'espace-temps à la chlorophylle.

Le gouvernement s'en est avisé, qui espère remplacer les villages par des VVF. Dans le système industriel, les campagnes qui ne sont pas vouées à l'agrochimie le sont au tourisme. Pour les côtes, pas de problème, elles deviendront une vaste station balnéaire occupée par des bâtisses, des parkings et quelques espaces verts ; de même pour les hautes montagnes investies par des stations de ski. Quant à la campagne campagnarde, cernée par l'invasion à la normande qui remonte les grandes vallées fluviales, ses îlots de résistance, isolés par les autostrades, seront bientôt disloqués par la multiplication des routes et celle, encore plus efficace, des appels publicitaires à l'invasion. Si les Angles ou les Saxons aux yeux bleus s'installent dans les fermes abandonnées par les Périgourdins, ailleurs la

résidence secondaire (ce terme qui confond la villa, et même le studio dans un building avec la ferme rénovée), prend forme de lotissement. C'est ainsi que dans un rayon de 200 kilomètres et même plus, la banlieue parisienne se double en Gâtinais ou en Sologne, d'une autre banlieue installée sur des lots de mille à trois mille m^2. Et le même phénomène s'ébauche à proximité des métropoles régionales ou en arrière de la Côte d'Azur, où l'on vous vend même de quoi planter votre tente dans les épines.

Pour empêcher la transformation de la France en une banlieue pavillonnaire un peu plus lâche, le gouvernement aide les Rothschild-Trigano et consorts à se partager ce qui reste de l'espace rural en lots de plusieurs milliers d'hectares où seront installés des combinats de loisirs collectifs, comme par exemple celui de Méjanne le Clap dans les garrigues de la Cèze. Sauf pour quelques très hauts personnages qui disposeront d'une dacha quercynoise au bord du Lot, les Français seront condamnés aux loisirs collectifs. Les crédits aux gîtes ruraux sont transférés à des VVF qui disperseront un peu partout l'ulcère banlieusard pour le plus grand profit des promoteurs. Car l'essentiel n'est pas d'entretenir mais de bâtir : un ball-trap, un remonte-pente, un immeuble ; et surtout un plan d'eau d'égout qui coûte encore plus cher.

Dans ces casernes à loisir munies du confort moderne, la liberté est désormais dirigée. Le pêcheur domestique pour 100 F par jour est mené tout droit à la truite d'élevage, comme le chasseur de couveuse au colin de batterie. Ces objets humains qu'on transporte aujourd'hui en bagnole sont animés par des « animateurs culturels » qui leur suggèrent ce qu'il faut faire et voir. Comme ils sont aveugles, pour leur ouvrir les yeux sur un site il faut braquer sur lui les projecteurs et faire venir la musique. Cela crée des emplois paraît-il ; mais je doute que ce soient les mêmes pour l'archi-

tecte ou l'hôtelier parisien et le berger chassé de ses alpages.

En tout cas la campagne disparaîtra encore plus vite. Et dans ce régime, la loi de fer de la rareté jouant contre l'égalité et la liberté, les plaisirs de la nature tels que la maison de campagne, la chasse ou la pêche se vendront à prix d'or ; et comme pour les nourritures, on s'orientera vers les deux secteurs, celui de la quantité pour la masse, et de la qualité pour l'élite. Le paysage se réduisant à quelques grandes propriétés, parcs privés ou nationaux, le privilège d'y habiter sera réservé à quelques très gros capitalistes ou à des scientifiques planqués dans un Institut d'étude ou de défense de « l'environnement » ; et le *vulgum pecus* sera le premier perdant. A moins qu'au nom de la justice on ne rationne la campagne ou qu'on ne l'interdise également à tous — sauf aux ministres : c'est à quoi mène finalement l'abondance. On remplacera la chasse par safari photo de photos. Tel est le cas en Périgord. se révèle meurtrier s'il se généralise, on organisera un safari de photo de photos. Tel est le cas en Périgord. Comme il n'est même plus question de voir Lascaux, un ingénieux commerçant a installé dans les chênes truffiers une station préhistorique que les touristes pourront dévorer des yeux sans danger moyennant finances. On y trouvera des fresques rupestres sur nylon, des tableaux et des animateurs culturels y expliqueront au public le passage du polyéthylène taillé au polyéthylène poli. Le lecteur peut imaginer l'environnement très folklorique qui va se développer tout autour de ce Luna-Parking magdalénien.

Ainsi, la campagne où le peuple français allait librement chasser le cèpe ou le lapin ou le pissenlit ayant disparu, un petit nombre se réservant la proie : le vrai poulet, la vraie fresque, le vrai paysage, il ne lui restera plus que l'ombre : la reproduction. La technique aidant, on lui fabriquera un ersatz de nature plus beau

que nature. Qu'il s'agisse de flore, de faune ou de peinture, le musée imaginaire sera de règle. Et finalement l'individu n'aura droit qu'au spectacle de sa propre vie, brillamment coloré par quelque chimiothérapie sans danger.

2. *Socialiser le paysage*. L'envahissement anarchique de la campagne française par la crue des hommes et des activités économiques ne pouvait avoir qu'une conclusion : l'intervention de l'Etat. Après avoir planifié la croissance, celui-ci est conduit à planifier la pénurie de campagne. Non seulement il faut contrôler la poussée aux alentours des villes et dans les zones industrielles, mais il faut « socialiser la nature » afin d'empêcher les particuliers de transformer la campagne en banlieue pavillonnaire. C'est la tâche de « l'aménagement du territoire », que des fonctionnaires issus de Polytechnique ou de l'ENA distribuent en secteurs spécialisés selon leurs aptitudes et les besoins à venir de la nation, vouant selon les cas aux villes nouvelles, aux aciéries, à l'hybride ou aux combinats de loisirs. La France croissait spontanément, désormais on la fabrique par commissions et ordinateurs sur le papier, en attendant que les bulls taillent dans la terre et dans la viande. Pour aboutir à ses fins l'Etat néo-libéral impose, subventionne, exproprie, institue grâce à la ZAD ou à la ZUP des réserves foncières. Ainsi l'harmonie succéderait au chaos. « Aménager c'est mettre en ordre », comme l'affirme un pince-sans-rire distingué, M. Jérome Monod[1]. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la France qu'il nous aménage. Car l'aménageur n'étant pas dieu, il oublie toujours de faire un trou dans ses fiches perforées ; et comme la nature et

1. Directeur de l'Aménagement du territoire. Voir son petit livre des P.U.F., *L'Aménagement du territoire* et son interview dans *Réforme*, juin 72.

le matériau humain — les promoteurs et le peuple — résiste, l'ordinateur met le comble au désordre.

La « socialisation de la nature » précipite bien plus qu'elle ne freine la transformation de la campagne française en banlieue, parce que ceux qui s'en réclament n'ont pas voulu aller jusqu'au bout du problème, qui est celui de la croissance indéfinie dans un espace fini. Refusant d'affronter la contradiction, ou la tension, entre la production touristique et la nature, la campagne, ils les considèrent comme des marchandises, vendues, produites et consommées. D'où le « site classé » sur lequel on braque les projecteurs et au cul duquel on accroche une, deux ou trois étoiles pour racoler la foule. Le « site classé » proclame sans le dire que tout le reste ne l'est pas ; et bientôt l'armée des bagnoles et des bastringues fait le siège du donjon, en attendant les immeubles. Monument ou site classé, il reste là tout seul, perdu dans le nouvel « environnement », crasseux ou bien ravalé, récuré comme s'il sortait des mains du psychanalyste. Quand il n'est pas fardé ou mis en scène sous les lampions par quelque association qui installe un guichet à la poterne. Que faire d'autre dans le système actuel ? Aujourd'hui ce n'est plus Bonaguil qu'il faut protéger mais le Périgord, ce n'est plus la Vézère mais la rivière, la vallée : la campagne.

Dans l'optique de la « réserve naturelle » c'est la nature habitée et transformée par l'homme qui est d'abord sacrifiée. Il ne reste que les deux termes antagonistes ; la nature chimiquement pure conservée par exception sous globe devient le prétexte et l'excuse de la fabrication en soi, de l'industrie et de la banlieue touristique. Ainsi le parc justifie la zone périphérique où l'on multiplie d'autant plus routes et stations. Dans ce système de la nature et de son contraire, quelle est sa part ? L'aménagement de la côte du Languedoc ou des Landes se fait-il pour les préserver ou les ouvrir aux foules, pour créer des emplois, des places ou des

profits ? — Il suffit de comparer l'espace et les crédits consacrés aux « réserves naturelles » avec ceux dispensés aux stations et aux équipements. Croit-on que si l'Etat ne faisait pas pleuvoir les milliards et ne proclamait pas à grand fracas son intention d'équiper le secteur, sa destruction par les intérêts privés irait plus vite ? Ces masses dont il s'agit de maîtriser l'invasion, c'est lui qui les attire par sa propagande. L'aménagement du territoire n'aboutit qu'à systématiser et à accélérer une transformation de la campagne en banlieue qui se faisait jusque-là à la sauvette. Chaque fois que sa destruction prend une certaine envergure, on le doit aux pouvoirs publics. Nous avons déjà vu quelles étaient les responsabilité des Ponts et Chaussées et de l'EDF et tutti quanti. Dans le système actuel toute action d'envergure des intérêts privés suppose l'expropriation, sinon pour chasser les paysans de la campagne les promoteurs devraient les couvrir d'or. C'est la « socialisation de la nature » qui permet de déporter à bon compte pour cause d'« utilité publique » les montagnards de Cervières ou d'ailleurs pour construire de démocratiques stations de ski ou des plans d'eau à marina de grand standing. C'est l'armée aidée par la préfecture qui chasse les bergers du Larzac ou de Canjuers, les promeneurs de la forêt de Biscarosse. Ce sont les subventions de l'Etat qui aident les gravières à dévorer les vallées pour fournir le ballast des autostrades, les bulls à détruire les vallons sous prétexte de remembrement. Eventrée, balafrée, brûlée par les poisons, la campagne n'est plus que ruines dans les cendres : mais ce n'est pas l'Etna c'est la DDA. Socialisation ? — Laquelle ? — Tout est là.

Surtout l'aménagement du territoire mériterait-il son titre qu'il n'en serait pas moins en contradiction avec la campagne. Car il vient d'en haut, tandis qu'elle vient de la nature et du peuple : de la base. Elle en est le fruit spontané, tandis que l'ersatz fabriqué par l'amé-

nagement du territoire, serait-il bien fait, n'est qu'un produit. Comme le remarquait fort bien Morvan-Lebesque à propos du parc régional d'Armorique[1], ce qui manque au parc national c'est la jolie bête la plus intéressante : l'habitant. Le parc est planifié, administré, équipé, visité, etc., il n'est pas habité. En guise d'habitants, il n'a que des fonctionnaires, ou des touristes qui font leur petit tour et puis s'en vont ; des lécheurs de vertes vitrines qui n'entreront jamais dans le paysage, c'est d'ailleurs interdit de sortir des allées. En dehors de quelques paysans subventionnés et surveillés comme les bêtes d'un zoo, le parc n'a pas de résidents, même pas secondaires, sauf un directeur et des gardes. Et sur ce territoire, bien plus qu'ailleurs en France, c'est l'administration qui règne aux dépens des assemblées locales qui n'ont rien à y voir : le bureau y remplace la commune, le conseil d'administration le canton. Et la ville y perd aussi ses libertés. Elle disposait d'un bocage à découvrir librement, on lui promet un parc où tout sera pensé et fait pour le peuple et rien par lui.

3. *Fabriquer du paysage et du paysan.* Tel qu'il est pratiqué jusqu'ici, l'aménagement du territoire n'est généralement que l'alibi de son exploitation aux fins de profits et de prestige. Mais l'obligation de respecter les ressources naturelles et l'opinion commence à contraindre les aménageurs à raffiner leurs méthodes ; depuis 1970, on parle de remembrer en respectant le paysage, et l'on fait voter des lois pour conserver un minimum de paysans à la terre aux fins de l'entretenir. Malheureusement comme cela se fait d'en haut sous la direction des mêmes technocrates, rien n'est changé.

Jusqu'au feu vert de 1970 le remembrement tel qu'il se pratique s'opérait sans problèmes. Le bulldozer

1. Dans *le Canard Enchaîné,* 8 août 1969.

administratif évacuait les arbres après les hommes, arasant les talus et comblant les chemins creux, il fabriquait cette surface plane et abstraite sur quoi doit se multiplier le quintal. Et c'est en vain que dans le silence où ronflaient les moteurs quelques maniaques normands ou bretons s'efforçaient de protester contre l'anéantissement du bocage au nom de la conservation du paysage et de la nature, le technocrate leur répondait qu'après tout le bocage n'était qu'un produit de la « créativité » humaine, que s'il y avait eu quelques abus, ils étaient dus aux particuliers qui ne suivaient pas les conseils du Génie rural. D'ailleurs il n'y avait pas de raisons de s'inquiéter, le géomètre, qui est toujours expert, répliquant qu'après tout le remembrement n'avait entraîné qu'un déboisement de 50 % [1]. C'est ainsi que l'Argoat tournait au Nébraska.

Mais en 1970 les remembreurs qui passaient la France à la tondeuse se sont efforcés de justifier le remembrement au nom de la conservation du paysage, et ils ont publié, sous le timbre de « l'année européenne de la nature », une brochure sur le remembrement esthétique en l'assortissant de quelques exemples... La Direction des aménagements ruraux « depuis longtemps sensibilisée à ces questions » paraît-il, a fait établir à l'occasion de remembrements opérés dans des sites particulièrement beaux des plans d'aménagement de paysages. « Ces études correspondent aux concepts suivants : le maintien d'une certaine proportion de haies et de talus, dont les formes et l'emplacement, caractéristiques du site, peuvent être conservées en liaison avec le nouveau parcellaire ; la création si besoin est d'élé-

1. « Remembrement rural et conservation de la nature. » Ministère de l'Agriculture. Direction des aménagements ruraux, *cf.* article de M. Desrats, géomètre expert. « Si l'on considère l'ensemble du terroir, et mieux l'ensemble d'un canton, ce qui est logique pour étudier les répercussions climatologiques, on constate que le déboisement effectué ne dépasse jamais 50 %. » C'est peu, en effet.

ments nouveaux, tels que brise-vent et bosquets sont de nature à répondre à la fois aux objectifs de protection du site et aux conditions de maintien du milieu naturel[1]. » Les plans de ces opérations pilotes, destinées à excuser les autres, nous renseignent sur le résultat final. Le nouveau parcellaire de Collorec et surtout celui de Saint-Pabu en Bretagne aident à imaginer ce que doivent donner ces moignons de bocage perdus dans l'immensité décapée par les bulldozers. Et encore on a fait là un petit effort pour conserver quelques bribes de bosquets ou de landes. Que doit-il en être ailleurs !

Mais la nature comme la campagne n'est qu'une illusion, le vrai paysage ce n'est pas le bocage, mais « l'espace vert » fabriqué par l'urbaniste. Comme l'expose ce même géomètre expert dans cette brochure marquée du sigle de l'année européenne de la nature : « Refuser à l'agriculture française les moyens de se moderniser serait un non-sens. Il ne viendrait à l'esprit de personne de contester l'utilité de l'installation d'une zone industrielle aux abords d'une ville, sous prétexte qu'elle prélève une partie du pays agreste qui entoure la cité. On cherche plutôt à remédier à cet inconvénient par la création d'espaces verts, par l'aménagement urbain en général[2]. » C'est ainsi que nul ne contestant la multiplication des zones industrielles, et la ville étant le seul moyen de sortir de ville, on finira par créer des espaces verts dans la Lune, ce qui augmentera encore les bénéfices des experts.

Donc, le bocage à venir, comme on nous l'explique, c'est Mlle F. Acat, paysagiste diplômée, qui va nous le

1. Cf. *op. cit.* Introduction.

2. « Remembrement rural et conservation de la nature », brochure réalisée sous l'égide du comité français d'organisation de l'Année européenne de la nature 1970, par la section technique centrale du remembrement. Exposé de l'ordre des géomètres experts par M. Desrats, géomètre expert.

fabriquer[1]. Après tout nous faisons bien appel au décorateur pour embellir notre appartement, pourquoi pas une France de grand standing pour le peuple, avec moquette verte fournie par Truffaut ? Le remembrement est l'occasion de faire triompher « un idéal d'esthétique ». Il est aujourd'hui « le moyen privilégié de l'aménagement foncier et rural en ce qu'il permet la mise en place, sur des secteurs communaux ou pluricommunaux, des structures de production et des équipements collectifs concourant au développement économique de ces secteurs. Il y autorise en outre une meilleure répartition spatiale dans l'occupation des sols, et favorise l'équilibre sans cesse en évolution, entre les espaces occupés par l'agriculture, la forêt, l'eau. » Mais le paysage, les forêts entre autres, peut-il s'accommoder du mouvement perpétuel ? Le paysagiste toujours prêt à nous fournir en plans et en plants nous réplique : « Modifier un paysage en ne supprimant pas son caractère traditionnel demande une certaine approche du site et de sa connaissance, connaissance qui s'accompagne généralement d'un certain sentimentalisme dont il faut savoir se défendre un peu sous peine de ne pouvoir déterminer les lignes de modification du paysage[1]. » En guise de campagne le paysan de Paris va nous faire un parc, que détruira aussitôt son successeur sous prétexte qu'il n'est plus conforme aux intérêts ou à la mode du jour. Mais à ce compte je crains que ce sol mouvant ne soit planté en acacias nains plutôt qu'en chênes.

4. *Fabriquer du paysan ?* En étendant son empire la société néo-industrielle se voit contrainte de raffiner ses méthodes. Les régions les moins rentables au

1. *Op. cit.* Conception et réalisation de plans de paysages pour le remembrement rural par F. Acat, *Pays agricoles.* Diplômée.

Ibid.

point de vue agricole, qui sont les plus belles, ne vont-elles pas se transformer en friches inexploitables par le tourisme ? Et les avalanches glissant sur les alpages abandonnés vont menacer la banlieue du ski. Aussi, dès le lendemain de la guerre, le plus vieux pays industriel, l'Angleterre, décidait de subventionner l'élevage extensif dans certains secteurs de landes accidentées et pittoresques. Et la France finissait par suivre tant bien que mal en votant la loi du 6 janvier 1972 sur l'aide à l'agriculture en montagne. Cette loi relève de 5 à 10 000 francs le plafond des subventions accordées en montagne à l'habitat rural, elle crée une subvention supplémentaire de 20 % pour l'acquisition de matériel agricole spécifique aux régions de montagne. Enfin elle accorde une subvention par vache ou par mouton par an dans certains « périmètres critiques », au titre de la conservation des sols.

Mais cette aide reste modeste : 35 millions de francs en 1972. Elle renforce le pouvoir des collectivités et de leurs gestionnaires aux dépens de la plupart des paysans. Et les « périmètres critiques » sont situés naturellement aux abords des stations de ski. Une fois de plus c'est moins le paysan que l'on aide que les bureaucrates et les industriels qui vivent de sa liquidation. Et s'il arrive à subsister c'est plutôt grâce à l'élévation du prix des produits de l'élevage montagnard, de plus en plus appréciés du public.

Comment maintenir à la campagne un minimum de population pour l'agriculture et le tourisme ? La question se pose, d'autant plus qu'il reste encore un nombre important d'électeurs des campagnes. En 1970, année verte, se fonde le « groupe d'études parlementaire pour l'aménagement rural ». « A l'Assemblée nationale lors du débat sur les options du VIe Plan en 1970 cent-quatre-vingts députés ont fondé le groupe d'études parlementaire pour l'aménagement rural. Pour quelles raisons ? Essentiellement parce qu'il leur a semblé que

la marque du Plan ne saurait être la seule industrialisation, la seule urbanisation, mais que l'une et l'autre devaient être complétées par une politique active de la campagne[1]. » Elle devra être aménagée sous la direction du ministère de l'Agriculture qui « doit devenir le ministère de l'Aménagement rural comme le ministère de l'Equipement et du Logement est devenu celui du Développement urbain. Des plans d'urbanisme ont été définis dans les villes ; des programmes d'aménagement rural doivent l'être dans les campagnes[1]. » Mais comme il consiste à disperser pavillons, usines et bureaux — la ville — à la campagne, ce mélange bâtard généralisera la banlieue.

Cette campagne envahie par l'industrie, industrielle ou agricole, les villages clubs dans des parcs fabriqués par des paysagistes diplômés, est-elle encore la campagne ? Elle n'est plus guère qu'une zone industrielle ou résidentielle, avec quelques espaces verts : parcs ou plutôt squares de plus en plus petits. Dans ces conditions pourquoi considérer à part l'aménagement de l'espace prétendument rural et le confier aux fonctionnaires du ministère de l'Agriculture ? Il est plus normal d'envisager un aménagement urbain total sous la direction de la DATAR. C'est le point de vue que Jacques Jung expose dans son livre « L'aménagement de l'espace rural, une illusion économique. » L'Etat ne doit plus se ruiner à entretenir une campagne largement déficitaire, il doit consacrer tous ses investissements à l'équipement des zones urbaines en développement et aux grands axes qui les relient. L'industrie agricole intensive prospérera dans certains secteurs des zones en voie d'urbanisation, et comme les bureaucrates, les agriculteurs quitteront le soir leurs lieux de travail, mais cette fois pour regagner la ville ou les villes nouvelles de leur pourtour. Au-delà de cette zone

1. *Le Monde.*

« péri-urbaine », les « campagnes éloignées » seront consacrées pour les deux tiers à l'agriculture et à l'élevage extensif, et pour un tiers aux forêts exploitées aux fins de production de bois ou de loisirs [1]. Pour assurer l'équilibre sylvo-pastoral de 2 000 km² il suffira de 1 500 actifs, agriculteurs ou forestiers, soit 3 habitants au km², qui pourront vivre dans les villes côtières de ce vide vert grâce aux transports. « S'ils habitaient sur place avec leurs familles, cela représenterait au maximum 6 000 personnes qu'il faudrait maintenir éparpillées dans la centaine de communes actuelles, avec une densité de 3 au km². La seule solution consiste à préconiser la dissociation complète de la résidence et du travail, non seulement pour les agriculteurs mais également pour les forestiers, car maintenir un agent de l'administration dans une maison forestière constitue un véritable archaïsme. Mieux vaut le pourvoir d'un 2 CV et lui affecter une résidence urbaine dont sa famille appréciera les avantages. Le recrutement des agents techniques forestiers en sera grandement facilité. Les agriculteurs installeront leurs familles dans les gros bourgs situés à un quart d'heure de voiture de la ville [2]. »

La logique de l'aménagement conduit à la banlieue obligatoire. Y serons-nous menés en trente ans par le ministère de l'Agriculture ou en vingt par la DATAR ? Querelle de boutique sans intérêt, surtout pour le citadin qui rêve de s'évader de sa prison.

1. On y multipliera les routes pour l'exploitation et le tourisme car une enquête de la SARES dans la forêt de Saint-Germain révèle que « 20 % des visiteurs ne quittent pas leur voiture, 30 % seulement s'éloignent de plus de 10 mètres de la route, au-delà de 50 mètres la pénétration est presque nulle. » (Cf. J. Jung, *op. cit.*)

2. Cf., Jacques Jung, *L'aménagement de l'espace rural*, une illusion économique. (Calmann-Lévy 1971).

2. La protection de la nature et de la campagne récupérée par leurs détracteurs

1. *Eço contre Eço.* Quand une société se heurte à un obstacle : aux effets négatifs de son action et aux réactions naturelles ou humaines qui en résultent, elle dispose de deux moyens pour liquider la difficulté qu'elle ne peut plus taire. Elle peut s'obstiner dans l'erreur en réprimant les forces qui la menacent, ou bien s'efforcer de les récupérer. Elle prend les devants en faisant elle-même les inévitables réformes qui risquent de se faire contre elle, ce qui lui permet de sauver l'essentiel : son pouvoir. Et là où les transformations nécessaires signifieraient sa fin, elle en organise le mime dans le spectacle ou le blablabla. Dans le domaine qui nous concerne, celui de la destruction de la nature et de la campagne, la société industrielle s'est longtemps contentée du moyen le plus efficace : le silence, sous le couvert des faux problèmes. Puis les effets devenant de plus en plus évidents, et l'industrie elle-même menaçant d'en faire les frais, elle a pris en main la défense de l'environnement pour éviter qu'un jour une opposition écologique ne s'en empare. Alors les chefs d'Etat découvrent que l'environnement est menacé, les élites technocratiques et industrielles suivent, et les mass media emboîtent le pas. Certes la récupération n'est pas sans péril pour les apprentis sorciers

qui risquent ainsi de déchaîner une opposition et peut-être même un jour une guerre civile écologiques. Mais le jour où elle menacera vraiment, on peut être sûr que la répression prendra le relais de la récupération.

Ceux qui pendant des années ont prêché dans le désert trouveront une satisfaction amère à voir la campagne et la nature défendues par une presse, des politiciens, des universitaires et des trusts, qui se sont tus ou ont travaillé à leur destruction. A la rigueur on pourrait se satisfaire de cette conversion subite. Mais conversion veut dire aussi en termes militaires demi-tour opéré à des fins tactiques. Et si dans les sociétés immobiles on ne change guère, dans les sociétés mouvantes il faut savoir se convertir, ou plutôt se reconvertir à chaque instant ; comme maints fascistes convertis au socialisme ou maints staliniens à l'Amérique l'ont montré depuis la guerre. Individu ou société, il faut savoir aujourd'hui changer pour sauver sa peau ou son pouvoir. En réalité ce régime ne protège pas la nature ou la campagne, il se protège lui-même. La défense de « l'environnement » par la société qui le détruit est un phénomène de *feed back,* d'autorégulation. Mais si elle arrive ainsi à recycler les énergies naturelles ou humaines qui tendent à la détruire ou à la transformer, elle ne fera que reculer pour mieux sauter et le désastre n'en sera que plus grand. La prise en charge de la protection de « l'environnement » par ses destructeurs n'est qu'une hypocrisie qui redouble le mal. Cette pollution suprême est la première qu'il faut dénoncer et combattre si l'on veut vraiment défendre la nature, qui est ici campagne.

La conversion (demi-tour) de 1970 s'est faite brusquement sans qu'un mouvement d'idées ait contribué à sa maturation ; au moins en France, les intellectuels n'ont fait que suivre le gouvernement et la presse. Puis la flamme de l'écologie, venue de Californie, a été transmise par Edgard Morin à l'Université et à l'édi-

tion : on peut en déduire qu'à ce moment-là elle est à l'avant-garde de la mode. Donc attention à la dé-mode ! Les individus isolés ou les petits groupes qui se posaient depuis longtemps ces questions n'ont joué qu'un rôle mineur dans la conversion de *France-Soir* ou de *l'Express,* à plus forte raison dans celle des journalistes de la radio qui n'ont pas le temps de lire. Je me demande quel accueil eût fait *le Nouvel Obs* aux amis de la terre s'ils s'étaient avisés de lui poser leur question en 1967 ; je crains qu'ils n'eussent été accusés de diversion au profit du capitalisme.

Une fois de plus la France éternelle s'est contentée d'emboîter le pas à l'odieuse Amérique. Jusqu'en 1970 le miracle économique se développe dans un espace abstrait où rien ne se passe. Ainsi, dans un manuel de géographie de la végétation destiné aux étudiants du professeur Huetz de Lemps, le paragraphe intitulé : « Causes de destruction humaine du tapis végétal » n'en mentionne qu'une : le feu pratiqué par les écobueurs traditionnels[1]. Ne doutons pas que dans l'édition de 1975 il ne mentionne les remembrements, le bulldozer et la tronçonneuse. La Sorbonne montre l'exemple à la province depuis que le professeur Georges a ajouté un chapitre sur l'environnement à sa géographie jusque-là purement industrielle. On y trouvait de belles photos de machines mais pas de leur caca : même scientifique, l'objectif est subjectif, il voyait les hauts-fourneaux, non leurs scories.

Les technocrates prennent le départ en même temps que les professeurs et les journalistes. Et c'est l'un des plus éminents promoteurs de l'industrie exponentielle, Armand, que le gouvernement place à la tête de l'environnement. Il peut mourir, d'autres attendent sa succession. Car, il ne faut pas l'oublier, protéger c'est

1. Huetz de Lemps, professeur de géographie à la faculté de Bordeaux : *la Végétation de la terre.* (Masson 1970.)

aménager, promouvoir : fabriquer, donc tout d'abord déblayer le terrain. La nature, c'est-à-dire ici la campagne, c'est un ministère, cent bureaux, mille usines de plus. De bien gratuit, elle devient un produit. Fonctionnaires, industriels, à vos marques pour la course à l'environnement ! Il y a des profits à toucher et des places à prendre !

Le signal une fois transmis de New York à Paris par Telstar, le beau souci de « l'environnement » gagne les cantons les plus reculés. Et il n'est pas de petit pollueur, maire ou industriel local, qui ne prétende participer à l'opération « N'abîmons pas la France » en déversant sa poubelle. Depuis 1970, toute opération d'enlaidissement ou de pollution de la campagne ne peut s'opérer qu'au nom de sa protection : comme il est plus facile et moins coûteux de dire que d'agir, il vaut mieux se doter d'une station d'épuration, ou de pollution, verbale. Le moindre commerçant en poisons vendra ses xylophènes au nom de la protection des bois ; et les trusts, publics ou nationaux, plus riches s'achèteront un alibi pour quelques millions d'anciens francs[1]. Ils le demanderont comme Esso Standard à des sociétés de protection de la nature en finançant une réserve pour les jolies bêtes : on pollue l'Atlantique, mais on protège un banc de sable. Ou bien comme l'EDF ils organisent des conférences « d'information » sur l'électricité énergie propre, la pollution thermique ou atomique ne se voyant guère à l'œil nu. L'Electricité de France aménage en parc naturel la mine de lignite abandonnée d'Hostens ; démontrant ainsi que plus il y a de mines plus il y a de campagnes. Pas besoin de parler des mines qu'on ouvre ailleurs : à Morcenx par exemple ; les autos vont trop vite pour qu'un journa-

1. Bayer vient de se payer une page dans *le Monde* « Depuis 1901 Bayer se soucie de préserver l'environnement. » Il faut encore plus de chimie pour nous sauver de la chimie. Septembre 1972.

liste ait le temps de jeter un coup d'œil sur la couleur du Bés qui en provient.

Mais comme il faudra bien un jour ou l'autre épurer l'air et l'eau afin de pouvoir continuer à les polluer, autant se résigner à l'inévitable épuration, qui est sans doute l'industrie de l'avenir. Quand l'air, l'eau, la verdure deviendront des produits comptabilisés au mètre cube, la cause de la dépollution sera gagnée. *Le Monde* nous annonce la création par le ministre du Développement industriel et scientifique d'un groupe destiné à promouvoir l'industrie antipollution. « La création du groupe de travail confirme que rue de Grenelle on analyse le sujet de la pollution en termes de débouchés industriels nouveaux. Un marché prend corps, qui est en passe de devenir solvable. La question est de l'occuper avant que l'étranger ne s'en empare [1]. » Le thème de « l'industrie propre » n'est pas seulement un slogan de propagande, c'est aussi un marché d'avenir pour les trusts, et un moyen d'éliminer les petites entreprises non concurrentielles qui ne pourront pas se payer de système d'épuration. En 1971 l'exposition Protecna organisée par les grandes firmes s'est tenue à Rouen sur le thème de la protection de la nature par l'industrie : la baguette magique de la Lyonnaise des Eaux fera jaillir de nos dépotoirs une source plus pure que celle d'Horeb. Les sociétés de protection de la nature avaient droit à quelques panneaux ; il faut une réserve naturelle dans la zone industrielle totale.

Aux Etats-Unis la dépollution devient une industrie de pointe. En obligeant le président Nixon à renoncer au SST au profit du développement de l'épuration de l'air et de l'eau, l'opinion américaine, loin de freiner le progrès industriel comme l'imaginent les paysans français, le force à s'orienter vers les vraies techniques

1. *Le Monde,* 1971.

d'avenir. L'avenir en effet ce n'est pas Concorde, cette carriole embarrassante et bruyante, mais l'inévitable dépollution, qu'il va falloir développer partout si l'industrie veut continuer de croître quelques temps encore. Il faut choisir, ce qui est investi dans Concorde ne le sera pas dans cette industrie de demain ; pendant que la France toujours en retard d'une guerre, en restera au stade de la dépollution verbale, les U.S.A., après les ordinateurs, nous vendront les brevets et les stations d'épuration.

Cependant nos trusts prospectent le marché de la nature et de la campagne. Un numéro spécial des *Echos*, organe du CNPF, lui est consacré. Des bureaux d'études proposent leurs services aux fins d'étudier des plans d'eau, d'épurer, d'embellir et d'exploiter les paysages ; et ils sont prêts à vendre maints procédés ou machines établis à cette fin. Le capital a le nez fin, il flaire le vent ; il sait que le marché de la bagnole ou de la pêche à l'eau est bourré à éclater, tandis que celui de la campagne et de ses produits offre des possibilités illimitées. Jusqu'à présent le marché des produits fermiers s'esquissait lentement, et en désordre ; dans la plupart des cas le prix du produit agricole était fixé par celui de l'ersatz agrochimique. Çà et là quelques naturistes cherchaient à organiser la commercialisation de produits naturels. Mais cette époque est révolue, on va s'occuper de la qualité des nourritures après celle de l'environnement. Les grands trusts vont prendre l'affaire en main ; c'est une bonne contre assurance à prendre en cas de surproduction de protéines ersatz : le pain bis, le lait bourru, ce sont eux qui nous les vendront sous label avec bénéfice. Le peuple étant sur le point de vomir son yaourt à la fraise, Gervais-Danone lui fournira la fraise des bois dominicale qui réveillera son appétit. Et c'est Sanders lui-même qui nous fabriquera du poulet de ferme ensemencé de poux et non de poudre au DDT. M. Mansholt

vient de l'annoncer, l'année 1974 sera celle de la protection de la pintade. On peut se féliciter de ce phénomène de *feed back,* par quoi le système industriel corrige semble-t-il ses erreurs. Mais en prolongeant ainsi sa survie il ne fait que prolonger le ravage qui est son être. La fabrication de la nature et de la campagne coûtant très cher, il faudra produire, et par conséquent détruire, encore plus. Il faudra encore plus d'énergie pour fabriquer et faire marcher les stations d'épuration, encore plus de ressources pour aménager les parcs et payer leurs fonctionnaires. Pour polluer moins, il faudra polluer plus en accélérant encore la croissance industrielle. Et surtout sans cesse raffiner l'organisation : multiplier les bureaux, compliquer les lois, renforcer les contrôles. Dès à présent on pourrait dresser la liste des pollutions et des destructions de l'environnement opérées au nom de sa protection : districts pilotes, reboisements, perfectionnements divers aux fins de tourisme, etc. Quand le système aménage la nature aux fins de la défendre, les bulls ne sont pas loin.

Le régime actuel qui ne tient que par la croissance indéfiniment accélérée se heurte finalement à un mur ; l'espace-temps terrestre, le seul où l'homme puisse vivre jusqu'ici, est fini, et l'on ne voit pas quel ersatz de campagne il irait se fabriquer dans la Lune ou les nuées écrasantes et méphitiques de Vénus. Mais jusqu'au bout le *feed back* fonctionne ; certains chantres de la croissance suggèrent la décroissance, ou tout au moins un coup de frein. Mansholt songe à corriger les erreurs de Mansholt.

2. *La conversion de M. Mansholt.* Les trusts et l'Etat pourront raffiner à l'extrême la défense de « l'environnement » — et ils n'en sont pas encore là — ils seront bien obligés un jour ou l'autre de mettre en cause la

croissance exponentielle. D'où la nécessité de prendre les devants jusque-là afin de garder le contrôle.

Le 24 février 1972 M. Mansholt, dont le nom avait jusque-là personnifié le ravage de la nature européenne, qui est campagne sauf quelques rocs ou glaciers, publie dans *le Monde* un « point de vue » intitulé « La marche vers l'équilibre » où il ajoutait à ses thèmes habituels sur la nécessité d'augmenter les revenus de l'agriculture par la modernisation et l'intégration européenne une préoccupation nouvelle. Désormais il faudra tenir compte « des besoins qualitatifs nouveaux ressentis par l'ensemble des citoyens : amélioration de la qualité des produits alimentaires, recherche du produit dit « naturel », sauvegarde du patrimoine naturel, nécessité de protéger le paysage, notamment en montagne où l'on assite paradoxalement à un dépeuplement agricole massif [1] ».

D'une part l'assainissement du marché agricole doit se poursuivre. « En 1975, 500 000 exploitations agricoles de la communauté devraient se trouver cette année-là dans la phase de modernisation ayant pour but d'assurer à la famille agricole qui les exploite un revenu comparable à celui dont jouissent les autres catégories socio-professionnelles [1]. » Un nombre sensiblement égal d'agriculteurs âgés bénéficiant de l'IVD quitteront la terre, récupérée par ceux qui se moderniseront. Comme « la plus forte proportion d'agriculteurs âgés sans successeurs se trouve précisément dans les régions les plus démunies, les mesures prévues se traduiront par un transfert de revenus au profit de ces régions [1] ». C'est pourquoi « paradoxalement » si l'on en croit l'auteur de ces lignes, elles se dépeuplent.

Aussi d'autre part faut-il songer à l'entretien du fond de tableau nécessaire aux stations de ski. Les mesures de concentration des exploitations agricoles

1. *Le Monde,* 1971.

devraient donc « être complétées par des dispositions particulières relatives à l'agriculture des régions menacées de dépeuplement, et dans lesquelles la faible productivité due aux conditions naturelles ne permet pas l'obtention d'un revenu agricole convenable. Les besoins collectifs nouveaux en matière de sauvegarde des sites naturels justifient amplement une action particulière en faveur des agriculteurs et des productions de ces régions. Il faudra pouvoir par exemple encourager simultanément les agriculteurs à rester dans les zones de montagne difficiles (mais d'intérêt évident sur le plan du tourisme) et ne pas le faire dans des régions agricoles surpeuplées [1]... » La planification perfectionne sans cesse ses formules ; somme toute il suffira d'ajouter à l'indemnité viagère de départ dont bénéficient les zones « paradoxalement » dépeuplées une indemnité viagère de maintien à la terre.

La technocratie fait son autocritique, et juste à côté du « point de vue » de M. Mansholt, le sénateur italien Manlio Rossi Doria s'interroge : « Il n'est pas encore possible de répondre aux questions que l'on se pose partout sur le sort des paysans européens dans les années à venir. Les perspectives seraient en tout cas fort sombres si le développement économique se poursuivait de la même manière qu'au cours des deux dernières décennies et si les politiques conçues pour en corriger les imperfections conservaient leur faiblesse et leur caractère d'assistance révocable et velléitaire. Sur les terres riches où s'exerce une technologie avancée les grandes concentrations industrielles pourraient renforcer leurs position dominante en obligeant les paysans à renoncer à leur autonomie pour devenir les employés de gigantesques complexes intégrés ; sur les terres médiocres et pauvres, où les plus nobles traditions nationales eurent jadis leur assise, l'exode rural pour-

1. *Le Monde,* 24 février 1972.

rait bien créer de si graves lacunes que la dépopulation ne ferait que précéder le retour à une utilisation plus extensive du terrain[1]. »

Mais le « point de vue » de Mansholt ne fait que suivre sa lettre au président Malfati, où pour la première fois le problème de la croissance est posé devant le grand public, qui voit mettre en cause avec stupéfaction la vérité révélée de toute une génération. M. Mansholt subitement converti par les ordinateurs du MIT mobilisés par les technocrates du « Club de Rome », part en guerre contre la croissance démographique et économique accélérée, génératrice d'inflation et de pollution galopantes, de l'épuisement des réserves de matière premières qui risque de mener à une catastrophe mondiale d'ici quelques décennies si l'on ne renverse pas la vapeur. Il propose comme but d'un plan européen non plus le PNB (produit national brut) mais l'UNB (utilité nationale brute) qui tient compte de la destruction des biens naturels, et même le BNB (bonheur national brut) qui intègre les besoins sociaux et qualitatifs. Pour éviter le gaspillage il faut taxer les produits dont l'obsolescence est rapide. En matière agricole la CEE doit « donner l'exemple : a) en autorisant les produits chimiques rapidement dégradables qui n'entraînent pas à la longue des perturbations du milieu — b) les matières dont il est prouvé qu'elles ne sont pas nocives pour la santé — c) en transformant les critères de quantité en critères de qualité : en les orientant vers les qualités nutritives et gustatives plutôt que vers l'aspect extérieur des produits — d) en prenant des mesures encourageant la production en circuit fermé en vue d'empêcher la destruction de précieux éléments naturels de production. (Citons entre autres le rétablissement de l'équilibre naturel dans le monde des insectes et des oiseaux et la sauvegarde de

1. *Le Monde,* 24 février 1972.

l'équilibre écologique général[1].) Et cet éminent adversaire de l'agrochimie, signalait un peu plus tard que la pollution par l'industrie n'est rien par rapport à celle de l'agriculture industrielle. Que doit penser M. Mansholt de M. Mansholt ! Mais comme le drame de la conversion s'opère dans le for intérieur, nous n'en savons rien.

Dès lors, déclarations, débats se succèdent : discussion sur le thème « écologie et révolution » au club du *Nouvel Observateur* avec E. Morin et Marcuse, face à face à la TV avec Ambroise Roux, débat avec Giscard d'Estaing aux Rencontres internationales. Sicco Mansholt révèle au *Nouvel Observateur* que sa méfiance de l'agrochimie ne date pas d'hier : « Qu'il faille préserver l'équilibre naturel j'en ai été convaincu toute ma vie. Pour une raison simple, je ne suis pas un citadin j'ai toujours vécu à la campagne, je suis un agriculteur... Je sais ce que c'est que la terre. Et je sais par expérience qu'elle s'épuise vite, ou plutôt qu'on l'épuise d'une manière insensée : quand j'étais un agriculteur j'ai utilisé comme tout le monde des insecticides, des pesticides, des produits chimiques, des engrais de toute sorte. Comment faire autrement ? Tous les agriculteurs savent à quel point ces produits sont néfastes... Et c'est cela que l'on utilise pour la terre ! Quel paysan peut l'ignorer ? Donc tout cela j'en étais bien conscient, je l'ai même dit pour la première fois à Londres, en 1968 dans un discours que j'avais fait pour le soixantième anniversaire de la Shell[1]. » On le voit, ce vieux paysan est un précurseur ; il sait de quoi il parle car pour ce qui est de tuer les villages, le plan Mansholt fut le pire des pesticides.

En tout cas l'intervention d'une telle personnalité a mis à la mode un problème que certains savants ou penseurs s'efforçaient en vain de poser depuis bien des

1. Interview du *Nouvel observateur* : « Le chemin du bonheur ».

années. Et les partis qui n'avaient guère qu'un souci : le pouvoir, ajoutèrent à leurs programmes une ou deux lignes sur l'environnement : de même qu'entre Paic et Omo le public pourra désormais choisir entre la chlorophylle Pompidou ou Mitterand. Le parti communiste ne manqua pas de rompre une lance en faveur de la croissance, condition nécessaire de la défense de l'environnement menacée par le noir complot du Grand Capital ; sur ce point il s'accorde avec quelques éminents révolutionnaires du CNPF et de l'UDR. Même les agronomes, en retard comme tout ce qui est engagé dans la glébe, suivirent le mouvement. Le lecteur apprit que M. Dumont, tout en préconisant l'industrialisation de l'agriculture en avait toujours condamné les effets. Il n'en reste pas moins que « cette transformation des structures agraires entraîne de dures souffrances que l'on pourrait réduire plus largement et plus intelligemment en refusant les réductions massives de cultures prévues par les plans Mansholt et Vedel, stupides dans une Europe qui reste encore très déficitaire[1] ». L'épidémie critique atteignit même M. Doutrelant responsable de la chronique agronomique du *Monde*, jusque-là bastion de la vérité agrochimique. En voyage aux U.S.A., il fait des constatations stupéfiantes. Le produit de l'industrie de la pêche à l'eau serait paraît-il « incolore, inodore et sans saveur » ; sa production en masse comporterait des risques de surproduction. La concentration des terres ne serait pas la panacée : « taille ne rime pas avec sécurité ». La grosse exploitation californienne n'échappe pas à l'emprise des chaînes de distribution « au contraire sa dimension même la rend plus vulnérable que la ferme bretonne ». Dans son for intérieur *le Monde* était-il lui aussi contre le plan Vedel ? Heureusement qu'il n'en est rien, si le produit de l'agrochimie est « inodore et sans saveur »

1. R. Dumont, *Paysanneries aux abois.*

c'est parce qu'il est californien. Rien de tel dans le Gard, nous ne serons pas privés de nos nectarines bien françaises.

Ainsi le silence qui a couvert la liquidation des campagnes au nom de la divine croissance n'était qu'une apparence, maints précurseurs n'attendaient qu'une occasion de se manifester. Aujourd'hui tout le monde défend l'environnement et la qualité de la vie ; le désaccord ne commence que lorsqu'il faut passer aux actes, qui sont toujours les mêmes, comme en témoigne le premier coup d'œil sur le paysage, ou le premier coup de dent donné dans le brugnon. Quant à M. Mansholt, l'éminent défenseur du fromage et du jambon fermiers, il a gagné : il n'y a plus de plan Mansholt. Mais le déluge qui engloutit la campagne monte encore plus vite.

3. *Le coupable peut-il être bon juge ?* Jusqu'ici l'étonnant demi-tour de M. Mansholt n'a guère suscité de critiques, si ce n'est chez les inconditionnels, capitalistes ou communistes, de la croissance. Personne ne s'est avisé que l'éminent défenseur de la qualité de la vie était peut-être celui qui lui avait porté le coup le plus dur en s'attaquant à celle des nourritures, des paysages et des cultures. La première évidence qu'il faut rappeler c'est que M. Mansholt n'est pas n'importe qui. Il n'est pas l'un des auteurs parmi d'autres de la destruction de la campagne, il n'est pas le numéro quatre ou deux, mais le numéro un de l'énorme entreprise qui s'est poursuivie plus de vingt ans. Certes un tel ravage ne peut être l'œuvre d'un seul individu, si doué soit-il. M. Mansholt n'est qu'un prête-nom, je sais. Mais puisque pour une fois la technocratie anonyme se donne le masque d'une personne, profitons-en.

Le plan Mansholt n'est pas une idée dont on puisse changer du jour au lendemain et discuter universitairement, c'est un acte qui frappe au cœur chaque Euro-

péen. Je dois donc maintenant en parler en sujet : en victime. Pour qui a saigné chaque jour pendant des années devant les eaux pourries, la terre éventrée, les villages en ruine, il y a eu crime, sans doute par *imprudence* : ethnocide et géocide. Et pendant des années, on (comment nommer autrement l'inconscience) en a tiré gloire. Si le technocrate est un homme, il doit payer son erreur comme un autre. Quand M. Mansholt ose nous révéler que la pollution la plus grave est celle de l'agriculture industrielle, il n'a pas tort. Mais à qui doit-on la généralisation de celle-ci au nom de la rentabilité ? Tout le monde peut se tromper, si Monsieur le Président a commis une erreur qu'il le proclame. L'amende honorable assortie d'un temps de réflexion est le minimum que les victimes puissent exiger. Que Monsieur le Président renonce quelque temps à son fauteuil, en laissant à d'autres le soin de réparer ses fautes.

S'il s'était posé personnellement le problème du ravage de l'environnement, il n'eût pas attendu 1972 pour le faire, et son plan en eût porté la marque. La lettre à Malfati, pas plus que le rapport du MIT, n'apporte rien de neuf, n'était la notoriété de son auteur. Depuis longtemps il était clair pour une esprit critique que le PNB n'était qu'une notion abstraite qui laissait échapper la plupart des facteurs ; et il n'était pas besoin des ordinateurs du MIT pour montrer que la croissance exponentielle — la réalisation de l'absolu économique dans un milieu fini — est une absurdité. C'était évident, mais impossible à dire dans notre société tant que ses autorités, la machine et ses mécaniciens, ne l'auraient pas dit. Les idées de ce précurseur d'arrière-garde sont des banalités où il résume ce que d'autres ont dit bien avant *lui* ; et le BNB opposé au PNB une sorte de calembour auquel il reste seulement à donner un contenu précis.

Si M. Mansholt ne fait pas amende honorable c'est

parce qu'il ne renie en rien ce qu'il a fait. Le second plan, jusqu'ici théorique, n'empêche pas le premier qui lui est appliqué : l'un se superpose à l'autre comme l'huile à l'eau. Nous avons vu comment, dans l'article même où il affirmait la nécessité de maintenir un minimum de paysans pour protéger l'environnement, il préconisait la réduction des exploitations européennes à 500 000 et il se félicitait de l'application de l'IVD dans les montagnes. Dans cet esprit logique le tiroir écologique n'a rien à voir avec le tiroir économique : quand il dénonce la pollution par les pesticides, il ne fait pas le rapport avec sa politique agricole. M. Mansholt ignore Mansholt. En novembre 72 cet adversaire de l'expansion interrogé par la revue *l'Expansion*, accuse le gouvernement français de défendre l'exploitation familiale de polyculture : un technocrate trouve toujours plus technocrate que soi. On doit au retard de l'industrialisation la pénurie de viande. Il faut éliminer les « mauvais » producteurs de porcs, basques ou auvergnats, au profit des bons, c'est-à-dire des Hollandais : on voit que Mansholt défend la qualité du jambon comme celle de la vie. « On ne peut pas produire de viande bovine dans de petites exploitations[1]. » Mais que produisent les usines prétendument à « viande » ? D'ailleurs « c'est tout simplement de la démagogie de dire que l'expression exploitation familiale à une signification précise. Quand M. Pompidou se déclare pour l'exploitation familiale, je voudrais bien savoir de quelle entreprise familiale il veut parler ». Sans doute pour ce paysan distingué la propriété d'une centaine d'hectares de polders de son frère en est une, et dans ce secteur le paysage est entretenu par le

1. Dans ce numéro, M. Priouret nous explique que S. Mansholt a renoncé au cursus des honneurs et de l'argent « qui aurait été pour lui de devenir administrateur d'Unilever comme tel autre l'est devenu de la Shell ». Cela éclaire d'un jour nouveau la croisade de ce socialiste pour le porc aux granulés Sanders.

labeur de sa petite famille. Ainsi à la fois défenseur de l'environnement et de sa destruction, M. Mansholt déborde MM. Pompidou et Cointat à la fois sur leur droite et sur leur gauche (ou vice versa). En tout cas le paysage ayant pour défenseur le premier, et le paysan les seconds, l'avenir de la campagne est en de bonnes mains.

La critique des ravages de la croissance pour la croissance ne va pas jusqu'à celle de ses auteurs ; M. Mansholt ne met pas en cause la technostructure dont il est le plus éminent représentant. La politique évolue avec les circonstances mais la même caste se réserve l'autorité et le pouvoir. La liste des membres du « club de Rome » est significative à cet égard, elle réunit une élite de pollueurs. On y découvre de gros industriels tels qu'Aurelio Pecci dirigeant de la FIAT, de hauts technocrates tels que Alexander King, et les Français y trouveront avec quelque étonnement les noms de Pierre Massé, ex-directeur du Plan, et de Jérôme Monod qui préside au déménagement du territoire français, qu'il doit sans doute considérer comme une opération de promotion de la nature.

Pas plus que le rapport du MIT, le nouveau plan Mansholt ne met en cause l'essentiel : avec celle de la nature la destruction de la liberté et de l'égalité par une synarchie de financiers et de spécialistes. La défense de l'environnement et la critique de la croissance par les responsables de la production destructrice ne peut aboutir qu'à un raffinement de leur monopole, à un renforcement de leur dictature intellectuelle, administrative et politique, qui achèvera d'anéantir ce qui reste encore de nature, de campagne et de peuples. Ce n'est pas à M. Mansholt de dénoncer ou de réparer ses méfaits, il ne le doit ni ne le peut, que tout un chacun prenne la parole et le pouvoir à qui les lui a pris. C'est à cette fin que maintenant je m'adresse à lui.

CONCLUSION

SORTIR DE LA BANLIEUE

A vrai dire, la disparition de la campagne : des repas, des vallons et des fêtes, la banlieue dont on ne sort plus, est un changement si angoissant qu'il est inconcevable pour un esprit humain. Non ! Cela ne peut être, c'est trop affreux ; telle est la pensée qui rend le cauchemar inévitable. Qu'on y réfléchisse en pesant chaque mot : plus de pain quotidien, plus de rivière ni de rives ; plus d'ailleurs si ce n'est produit par la drogue. Plus d'air ni d'eau, si ce n'est fabriqué par les machines et les bureaux. L'homme étouffera dans cette tombe creusée dans l'ordure ; mais quand il sera sur le point de tourner de l'œil, Esso ou l'ENA lui feront respirer une bouffée de chlorophylle synthétique en lui montrant une photo du parc de la Vanoise.

Si l'on veut sauver notre civilisation urbaine du naufrage dans l'océan des banlieues, il faut lui rendre sa campagne. Au lieu d'une agriculture « de luxe » fabriquant à grand frais des nourritures et des paysages d'art dans quelques sites classés, alibi de la pilule alimentaire obligatoire, il faut une agriculture tout court, qui rende aux Français la joie quotidienne de casser la croûte en jetant un coup d'œil sur la France. Au lieu du parc tabou — ce verre d'eau qu'on montre à qui meurt de soif —, excuse de l'anéantissement des

Alpes et des Pyrénées, du village musée alibi de l'ethnocide généralisé, il faut maintenir et rénover l'ensemble des campagnes et des villages français. Ils ne sont pas de trop si l'on veut que les masses urbaines aient de quoi manger, pêcher, vivre dans la nature et les pays, et non seulement se rincer l'œil en y mettant une goutte de collyre vert. Ce sont au contraire les aérodromes, les aciéries, les usines à ski qu'il faudra bien un jour se décider à mettre sous globe et à cantonner dans des parcs industriels. Sans quoi ils finiront par tout envahir : déjà Fos menace d'infester la réserve de la Camargue.

1. *Pour une agriculture agricole.* Pour produire des fruits aussi bons à manger que beaux à voir, l'arbre humain a besoin d'être enraciné dans la terre. D'où la nécessité de réinventer l'agriculture agricole, et de la faire progresser sans la détruire. Ce qui exige un esprit d'invention autrement subtil que pour produire de plus en plus, mécaniquement, la même chose. Ce serait la tâche d'une science véritablement agronomique : biologique, écologique avant d'être physique, soucieuse de la nature et de l'homme plus que du rendement. Inspirée par l'amour de la terre, des arbres et de la vie, la pensée des équilibres, elle ne s'en tiendrait pas aux champs, mais rappellerait les fonctions du bocage et du marais, qui à des titres divers font aussi partie de la campagne. Elle défendrait la forêt dont elle envisagerait la rentabilité à longue échéance et sur tous les plans, écologiques, esthétiques et sociaux. Une telle agronomie, véritablement objective et non mystifiée par la religion du gain, serait à l'origine d'une agriculture respectueuse des sols, des produits, des paysages et des paysans, L'orientation d'une science dépend de ses fins qui n'ont en général rien de scientifique. Pourquoi la recherche agronomique ne se tournerait-elle pas vers le progrès d'une agriculture biologique qui n'est rien

d'autre que l'agriculture tout court ? Pourquoi n'y aurait-il qu'un machinisme toujours plus lourd, pourquoi pas un outillage plus simple et plus maniable, si la science peut tout[1] ? N'y aurait-il de rendement que par les engrais et les poisons ? Ne pourrait-on pas orienter les recherches vers le perfectionnement du compostage qui permet de recycler les déchets et des techniques de lutte biologique ? Enfin surtout, au lieu de multiplier les traitements qui multiplient les traitements, pourquoi ne pas sélectionner des espèces robustes qui s'en passent ? Mais Péchiney le supportera-t-il ? Au lieu de standardiser en fonction de la production et du transport, pourquoi ne pas favoriser des variétés locales afin d'accroître l'originalité et la diversité des produits dont on irait consommer certains sur place ? Les pépiniéristes renonceraient ainsi à une standardisation qui est une des causes les plus graves de l'appauvrissement des nourritures et des paysages. Rien n'oblige la science agronomique à s'en tenir à la monoculture ; elle peut continuer dans la voie du progrès agricole en perfectionnant les assolements. Enfin, autant qu'aux fléaux naturels, elle peut s'intéresser aux nuisances d'origine humaine : le DDT vaut bien parfois le doryphore, le bull est un parasite du chêne encore plus nuisible que le capricorne, et les mœurs de la tronçonneuse ou de la DDA mériteraient bien une étude si l'on veut sauver le tapis végétal. Et pourquoi une science véritablement agronomique n'étendrait-elle pas de tels soucis à l'élevage, sélectionnant des bêtes plus robustes, adaptées à la vie au grand air, dont le fumier — pas le lisier — pourrait enrichir et non

1. La *soft technology* américaine cherche à promouvoir un artisanat non polluant, utilisant des sources d'énergie modestes et discrètes. Après tout l'EDF a bien découvert que les petits barrages étaient parfois plus rentables que les gros. Pourquoi pas une rénovation des moulins, à eau ou à vent? L'imagination des chercheurs a là de quoi s'exercer.

infecter les champs ? Au lieu de raser le bocage, elle rechercherait dans quelle mesure il doit être conservé au profit de la terre et des bêtes, et comment utiliser au mieux l'herbe des prés pour la qualité de la viande, du lait et du paysage ; et l'on cesserait de subventionner les tunnels qui produisent des protéines et des ronces. Pourquoi la « stabulation libre » aurait-elle dit son dernier mot ? La recherche agronomique ferait ainsi progresser des techniques non seulement favorables à la conservation du capital naturel, mais à l'égalité, à la liberté et à la variété des entreprises agricoles. Tournée vers l'expérience et le concret autant que vers les chiffres, elle tiendrait compte des facteurs locaux : nationaux, régionaux ou cantonaux. Au lieu de renoncer au sol, l'agriculture retrouverait son fondement : la terre.

Une telle révolution peut commencer à l'instant et ici même : dans votre jardin. En effet la considération du rendement y passe après le plaisir de produire soi-même des fruits savoureux. Plus qu'ailleurs la multiplication des traitements y devient une corvée insupportable. Aujourd'hui on n'y cultive plus des fruits, mais du lindane, on n'y fait plus pousser des salades, mais des limaces au limatox. Economiquement dérisoire, il ne faut pas oublier que ce secteur horticole concerne des millions de Français. Quand donc pourront-ils trouver un manuel d'horticulture simple et pratique qui ne sera pas une pure brochure de publicité pour les engrais, les pesticides, les plants standard et les mécaniques ?[1] En tout cas, il ne tient qu'à eux de renoncer dès aujourd'hui dans la mesure du possible à l'agrochimie, à pratiquer le compost en diminuant les engrais, à refuser d'acheter aux pépiniéristes les plants surtraités des espèces qui crèvent si on ne les

1. Claude Aubert vient de publier un petit manuel, *Le jardin potager biologique.*

couvre pas de poison tous les huit jours et ne produisent que de la fadeur. A quoi bon s'épuiser à produire soi-même des pêches (?) qu'on trouve dans tous les supermarchés ? Le jardin familial doit être à l'avant-garde de la rusticité et de la saveur et, embryon d'autarcie, fournir directement du producteur au consommateur des fruits que la dictature de Péchiney-Progil rend introuvables sur le marché.

Depuis déjà longtemps, en marge de la doctrine officielle, l'agriculture biologique combat l'agrochimie et la monoculture qui tôt ou tard épuise les sols. Elle a donc un rôle essentiel à jouer dans la défense de l'agriculture. Mais, cédant à la tentation de tout mouvement marginal et non conformiste, il ne faudrait pas que, se repliant sur elle-même, s'attachant au détail et à la lettre de sa doctrine, elle oppose au système de l'agrochimie un intégrisme naturiste qui ferait le jeu de l'adversaire. Au contraire, qu'elle élargisse son horizon au-delà du problème des sols et des traitements, qu'elle nuance et approfondisse ses vérités et elle démontrera que ce n'est pas elle mais les maniaques de la chimie qui nient la complexité du réel et refusent de s'incliner devant l'expérience. Le parti pris, le mythe et le système, d'autant plus redoutable qu'il ne semble pas tel parce qu'il règne, c'est l'industrie agricole officielle, et il ne faut pas perdre une occasion de le prouver. Mais, comme toujours, on ne pourra le faire qu'en reconnaissant la demi-vérité dont se justifie l'agrochimie, et admettre que dans l'état actuel des choses l'agriculture ne pourra pas se contenter de moyens parfaitement naturels. On n'en sera que plus à son aise pour critiquer la mythomanie qui pousse à une « agriculture » parfaitement antinaturelle. Si l'agriculture biologique élargit ainsi son horizon, elle élargira son public. A la campagne et à la ville ses adhérents potentiels sont innombrables : exploitations familiales de polyculture qui font encore de l'agriculture « biolo-

gique » sans le savoir, citadins affamés de nourritures et de paysages, et jeunes assoiffés de nature et de liberté. En même temps qu'on dénoncera la pratique de l'agrochimie par les agriculteurs, on s'efforcera de les encourager là où ils ne la pratiquent pas encore. Ceux qui ont encore une vocation de paysan ne s'y abandonnent qu'à regret sous la pression du système, ils seraient les premiers à suivre un mouvement qui leur indiquerait les moyens de commencer à en sortir : au lieu de leur interdire tout engrais ou traitement il vaudrait mieux leur montrer comment les utiliser le moins possible. L'agriculture biologique ne peut plus être une chapelle agronomique, sa cause est autrement vaste, puisqu'il s'agit du sort de tous les paysans et de tous les citadins, peut-être même de celui de l'espèce qui, privée des nourritures et des joies de la terre, risque d'étouffer.

Mais bien entendu un changement aussi radical de la théorie et de la pratique agricole doit mener à une autre politique. Il suffirait, prenant son étiquette à la lettre, que le ministère de l'Agrochimie redevienne celui de l'Agriculture et des Agriculteurs, qu'il admette qu'il a en même temps qu'une fonction de production, une fonction de conservation de la nature et des paysans. Alors dans chaque département ses fonctionnaires formeraient une direction véritablement départementale[1] et agricole, chargée de l'entretien et du progrès des campagnes du lieu. Et tout le secteur tertiaire qui en dépend : SAFER, Coopératives, etc., au lieu d'avoir pour fin la destruction ou la colonisation de la campagne et des paysans, s'occuperait de les défendre. Ainsi, cessant de fabriquer des produits industriels ou de servir d'intermédaires aux trusts, les coopératives commercialiseraient les produits venant vraiment de la ferme. Mais cela suppose que ce secteur tertiaire reste plus enraciné

1. Il vaudrait mieux d'ailleurs qu'elle ait pour cadre le pays ou la province qui est une unité naturelle.

dans la terre que dans le papier, et que sa formation et des stages l'aident à se rappeler qu'il est au service de la paysannerie. On m'objectera la concurrence de l'agriculture hollandaise ou italienne — comme en Hollande ou en Italie celle de l'agriculture française — mais une telle politique est aussi concevable dans le cadre de l'Europe que dans celui de la France. Après tout il y a deux plans Mansholt, pourquoi ne pas adopter le second après l'avoir précisé et purgé de ses contradictions, qui ne sont pas petites ? Rien n'empêche de mettre au point un plan européen qui se donnerait pour but la conservation de tous les fruits : de toutes les nourritures, paysages et ethnies rurales d'Europe. Quelle richesse, du cap Nord au détroit de Sicile ! Au lieu de l'Europe du poulet fondant et de l'Iowa 637 pourquoi pas celle de la Bresse et de l'Emilie et de leurs produits ? Il suffirait d'étendre le statut de « l'agriculture de montagne » aux plus belles collines, puis ensuite aux vallées, sauf quelques régions maudites, vouées au nylon ou à l'enfer vert de l'hybride.

Les partisans de l'agriculture officielle, en dépit des arguments déjà donnés, invoqueront une fois de plus Dieu : la rentabilité. Mais si dans cette Europe surpeuplée d'hommes et de machines, on veut tant soit peu maintenir les plaisirs du manger et du voir, ou tout bêtement la vie, combien coûteront le recyclage des agriculteurs, l'épuration, et les asiles, qu'il va falloir généraliser dans le moindre écart, l'entretien de l'espace par une horde de machines et de spécialistes ? Le maintien de ce qui est, de l'agriculture, des paysages et des paysans qui subsistent, coûterait infiniment moins cher que leur reconstitution artificielle à grands frais dans quelques îlots. Chaque semaine qui passe, et chaque paysan qui part augmente le prix.

2. *Du pain pour les Français.* Il faut enfoncer le clou : si l'on tient compte de tous les facteurs, c'est l'agricul-

ture industrielle et non l'exploitation familiale de polyculture qui n'est pas rentable. Mais si l'on veut mettre un frein au flot visqueux de plastique qui menace de nous remplir la bouche, encore faut-il crier sur les toits la vérité qu'on se dit partout de bouche à oreille. A savoir que le système Gervais-Danone ne fabrique pas des nourritures mais leur apparence, et que ces produits hygiéniques sont dégueulasses. Il faut rompre la conspiration du silence, rappeler qu'à l'inverse de la nectarine, le brugnon mûr c'est merveilleux : cela a du goût, *son* goût. Les partisans des aliments « naturels » ont souvent le tort de céder à un puritanisme hygiénique qui transforme leurs magasins en des sortes de pharmacies, ils devraient faire appel au vice : à la gourmandise. Le premier allié de la révolution contre l'abstraction industrielle c'est la volupté. Consommateurs ! ne vous laissez pas gaver de pétrole ni mettre en batterie ! Contribuez à l'échec du poulet ou du porc industriel ! On veut vous fermer la gueule, on vous fait la guerre à grand renfort de publicité ou de propagande lourde, contre-attaquez pour défendre une des joies les plus sûres de la vie : celle de la table. A vous de jouer, dès aujourd'hui, clamez bien haut votre opinion sur le pain gonflable chez votre boulanger et quittez-le avec fracas devant les autres clients s'il l'inaugure. Ne vous laissez pas bourrer, ne fermez pas la gueule : chez votre épicier tordez le nez sur la jolie barquette de fraises sans odeur ou le munster dans son imper. Faites de la contre propagande. Tant que vous le pouvez encore, laissez le plastique alimentaire... S'il le faut, laissez le plastique alimentaire biodégradable encombrer les caves des coopératives et des hypermarchés qui le distribuent, et chaque fois que vous en avez l'occasion, allez directement vous fournir à la source : au paysan. Et s'il reste tel, ne manquez pas de le féliciter de la qualité de ce qu'il produit.

Encore faut-il que le public, en particulier les ména-

gères qui sont cuisinières, réapprenne à les apprécier. Cela suppose un éveil et une éducation de l'opinion : voici un travail tout indiqué pour les intellectuels qui sont fine gueule. Qu'ils l'ouvrent, et les considérations de la Reynière rejoindront enfin celle de M. Doutrelant. Puisqu'on nous propose les USA comme modèle, suscitons un Ralph Nader français, c'est-à-dire gourmand, qui défendrait notre pot.

Les produits véritablement agricoles de l'exploitation familiale de polyculture n'ont rien à voir avec ceux de l'agrochimie. Il est scandaleux de confondre l'incomparable dans les comptes et de le tarifer au même prix. L'ersatz industriel, pour porcs ou pour hommes, produit en masse, devrait être vendu à très bas prix. Sanders, Danone ou Nasa, parfumé à la framboise ou à la langouste, conditionné, tout préparé pour astronautes ou ménagères en détresse, il serait distribué gratuitement à l'armée ou aux peuples affamés. Au lieu d'un label « produit fermier » toujours sujet à caution, l'Etat imposerait un antilabel « produit industriel ». Et toute apparence chimique qui se donnerait pour viande ou fruit serait attaquée devant les tribunaux par les agriculteurs pour concurrence déloyale, et condamnée pour fraude.

Par ailleurs le produit agricole — et non « fermier » — serait vendu à son juste prix, qui permettrait aux paysans de vivre sans subventions et de remplir leur fonctions de gardiens de la campagne. Dans la mesure où la production des exploitations familiales représentera une part non négligeable de la production globale, la qualité pourra être sanctionnée par une élévation raisonnable des prix. Sans cela ce n'est pas vingt pour cent, mais cent pour cent plus cher que Nestlé nous vendra les derniers produits fermiers.

D'ailleurs, la plus grande partie de cette augmentation pourrait être absorbée par une simplification des circuits commerciaux. Dès à présent, chacun peut

s'adresser directement au producteur, ou former une coopérative d'amis pour s'y fournir ; ce qui est un profit et un plaisir en même temps qu'un devoir. Et, nous l'avons vu, la première tâche des coopératives, au lieu de fabriquer des produits industriels, devrait être la commercialisation des produits paysans. Aux municipalités aussi de réveiller cette vieille institution : le marché paysan. Maurice Mességué a, paraît-il, divisé celui de Fleurance en deux secteurs dont l'un est réservé aux produits non traités. La ville manifesterait ainsi sa solidarité avec la campagne et l'une et l'autre y gagneraient.

Ainsi la vie de l'exploitation familiale d'agriculture serait assurée par une revalorisation modérée justifiée par la qualité de ses produits, le tourisme dispersé qui enrichit les campagnes pauvres et belles sans les détruire n'étant jamais qu'un complément. Quant à l'usine, elle aussi ne peut contribuer à l'équilibre d'un pays que si elle ne l'anéantit pas. L'industrie lourde indispensable étant concentrée dans quelques ghettos sacrifiés à cette calamité bénéfique, la campagne serait un domaine tout indiqué pour expérimenter une *soft technology* soigneusement choisie comme non polluante. L'organisation du travail à mi-temps, dans toutes sortes d'entreprises artisanales, intellectuelles, etc. au bourg ou à la ferme, serait un bon moyen d'aider au maintien des petites exploitations, tout en valorisant par contraste le travail de la terre. Des vignerons-horlogers, ou des professeurs-horticulteurs, des écrivains-bergers, etc., pourquoi pas ? On s'acheminerait ainsi, par une voie réaliste vers la liquidation de la dichotomie du travail intellectuel et du travail manuel. Et pour une fois, les moyens de transport et de communication modernes pourraient servir à quelque chose en rassemblant des hommes par ailleurs dispersés.

3. *De l'espace-temps pour le peuple.* Si la société qui

prétend protéger à grands frais l'environnement était logique avec elle-même, elle devrait aussi calculer la rentabilité de l'EFP non pas en fonction du prix de revient du kilo de veau au pétrole mais de celui de la rénovation et de l'entretien de l'hectare de parc national. Et dans les calculs de rentabilité de l'élevage en batterie, elle devrait intégrer le tort causé au paysage par les bâtiments et le coût de la station d'épuration de l'air et de l'eau : on s'apercevrait qu'à ce compte le jambon de Bayonne revient sans doute meilleur marché.

Là aussi il ne s'agit pas de subventionner mais de payer l'agriculteur pour son produit, et de faire payer à l'industrie ce qu'elle détruit. Pourquoi ne pas exempter officiellement l'EFP d'impôts ? Vivant en partie sur elle-même et détruisant moins de biens gratuits, elle coûte moins cher à la collectivité que le commerce ou l'industrie. Cela suppose bien entendu que le paysan reste tel et qu'on n'en fasse pas le pire ennemi de la campagne en lui vendant toutes sortes de poisons ou d'engins sans lui enseigner le mode d'emploi. L'éducation et la loi devront bien mettre un jour fin au ravage. Plus de ces chaos d'arbres brisés et tronçonnés qui font de la campagne un archipel de ronciers grouillant de vermine, plus de ces aulnes abattus qu'on laisse pourrir dans l'eau. L'entreprise qui utilise un bull sera tenue de rétablir les bordures ; et l'on remettra en vigueur les vieilles coutumes qui frappaient d'une amende ceux qui détruisent le rempart végétal des berges. La tronçonneuse est une arme trop dangereuse pour qu'elle soit abandonnée à la fantaisie des particuliers. Si l'éducation est inefficace, il faudra bien se résigner à l'enfermer à la mairie, qui la louera contre justification de l'utilité du travail.

Là où celui-ci sera le fait d'une administration, elle donnera l'exemple. La SNCF ou les Ponts et Chaussées contribueront à la restructuration du paysage en plan-

tant des arbres du pays : chênes ou cerisiers rustiques, le long des voies. Plus question de répandre du poison sur des kilomètres ; et là où le débroussaillage sera fait à la machine, il sera fini à la main. Au lieu de supprimer les postes de cantonniers comme on le fait, on devrait les multiplier dans une campagne qui se dépeuple. Pourquoi pas des cantonniers hippies, qui pourraient ainsi vivre modestement en pleine nature ? Après tout notre société finance bien une horde de bureaucrates et de militaires à ne rien foutre, ou pire pour détruire.

De même que dans l'alimentation c'est le produit agricole qui doit être de règle, dans l'espace c'est le paysage campagnard. Si l'on veut que le peuple puisse vivre tant soit peu dans la nature, et non jeter le regard désespéré du pauvre sur quelque vitrine. L'exception ce n'est pas la réserve naturelle mais la réserve industrielle. Il ne faut pas seulement préserver un site classé égaré dans la banlieue totale mais définir les règles qui assureront la préservation du quotidien et de l'ordinaire : de la forêt, des champs, du bocage et de la lande, de la rivière et de l'étang. De même qu'en ville ce qui importe plus que le monument historique c'est la rue, la place, le quai, etc. Ce qui est divers, vivant, c'est la différence, le contraste : la ville dans la campagne. L'île de pierre dans le bocage, ou celle qui cache ses jardins dans des murs où il suffirait d'ouvrir des portes pour le public. Ce qui est mort, informe c'est le bâtard : l'espace vert dans l'asphalte, la cité jardin, la banlieue.

Ainsi, vivante parce que habitée, la campagne ne se décomposerait plus en banlieue, elle évoluerait à son rythme comme elle l'a toujours fait. Allant de soi, le paysage n'aurait plus besoin d'un architecte paysagiste. Produit de la nature autant que de l'homme, il ne se fabrique pas, il pousse ; quand l'homme innove en ce domaine, c'est sans le savoir. La fabrication sys-

tématique et autoritaire du paysage par des spécialistes est l'antithèse de la synthèse équilibrée et spontanée du peuple et de la nature. Le produit de la science ou du pouvoir, l'œuvre du roi, qu'elle soit ville ou à plus forte raison campagne, porte la marque rigide de la hâte et de la force ; c'est Versailles, non Paris ou Cordes. Ce qui sort des bureaux est toujours tant soit peu tiré à la règle.

Malgré tout, on ne pourra éviter l'intervention de la science et même de l'Etat, il faudra seulement qu'elle soit prudente et n'oublie jamais à quel point elle est paradoxale en ce domaine. Au lieu de combiner comme on le fait le laisser-aller avec l'aménagement dévastateur, on pratiquerait une politique des bâtiments ruraux sans lesquels il n'y a pas de paysage. L'entretien du patrimoine immobilier aurait la priorité sur les constructions neuves, on aiderait les propriétaires et l'on frapperait au besoin de déshérence ceux qui s'y refuseraient ; quant aux constructions neuves, on vulgariserait des exemples locaux. Au contraire de ce qu'il fait, l'Etat transférerait aux gites ruraux les crédits des VVF, ce qui permettrait, tout en conservant l'habitat rural, de disperser les touristes et de les mettre en contact avec les paysans. Cessant de leur proposer des F4, la DDA les aiderait à situer leur maison et à l'intégrer dans le pays. Quant aux résidences secondaires, il suffirait de décourager les villas, et d'encourager la rénovation et la construction selon la bonne règle, ce qui ne serait d'ailleurs que précéder l'opinion. Quant aux bâtiments industriels ou annexes, si l'on ne peut les bâtir en dur, qu'on les bâtisse au contraire en ultra léger, en bois brut par exemple comme on le fait pour les « crips » ; de cette façon on pourra les démolir vite s'il le faut. Pour éviter la laideur, qu'on la camoufle de couleur de campagne, c'est-à-dire de terre et d'herbe. Pour ce qui est du plastique, il serait temps que la loi interdise à ce genre d'étron de gueuler si

fort dans les marguerites. D'une façon générale si l'on veut préserver la vue il vaut mieux réserver à l'entretien les crédits qu'engloutissent des constructions ambitieuses et inutiles, et encourager celles qui sont plus modestes, basses et dispersées. C'est ainsi qu'au lieu de piscine les bourgades auraient intérêt à aménager pour la baignade un coin de rivière ou de ruisseau ; ce qui les obligerait à veiller à leur propreté.

4. *Des Berrichons pour la Bretagne.* Dans une campagne peuplée et habitée, comment aider les pays à reprendre racine ? Une telle entreprise est en contradiction avec le principe de notre civilisation qui veut que tout soit déterminé, instruit, administré d'en haut. Comment veut-on par exemple qu'une socialité originale se développe dans une population dont le temps se partage entre le travail éreintant et la rêvasserie devant la TV ?

Bien entendu l'éducation aurait un rôle essentiel en cette affaire ; et l'on peut parler d'éducation de la liberté, puisqu'il s'agit de préparer des hommes à vivre seuls, en famille ou en groupe, dans l'espace et la nature. La vie à la campagne, que les citadins considèrent selon les cas comme une malédiction ou un grand bonheur, suppose une aptitude à remplir sa solitude : à penser, à lire, à s'activer, à se supporter, soi-même et son prochain. Quand elle n'est pas une corvée ou un jeu de vacances, elle exige force morale et spirituelle. Comment l'acquérir sans beaucoup de caractère et de foi ? Ce ne sont pas les Eglises survivantes qui ont donné trop de preuves de leur peu d'imagination et de leur lâcheté devant le monde industriel qui nous la fourniront : aujourd'hui Dieu est mort, et c'est à chaque homme de le ressusciter. Nouveau paysan à l'ouvrage. Cultive ta liberté.

Un autre enseignement, basé sur l'écologie, l'histoire et la géographie locales, aiderait à rendre aux jeu-

nes paysans le sentiment de leur utilité et de leur dignité. Des écoles et des lycées agricoles dotés d'un personnel aussi qualifié que celui des villes pourraient cultiver en eux l'amour de la nature, de leur pays et de leur métier, au lieu d'entretenir leur sentiment d'infériorité. Solidement enraciné dans la terre, établi en plein bocage, cet enseignement serait d'autant plus ouvert sur l'extérieur : pour une fois ce foutu car pourrait servir. Des stages feraient connaître aux futurs agriculteurs les autres campagnes, ainsi que les splendeurs et les misères de la ville et de l'industrie.

Au lieu de dégoûter systématiquement le jeune paysan de sa condition en en faisant un sous petit-bourgeois, on lui montrerait à quel point l'agriculture est plus intéressante et variée que les fonctions spécialisées de l'employé : pour une fois un enseignement pluridisciplinaire serait tout indiqué. Mais il faudra que la formation et l'esprit des enseignants change : espérons que les nouveaux normaliens, venus maintenant de la ville, au lieu d'y monter rêveront d'en sortir. Quand on aura ainsi rendu conscience au jeune paysan de la valeur de la fonction, essentielle parce que antithétique, qu'il remplit au profit des citadins, il cessera d'être le plouc, l'hilote de la ville. Alors le progrès qui en est issu ne signifiera plus la fin de la campagne, prise jusqu'ici entre le dilemme d'une tradition figée et d'une modernisation mortelle. On ne mécaniserait plus l'éreintement, la crasse, on n'ajouterait plus la TV à l'inculture. Le progrès serait cette fois celui des hommes, des femmes, des familles et des villages, et pas seulement celui des techniques. Et l'on peut-être sûr que cela se verrait dans le paysage : la propreté et le style des bâtisses.

Mais il n'y a pas d'illusions à se faire ; dans la banlieue rurale, détruite et saignée à blanc, un changement aussi radical ne peut venir que de la ville, qu'il faut greffer sur la campagne. Si pour maintenir les paysans

à la terre, il faut en faire en quelque sorte des citadins par la passion de la liberté, l'initiative et l'imagination, pour régénérer la campagne il faudra aussi exploiter le besoin qu'en éprouve l'élite des villes.

Le tourisme peut contribuer à cette greffe, s'il est vraiment la rencontre de la ville et du village. Il faut cesser de le considérer comme une simple industrie des loisirs ; sa raison d'être c'est le séjour dans la nature, le voyage à travers la diversité des pays. Sa condition nécessaire c'est donc leur maintien, tout doit être fait pour que le tourisme de masse ne détruise pas son objet. Il est absurde de bâtir la ville à la campagne : plus de grands ensembles ou de lotissements à villas. Plus de village musée alibi, le touriste logera dans le musée : dans le village tout court. On peut calculer dès à présent la charge humaine que peut encaisser la campagne si l'on veut qu'il y ait effectivement loisir dans la nature et le pays. Une commune rurale moyenne d'environ 500 habitants ne peut guère accueillir plus d'une vingtaine de familles, soit 10 habitants-loisirs au km^2 au maximum. Au-delà il n'y a plus loisir dans la nature mais en banlieue. Si l'on veut que les citadins aient encore des vacances : une interruption de leur état de banlieusard, on voit qu'il est impossible de diminuer l'espace rural, et l'on peut estimer à quel chiffre la population urbaine française devra se stabiliser. Il est vrai qu'il y a encore 4 000 km de côtes en Norvège, puis pour l'Europe ce sera fini.

Pour préserver et même étendre l'espace-temps, il faudra bien se résigner un jour à stopper la construction des routes qui le crevassent et l'infectent. L'auto serait le privilège des travailleurs du pays, les vacanciers se baladant à pied, à vélo, en stop ou grâce à un bon réseau de transports publics. Ceux qui aiment à retrouver à Saint-Trop les joies de la circulation place de la Concorde pourront toujours y aller, rien ne sera fait pour l'améliorer, c'est-à-dire l'aggraver.

Autre plaie pour la campagne et la nature, l'organisation et la propagande touristique toujours faites à des fins intéressées. Le tam-tam pour faire consommer cataractes ou peintures rupestres, la dévastation organisée des fonds sous-marins ou des alpages par le Club Méditerranée sera interdite : plus de ces safaris minutés qui permettent aux veaux de tuer les lions. Voyager, aujourd'hui bien plus qu'autrefois où l'on y était contraint, c'est découvrir, se risquer.

Si la campagne répond au besoin profond du citadin, c'est moins à celui d'y passer qu'à celui d'y vivre. Au lieu de décourager les résidents « secondaires », pourquoi ne pas les encourager ? On m'objectera que la campagne française n'est pas assez vaste pour que tous les citoyens puissent s'y établir. Mais, si l'on élimine la part de la mode et du prestige, le nombre de ceux qui en ont vraiment le besoin est moins grand qu'on ne pense. Pour opérer une sélection qui ne soit pas seulement celle de l'argent, il suffirait d'imposer un minimum de présence et d'entretien. La résidence secondaire n'est justifiée que si l'on y réside ; si elle est primaire — essentielle — l'appartement en ville n'étant pas une maison mais un logement de fonction. Alors le Parisien tournerait au paysan, et la conservation de son environnement, qui est un travail pour le cultivateur deviendrait pour lui un plaisir : si tel n'est pas le cas il n'a aucun droit à la campagne. On la peuplerait ainsi d'une bourgeoisie intéressée à la défense du paysage et des paysans, auprès desquels elle valoriserait la vie dans la nature.

C'est la ville qui repeuplera la campagne. Pour qui en vient, quelle révélation que les arbres, les bêtes, l'espace. Qui ne les *paierait* au prix du sang comme autrefois la sécurité et le confort ? Un statut de l'habitant des campagnes aiderait le nomade du désert industriel à trouver son Chanaan, qui serait Berry ou Sicile. Il saurait qu'en choisissant la campagne il renonce à la

ville, qu'il échange une vie plus facile contre une autre, plus rude et plus libre. Et que là on ne voit le voisin que lorsqu'on va le voir. Mais s'il n'y a plus les devantures et le cinoche il y a le bois et le gibier. La chasse, la pêche cessant d'être le privilège du riche Parisien, redeviendraient celui de l'habitant et de ses hôtes. Dans certains secteurs où la nature serait particulièrement préservée, ainsi aux abords des parcs nationaux ; le paysan de choix jouirait de l'avantage et des inconvénients de ne pas avoir l'électricité et la route : d'être oublié par la société. Sur la carte il y aurait des blancs, cette fois volontairement maintenus, où l'on pourrait s'installer à ses risques et périls ; comme à l'époque des pays neufs, il serait possible de vivre ailleurs. Ainsi pour ceux qui seraient prêts à en payer le prix élevé, serait maintenu le droit à l'objection de conscience vis-à-vis de la totalité industrielle.

Une des chances actuelles de la campagne, c'est le désir de s'y installer qui hante certains jeunes citadins. S'il est normal que l'élite rurale soit tentée de monter vers la ville qu'elle ignore, c'est l'élite de l'élite : la fleur des jeunes citadins, qui la remplacera. Des mesures simples feraient sortir de l'utopie la fondation de communautés et limiteraient les échecs. Un service civil — obligatoire pour les étudiants en biologie, histoire naturelle, etc. — où les jeunes deviendraient bergers, bûcherons, cantonniers, etc., les aiderait à faire l'épreuve du travail et de la vie aux champs. Ainsi seraient écartés les instables ou les névrosés que séduisent les mythes naturistes, et les citadins mis en contact avec les paysans ; s'ils fondent ensuite une communauté elle ne serait pas étrangère au village dont elle recevrait soutien et conseil. Sa fondation, faite aujourd'hui au petit bonheur, serait préparée par des stages chez les agriculteurs du pays, financée par des prêts de démarrage et des exemptions fiscales qui permettraient d'acheter la terre et d'attendre la récolte. Hélas, aujourd'hui

les nouvelles abbayes ne trouveront plus de forêts à défricher, c'est dans la jungle sociale, qui absorbe la totalité de l'espace et des ressources, qu'elles devront faire leur trou. La nôtre sera-t-elle assez libérale pour reconnaître le droit de la déserter ? En tout cas, il vaut mieux que les jeunes sachent qu'en fuyant dans la campagne ils vont affronter la société.

S'il en est ainsi, peut-être qu'un jour la ville retrouvera son corps, dont on ne peut dire ce qu'il sera, sinon différent, encore plus riche en nourritures, en paysages et en cultures qu'il ne le fut jamais. Et l'on pourra parler de progrès : d'un plus ajouté à ce qui est. Alors, cessant de perdre aussitôt sur un tableau ce qu'on acquiert sur l'autre, pourra-t-on se servir des moyens scientifiques et techniques utiles sans pour cela renoncer aux joies fondamentales : s'en mettre plein la panse et la vue, et la vie. Dans un espace-temps inépuisable, parce qu'on y est libre, et qu'il n'est jamais le même.

Certains m'objecteront : tout cela est très beau, mais c'est un problème de luxe pour pays surindustrialisé qui ne concerne pas les pays sous-développés. Je répondrai que la conservation des éléments, des terroirs et de la variété des ethnies est une nécessité vitale commune à l'espèce humaine. Le problème de la campagne est celui des sociétés pastorales d'Afrique et d'Asie encore plus que le nôtre. Si nous devons les aider à se développer il est essentiel qu'elles ne copient pas notre *Raubwirtschaft*, car alors ce serait l'écosystème terrestre qui serait en jeu. Ce n'est pas en leur vendant nos tanks démodés, ou en y implantant nos aciéries que nous les tirerons d'affaire mais en les aidant à faire la première révolution agricole : celle des assolements et des bocages, de l'association de l'agriculture et de l'élevage. Si ces pays passaient directement de l'écobuage au tracteur, leurs sols et leurs sociétés, encore plus fragiles que les nôtres n'y tiendraient pas. Un outillage moins coûteux, plus simple et plus léger, leur

permettrait de se dégager du milieu sans le détruire, et de développer une culture qui ne soit pas la caricature de la nôtre. A cette fin (si jamais l'accord se fait pour sauver la terre) les pays « en voie de développement » pourraient user de moyens techniques interdits aux pays déjà développés. Et l'on mettrait à leur compte, en dollars ou en or tout ce que ce prétendu « sous-développement » a conservé comme réserve de matières premières, paysages, produits agricole ou artisanaux. Comme aux paysans, la société industrielle occidentale ne ferait que leur payer ce qu'elle leur doit. Mais les peuples du Tiers Monde prendront-ils conscience de leur valeur au lieu de copier notre technique, notre bureaucratie, notre armée ?

5. *Le paradoxe de la révolution verte.* Mais je vois que mon lecteur commence à m'abandonner en se disant : il n'y va pas de main morte ! Hélas oui. Et je suis le premier à me rendre compte à quel point je vais à rebours du courant ; tout au moins du flot des bagnoles, sinon du courant humain. Ce que je propose met en cause à la fois les principes et les « faits » de notre temps dans tous les domaines. A commencer — et en ceci M. Mansholt n'a pas tort — par le déluge économique et démographique. Si on ne le maîtrise pas, les mesures de détail prises pour défendre l'environnement seront emportées comme fétus de paille ; et la dépollution ne fera que courir après la pollution. Il ne faut pas se le cacher, défendre la nature et la campagne c'est s'engager dans la plus grande révolution ou innovation qui soit. La nature étant vaincue par la technique, l'obstacle à maîtriser c'est désormais le produit humain : la technique, l'économie, la politique, c'est-à-dire la société. Ne nous y trompons pas, pour des hommes, comme il s'agit de maîtriser l'œuvre de l'homme, rien de moins naturel que la révolution pour la nature et la campagne. S'il y a un mot dont le défen-

seur de la nature doit se méfier, c'est bien de celui-ci. Car nature signifie donné, spontanéité, inconscience ; or sur ce champ de ruines tout est à inventer et à faire. Ce n'est pas à la nature de sauver l'homme, mais à l'homme de sauver la nature. C'est pourquoi je préfère le terme de campagne qui met l'accent sur leur rapport.

Le sujet de la société industrielle qui envisage ce radical demi-tour découvre à quel point il est paradoxal, tant dans la théorie que dans la pratique. Le définir en détail serait passer en revue tous les contraires que notre monde oppose, afin de les dépasser : la subjectivité et l'objectivité, la sensibilité et la raison, l'individu et la société, la gauche et la droite, etc. Ainsi pour défendre la nature ou la campagne il faut l'avoir connue : l'avoir aimée et avoir souffert dans sa chair de son ravage. Mais il faut aussi savoir le dire, organiser sa réflexion : refuser de le faire serait trahir sa cause en refusant la communication et l'action. Tout mouvement de défense de la nature peut trahir de deux façons : ou bien, refusant de prendre forme intellectuelle ou sociale, il restera dans les limbes de la poésie, ou bien s'organisant en système idéologique et politique, il oubliera sa vocation qui est celle de la nature et de la liberté. De même cette révolution, conservatoire sinon conservatrice, devra dépasser l'opposition de la tradition et du progrès. A la fois engagée dans les réalités les plus anciennes de la terre et de l'homme et dans celles de notre temps, elle ne s'en dégagera pas moins pour les juger.

On voit à quel point l'esprit, comme l'action, doit sortir des rails. Mais c'est ce qui fait l'intérêt profond du mouvement que l'on dit écologique. Sous la pression brutale du développement moderne, il se voit obligé de définir non plus une nouvelle idéologie ou mythologie politique, mais une critique et une action qui se fondent à la fois sur les réalités les plus concrè-

tes du présent et les besoins constants de la biosphère et de l'homme. Et cette action critique met en cause des principes et des structures communes aux sociétés industrielles capitaliste ou socialiste. Le problème écologique force les Français amateurs d'idées à dépasser leurs conformismes politiques traditionnels, à repenser la société en fonction de ce qu'ils ont devant les yeux et à inventer empiriquement de nouvelles formes d'actions ou d'institutions. La jeune gauche découvre la défense de la nature et la campagne ; peut-être qu'au lieu de courir après l'ombre de la société de son temps elle va enfin traquer la proie : l'usine, le bureau, la banlieue. Malheureusement le temps presse.

Ce renouvellement concerne au premier chef un mouvement naturiste jusqu'ici dispersé en petites sectes, ou récupéré par la littérature et le tourisme[1]. Jusqu'ici en France pour s'intéresser à ces questions, il fallait sortir de la norme, c'est-à-dire être tant soit peu névrosé — et comment ne le serait-on pas quand le corps et l'esprit subissent une telle agression ? La défense de la nature attire des individus non conformistes ou marginaux qui sont plus doués pour commander que pour suivre, et chacun est tenté de définir ce qu'il croit sa vérité et de fonder son Eglise. Chaucun a son territoire : l'un défend les oiseaux, l'autre les sites, d'autres une vie ou une alimentation « naturelle » qui l'est parfois bien peu. Ils sont végétariens, refusent l'alcool, le tabac, et leurs magasins ressemblent à des cliniques. Car ce protestantisme-là comme l'autre a parfois le sens des affaires.

Ce mouvement d'opposition marginal jusqu'ici très minoritaire est tenté de compenser son petit nombre par l'illuminisme, l'extrémisme. Mais ces petites sectes de purs ne gênent guère la société globale : leur faiblesse

1. Sur les causes de l'échec de la réaction naturiste voir mon *Jardin de Babylone.*

rend leur intransigeance négligeable. Comme le naturisme n'a pas de politique propre, il n'embarrasse pas plus les partis que les affaires, et la société régnante n'a pas de mal à intégrer ces mouvements auxquels elle est prête à louer une réserve ou un stand dans ses expositions. Au milieu des villas ou des machines il y a le coin des Amis des sites ou des bêtes, le point de vente des produits naturels ou des livres de nature.

Pour être à la hauteur des problèmes du monde actuel et de ce qu'un vaste public attend de lui, le mouvement écologique doit sortir du ghetto où on l'enferme. Pour résister au totalitarisme industriel, ses sociétés devront se fédérer, en prenant conscience que le détail dont elles s'occupent fait partie d'un tout : l'arbre, les oiseaux, les toits, même le passant qui traverse la rue ou celui qui contemple, participent d'une seule vue. Il ne s'agit pas de retourner à la nature : de fuir dans le rêve de l'Eden perdu, mais de poursuivre la vieille bataille de l'homme pour l'homme, sa vie et sa liberté. La nature elle-même n'est qu'un mot et un concept humains, elle n'existerait pas s'il n'y avait des hommes qui, vivant d'elle, la pensent. Sa préservation, autant qu'un retour à l'origine, est un pas en avant, l'acte de liberté le plus grand qui fut jamais accompli dans l'univers. Celui qui en est l'ultime expression prend conscience de la nécessité, signant la paix avec le cosmos, il décide d'en être le roi et non le pillard. Aujourd'hui ce n'est plus seulement le campagnard mais le citadin : le savant, l'industriel, l'administrateur, qui doit gérer la terre en paysan s'il veut en faire un jardin et non un désert de lave.

Donc, nous n'avons pas à défendre la nature en soi, mais la nature habitée, le droit à la campagne qui implique de durs devoirs. Ce sont des naturalistes qui ont découvert les premiers l'écologie. Mais si l'on s'en tient à la défense des biotopes et des espèces, on néglige l'essentiel du problème qui est humain et l'on se satis-

fait de réformes ponctuelles. A la limite la nature sera sauvée par quelques réserves — naturelles parce que protégées par la police — où l'écologiste patenté pourra seul pénétrer ; et il ne verra pas d'un si mauvais œil les terrains militaires fermés au public. Pour lui plus un secteur est inhabitable, plus il est intéressant : c'est pourquoi il défend les vasières plus que les campagnes. Comme le protecteur des sites, le naturaliste ne voit que son job, et pour sauver la nature il est prêt à en priver l'homme. Pourtant il est le premier à savoir que celui-ci ne vit pas du spectacle de la nature et que lui refuser l'eau et le poisson, c'est le tuer.

Ce n'est pas la nature seule qui est en cause, mais l'homme dans la nature. Ce serait une erreur capitale de vouloir en expulser les paysans, les chasseurs ou les pêcheurs, ce sont les témoins d'un besoin essentiel : vivre dans la nature. On ne sauvera pas la campagne européenne sans les paysans qui l'habitent : à moins d'en faire un square entretenu par des fonctionnaires. Et il ne faut pas oublier que le chasseur ou le pêcheur a intérêt à conserver le gibier ou le poisson qu'il détruit. Pour peu qu'on les y aide, ils seront les premiers à comprendre que vivre dans la nature implique sa préservation ; et ils seront prêts à défendre leur champ, leur terrain de chasse ou leur maison avec une autre vigueur que cette jolie vitrine qu'on invite les touristes à lécher. Le mouvement qui sauvera l'oekouméne du totalitarisme industriel ne réunira pas seulement quelques naturalistes ou naturistes, mais tous ceux qui vivent de la terre : les agriculteurs, les consommateurs de pain et de vin, ceux qui rêvent d'une maison dans un village au bord de l'eau, c'est-à-dire l'humanité tout entière.

Alors, bien au clair sur l'énormité, la complexité et l'unité du phénomène, rassemblant des forces puissantes, ce mouvement de défense de la ville et de la campagne sera en mesure d'agir. Ce n'est pas seulement

pour les espaces verts qu'il va falloir se battre, mais pour une société contre un empire. Si la révolte écologique réalise à quel point elle met en cause les principes et les structures économiques et sociales du monde existant, devenue de mouvement de loisir, société de pensée et d'action révolutionnaires, elle ne sera plus aussi facile à récupérer par les grands intérêts ou l'Etat. Et si au début elle sera bien contrainte de faire appel aux fonds privés ou publics, elle pourra le faire avec un minimum de compromis. Plus le mouvement écologique se développera, plus il sera tenté par l'argent ou le pouvoir qui chercheront à le gagner par d'inoffensifs cadeaux. Qu'il en profite, il faut bien un minimum de moyens pour agir ; et dans cette société qui les monopolise, où trouver des armes sinon en les lui prenant ? Qu'il accepte les aumônes qu'on lui accorde : réserves naturelles, fonds ou séances à la télé. Mais que ces dons, dérisoires par rapport aux besoins, ne lui ferment pas la bouche. Qu'il ne cède pas sur l'essentiel : les principes et la critique, et qu'il refuse de transiger sur les points véritablement importants. Mais qu'il n'oublie pas qu'il faut une longue louche pour souper avec le diable, et qu'il faut devenir tant soit peu diabolique sans devenir diable pour autant. Surtout, le mouvement pour la nature et la campagne ne doit jamais oublier que sa vraie tâche au premier stade de l'action c'est la conquête de l'opinion, seule capable de forcer l'adversaire au compromis. Alors peut-être que le récupérateur s'apercevra qu'en voulant faire la part du feu, il a déchaîné l'incendie.

D'ailleurs je ne pense pas qu'au train où vont les choses — le ravage de la terre et l'éveil de l'opinion — l'ambiguïté des rapports du mouvement écologique et de la société néo-industrielle puisse durer longtemps. En même temps qu'il se développe, le mouvement venu des USA mue : il étend son horizon et se radicalise. Il sort de son ghetto naturiste ou bucolique, et même en

France, des groupes de plus en plus conscients de l'originalité de leur cause et de leur conflit radical avec le monde actuel se développent : *Charlie Hebdo, la Gueule ouverte, Survivre* notamment. Le stade de la protection des sites est en voie d'être dépassé, c'est bon signe, même si certains se réfèrent à Trotsky qui se foutait bien de ces problèmes. Il reste à la plupart de ces groupes à mûrir, c'est-à-dire à vieillir sans cesser d'être jeune ; à joindre aux vertus de la jeunesse : la vigueur, la passion, celles de l'âge et de l'expérience : la lucidité, la prudence du vieux guerrier qui est celle du serpent.

Car je ne pense pas qu'on évitera l'affrontement avec la société actuelle, ce serait bien la première qui disparaîtrait sans lutte. La révolution verte (ou écologique si vous préférez, je me fous du mot c'est la chose qui m'importe) met en effet en cause, bien plus que le socialisme, les principes et les intérêts de la société bourgeoise où nous vivons. Il va falloir s'attaquer à rien moins qu'à Dieu et au portefeuille : à l'Eglise et à l'épicerie. Evitera-t-on la violence, la guerre ? Qui aime la campagne a d'autres chats à fouetter qu'à jouer au petit soldat, mais je crains que les rapports du mouvement écologique et de notre société ne restent polis que dans la mesure où celui-ci ne sort pas de l'enclos où on le parque. Je ne vois pas comment il évitera des actes de « sabotage » symboliques punis par la loi ; car elle s'appliquera dans ce cas avec autrement de rigueur que lorsqu'il s'agit de la pollution des rivières. C'est probablement en voyant couler son sang que nous saurons que la révolution de l'an 2 000 est née.

Ainsi, après avoir privé mon lecteur de nourritures, de paysages et de danses folkloriques, voici que je l'invite à se mobiliser dans une guerre civile écologi-

que : payer environ vingt francs l'annonce de tant d'ennuis c'est bien cher. Qu'il m'excuse, sur le gros des faits, notamment sur les trois points mentionnés dans ma critique, l'ai-je trompé ? Je l'ai mené jusqu'au pied du mur, ou de l'abîme ; existe-t-il ? Si tel est le cas, qu'il considère bien cet ersatz d'avenir, fait d'un bloc de plastique excrété par ordinateur. Il n'aura pas la banlieue totale et la campagne, que choisit-il ? Certes je l'invite à faire demi-tour dans le courant et il le reçoit de plein fouet dans la gueule : les chances de gloire et de victoire sont minces pour tant d'efforts, on ne peut guère compter sur l'histoire puisqu'on s'y attaque. Mais comment faire autrement ? Peut-on se passer d'air, d'eau, de se nourrir, de voir et d'aimer l'Autre ? Comme dans toutes les grandes décisions, quand il s'agit de sauver le monde ou sa vie, j'espère qu'il se dira : « Je ne puis autrement... » Quand retentit cet air de trompette, parfois les murs s'écroulent.

Postface de dernière heure

Agrochimie, agriculture et crise de l'énergie.

Ce livre fut écrit en 1970-1971 alors qu'en dépit du rapport du MIT rien ne semblait mettre en cause le développement, notamment celui de l'agrochimie. Depuis, la flambée des prix des matières premières et de l'énergie a dévoilé l'absurdité de la croissance exponentielle. La raréfaction et la hausse accélérée des hydrocarbures ne font que confirmer les idées défendues dans ce livre en leur donnant tout le poids de la nécessité. Mais l'auteur qui a la vocation des pensées inactuelles se voit frustré par l'évidence. Le système agrochimique qui était un crime contre la nature et l'homme risque bientôt d'apparaître comme une faute que les experts même qui l'ont commise commencent à dénoncer. En effet il est essentiellement basé sur le pétrole qui n'alimente pas seulement les machines et sert en partie à les fabriquer, mais qui est la base des innombrables produits chimiques et qui assure la climatisation des élevages et

une partie de leur alimentation. Et même celle des hommes ; il est vrai qu'au train où vont les prix, les protéines de pétrole risquent de devenir le caviar du pauvre. Déjà menacés par la hausse des granulés, sans fuel pour chauffer ou réfrigérer les tunnels en été, que va devenir l'élevage en batterie ? Qu'importe, on continuera de le subventionner en interdisant au besoin aux particuliers de se chauffer : l'industrialisation avant tout ! Mais un beau jour on s'apercevra qu'on a détruit la France, rasée et tailladée d'autoroutes, pour rien.

En revanche, le seul moyen de surmonter une crise, définitive ou passagère, de l'énergie c'est l'agriculture et la campagne. Seules en effet elles peuvent assurer le respect de la terre en utilisant des ressources locales. Seuls l'assolement, l'association de la polyculture et de l'élevage permettront de maintenir une production élevée sans employer d'engrais et de produits chimiques tout en conservant les sols. Il faudra bien des espèces robustes et une production diversifiée si l'on utilise moins les pesticides, et du bois pour se chauffer ou remplacer les plastiques fabriqués à partir des hydrocarbures. Et l'on regrettera alors les accumulations de branches que les divers engins à pétrole auront laissées pourrir. Quoi donc, sinon l'agriculture permettra de nourrir la population que la concentration industrielle aura accumulée dans les villes ? Et quelle autre activité pourrait fournir autant d'emplois aux chômeurs de l'indus-

trie ? Là où la *Raubwirtschaft* de l'agrochimie n'aura pas tout détruit, la campagne pourra jouer le rôle de volant et de réserve en cas de crise qu'elle a déjà joué dans la guerre. Elle nous sauve aujourd'hui de la fadeur et de la monotonie, elle pourrait bien nous sauver de la disette. Si une crise relative de l'énergie nous oblige à peser les coûts de l'industrialisation de l'agriculture et des campagnes avant qu'il ne soit trop tard, elle aura été bénéfique.

Table

TROISIÈME PARTIE

PRODUIRE DE LA CAMPAGNE

CONCLUSION

SORTIR DE LA BANLIEUE

Achevé d'imprimer
le 15 mai 1974
sur les Presses de
l'Imprimerie Carlo Descamps
59. Condé-sur-l'Escaut

C'est un cri d'alarme que ce dernier livre de Bernard Charbonneau, qui nous met en garde contre l'industrialisation galopante. Voici qu'elle s'attaque à l'agriculture et à la campagne, menaçant de nous priver des nourritures, des paysages et des pays qui font la saveur de nos repas et de nos voyages. D'ici dix ans le « désert français » sera devenu une réalité.

Notre table rase attaque sur deux fronts. D'une part l'auteur dénonce l'invasion systématique de notre table et de nos campagnes par les trusts de l'agrochimie. De l'autre il accuse le plan Mansholt et le grand capitalisme de hâter la destruction de la nature et des paysans sous prétexte de les secourir.

Violent, efficace, ce pamphlet prend parfois l'allure d'un véritable roman d'anticipation qui nous fait frissonner tant le *constat* paraît alarmant.

Après *Tristes campagnes*, qui était déjà un réquisitoire brillant contre les assassins de la nature, Bernard Charbonneau nous donne ici un essai passionnant sur un sujet terriblement actuel et qu'il connaît parfaitement.

IMP. PRIESTER, PARIS

6-74